

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

F. 63 — 1603

Arrêté royal
modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1976
relatif aux comptes annuels des entreprises

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le 25 juillet 1978, le Conseil des Ministres des Communautés économiques européennes a arrêté, en application de l'article 54, 3, G, du Traité de Rome, une quatrième directive dans le domaine du droit des sociétés, consacrée aux comptes annuels.

Cette directive fait obligation aux États-membres d'imposer aux sociétés constituées sous la forme de société anonyme, de société en commandite par actions ou de société de personnes à responsabilité limitée, d'établir des comptes annuels (bilan, compte de résultats et annexe) dans le respect des schémas et des règles d'évaluation qu'elle prévoit, de faire contrôler ces comptes annuels par des personnes habilitées à cet effet par la loi nationale et de publier ceux-ci, ainsi que les rapports de gestion et de contrôle qui les concernent.

Le droit comptable belge actuel répond d'ores et déjà dans une très large mesure aux exigences de cette directive. En effet, l'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels des entreprises s'est inspiré tout directement des dispositions de cette directive à ce moment encore en projet.

Il en résulte que l'adaptation du droit belge aux exigences de cette directive ne comporte pas, quant au fond, de modifications profondes de celui-ci sauf en ce qui concerne l'extension de l'application des dispositions relatives à l'établissement des comptes annuels aux sociétés petites et moyennes qui, en vertu de la loi du 17 juillet 1975 étaient exclues du champ d'application de ces dispositions.

* *

La transposition dans le droit belge des exigences de la quatrième directive s'articule autour de plusieurs actes législatifs et réglementaires.

1° L'élargissement aux entreprises petites et moyennes des arrêtés relatifs aux comptes annuels est réalisé par la loi du 1er juillet 1983 modifiant la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises.

2° La transposition dans le droit belge des règles de la directive qui se rattachent directement au droit des sociétés (contenu et publication du rapport de gestion et du rapport de contrôle, diffusion de comptes annuels abrégés, détermination du bénéfice susceptible de distribution) sera assurée par la loi, actuellement en discussion au Parlement modifiant les lois coordonnées sur les sociétés commerciales (Chambre des Représentants, session 1981-1982, Doc. n° 210/9 du 9 novembre 1982).

3° L'organisation du contrôle des sociétés et la détermination des personnes habilitées à cet effet, seront réglées dans le cadre du projet de réforme du revisorat dont le Parlement est saisi (Chambre des Représentants, session 1982-1983, Doc. n° 552 du 4 février 1983).

4° L'essentiel de la matière des comptes annuels des entreprises est, quant au fond, déposé dans l'arrêté royal du 8 octobre 1976. C'est dès lors celui-ci qui se trouve principalement concerné par l'adoption de la quatrième directive. Son adaptation aux exigences de celle-ci, forme l'essentiel du présent arrêté.

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 63 — 1603

Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 met betrekking tot de jaarrekening van de ondernemingen

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Op 25 juli 1978 werd door de Ministerraad van de Europese Economische Gemeenschap, in toepassing van artikel 54, 3, G van het Verdrag van Rome, op vennootschapsrechtelijk vlak een vierde richtlijn vastgesteld met betrekking tot de jaarrekening.

Deze richtlijn verplicht de Lid-Staten te eisen dat de vennootschappen opgericht in de vorm van een naamloze vennootschap, een commanditaire vennootschap op aandelen of een personenvennootschap met beperkte aansprakelijkheid, een jaarrekening opmaken (balans, resultatenrekening en toelichting), volgens de schema's en met naleving van waarderingsregels waarin deze richtlijn voorziet. Bovendien moet deze jaarrekening worden gecontroleerd door hiertoe krachtens de nationale wetgeving gemachtigde personen en samen met het jaarverslag en het controleverslag openbaar worden gemaakt.

In zijn huidige vorm beantwoordt het boekhoudrecht reeds ruimschoots aan de vereisten van de vierde richtlijn. Voor het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 met betrekking tot de jaarrekening van de ondernemingen werd immers rekening gehouden met de toen nog in ontwerpvorm verkerende richtlijn.

De nodige wijzigingen om het Belgisch recht aan te passen aan deze richtlijn zijn dan ook niet substantieel, tenzij waar de toepassing van de bepalingen inzake het opmaken van de jaarrekening wordt uitgebreid tot de kleine en middelgrote ondernemingen die tot nog toe krachtens de wet van 17 juli 1975 niet aan deze bepalingen onderworpen waren.

* *

De invoering van de vierde richtlijn in het Belgisch recht verloopt via verschillende wetgevende en reglementaire stappen.

1° De uitbreiding van de toepassing van de besluiten met betrekking tot de jaarrekening tot de kleine en middelgrote ondernemingen gebeurt door de wet van 1 juli 1983 tot wijziging van de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen.

2° De regels uit de richtlijn die rechtstreeks verband houden met het vennootschapsrecht (inhoud en openbaarmaking van het jaarverslag en het controleverslag, verspreiding van een jaarrekening in verkorte vorm, vaststelling van de uitkeerbare winst) zullen in het Belgisch recht worden ingevoerd via het momenteel in het Parlement besproken wetsontwerp tot wijziging van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen (Kamer van Volksvertegenwoordigers, zitting 1981-1982, Doc. nr. 210/9 van 9 november 1982).

3° De organisatie van de controle in vennootschappen en de erkenning van de daartoe gemachtigde personen zullen worden geregeld in het kader van het ontwerp tot hervorming van het revisoraat dat aan het Parlement is voorgelegd (Kamer van Volksvertegenwoordigers, zitting 1982-1983, Doc. nr. 552 van 4 februari 1983).

4° De jaarrekening van de ondernemingen wordt in hoofdzaak geregeld door het koninklijk besluit van 8 oktober 1976. De wijzigingen ingevolge de invoering van de vierde richtlijn zijn dan ook grotendeels op dit besluit toegespitst.

La modification de la loi comptable du 17 juillet 1975 par la loi du 1er juillet 1983 et l'adaptation par le présent arrêté de l'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels des entreprises, entraînent à leur tour d'autres adaptations :

1° de l'arrêté général d'exécution du 23 décembre 1975 en vue notamment :

— d'y transposer les règles contenues précédemment dans la loi du 17 juillet 1975 relatives à la tenue d'une comptabilité simplifiée et à la tenue et à la conservation des livres;

— de déterminer les modalités de calcul des critères de taille des petites et moyennes entreprises, et

— d'organiser la publicité des comptes annuels de certaines grandes entreprises.

Cet arrêté d'adaptation est soumis à Votre signature, en même temps que le présent arrêté;

2° de l'arrêté d'exécution du 7 mars 1978 déterminant la teneur et la présentation du plan comptable minimum normalisé. Lors de l'adaptation dudit arrêté, aucune modification n'a été apportée aux options fondamentales qui sont à la base de ce dernier. Les adaptations sont d'ordre technique et visent à réaliser la conformité entre cet arrêté et l'arrêté modifié du 8 octobre 1976. Cet arrêté d'exécution est également soumis, en même temps que le présent arrêté, à Votre signature.

Enfin, dans la poursuite de la réforme réalisée par la loi du 24 mars 1978 relative à la publicité des actes et comptes annuels des sociétés commerciales ou à forme commerciale, le Gouvernement envisage diverses adaptations visant à alléger les modalités de dépôt des actes et comptes annuels aux greffes. A cet effet, il se propose, après abrogation par la loi du 1er juillet 1983 de l'obligation d'enregistrement préalable des actes à déposer au greffe en vertu des lois sur les sociétés, de permettre la transmission de ces documents au greffe par la poste, de prévoir la possibilité de règlement des frais de dépôt par voie de monnaie scripturale et de revoir dans un objectif de simplification, la tarification de ces frais. Il envisage simultanément en vue d'améliorer la présentation matérielle des comptes publiés et d'en faciliter la consultation, de prévoir pour le dépôt des comptes annuels, l'utilisation d'un document standardisé. Ces mesures seront prises ultérieurement en vue de leur application au début de 1985 au moment du dépôt des comptes annuels établis conformément au présent arrêté.

Les modifications apportées par le présent arrêté à celui du 8 octobre 1976 découlent pour l'essentiel des dispositions de la quatrième directive. Le Gouvernement a toutefois entendu ne pas se limiter à une transposition mécanique de celle-ci; à cette occasion il a procédé, à la lumière de l'expérience acquise au terme de cinq années d'application de la réforme du droit comptable, à un réexamen de ses dispositions dans le double souci de maintenir au maximum la continuité, combien nécessaire en ce domaine, mais simultanément de répondre aux problèmes posés et d'améliorer les solutions qui y sont prévues. Ce faisant, le Gouvernement a tenu compte notamment, des contributions, très importantes au cours des dernières années, apportées, en Belgique, dans certains pays étrangers et au niveau international à l'élaboration de la doctrine comptable, des modifications qui se sont produites dans le contexte économique ainsi que des propositions formulées sous le plan de l'analyse financière, notamment par le Conseil central de l'économie dans son avis du 18 décembre 1981. Le Gouvernement n'a pas entendu modifier les options fondamentales qui sont à la base de l'arrêté royal du 8 octobre 1976 et dont la justification a été exposée dans le Rapport au Roi précédant celui-ci. L'optique fondamentale reste inchangée, notamment en ce que l'arrêté se limite à déterminer les principes généraux sans traiter les multiples cas d'espèces susceptibles de se présenter dans la pratique.

Dans l'élaboration du présent arrêté, le Gouvernement a bénéficié du concours de la Commission des Normes comptables ainsi que des avis nombreux qui ont été adressés à cette dernière par des personnes, associations et institutions intéressées par le droit comptable. Par ailleurs, le présent arrêté a, conformément à la loi, été soumis au Conseil central de l'Économie qui a formulé son avis le 8 décembre 1982. Il a également fait l'objet,

De la modification de la loi comptable du 17 juillet 1975 par la loi du 1er juillet 1983 et de l'adaptation par le présent arrêté de l'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels des entreprises, entraînent à leur tour d'autres adaptations :

1° de l'arrêté général d'exécution du 23 décembre 1975, en vue notamment :

— d'y transposer les règles contenues précédemment dans la loi du 17 juillet 1975 relatives à la tenue d'une comptabilité simplifiée et à la tenue et à la conservation des livres;

— de déterminer les modalités de calcul des critères de taille des petites et moyennes entreprises, et

— d'organiser la publicité des comptes annuels de certaines grandes entreprises.

Cet arrêté d'adaptation est soumis à Votre signature, en même temps que le présent arrêté;

2° de l'arrêté d'exécution du 7 mars 1978 déterminant la teneur et la présentation du plan comptable minimum normalisé. Lors de l'adaptation dudit arrêté, aucune modification n'a été apportée aux options fondamentales qui sont à la base de ce dernier. Les adaptations sont d'ordre technique et visent à réaliser la conformité entre cet arrêté et l'arrêté modifié du 8 octobre 1976. Cet arrêté d'exécution est également soumis, en même temps que le présent arrêté, à Votre signature.

Enfin, dans la poursuite de la réforme réalisée par la loi du 24 mars 1978 relative à la publicité des actes et comptes annuels des sociétés commerciales ou à forme commerciale, le Gouvernement envisage diverses adaptations visant à alléger les modalités de dépôt des actes et comptes annuels aux greffes. A cet effet, il se propose, après abrogation par la loi du 1er juillet 1983 de l'obligation d'enregistrement préalable des actes à déposer au greffe en vertu des lois sur les sociétés, de permettre la transmission de ces documents au greffe par la poste, de prévoir la possibilité de règlement des frais de dépôt par voie de monnaie scripturale et de revoir dans un objectif de simplification, la tarification de ces frais. Il envisage simultanément en vue d'améliorer la présentation matérielle des comptes publiés et d'en faciliter la consultation, de prévoir pour le dépôt des comptes annuels, l'utilisation d'un document standardisé. Ces mesures seront prises ultérieurement en vue de leur application au début de 1985 au moment du dépôt des comptes annuels établis conformément au présent arrêté.

De la modification de la loi comptable du 17 juillet 1975 par la loi du 1er juillet 1983 et de l'adaptation par le présent arrêté de l'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels des entreprises, entraînent à leur tour d'autres adaptations :

Dans l'élaboration du présent arrêté, le Gouvernement a bénéficié du concours de la Commission des Normes comptables ainsi que des avis nombreux qui ont été adressés à cette dernière par des personnes, associations et institutions intéressées par le droit comptable. Par ailleurs, le présent arrêté a, conformément à la loi, été soumis au Conseil central de l'Économie qui a formulé son avis le 8 décembre 1982. Il a également fait l'objet,

à la demande du Gouvernement, en date du 23 novembre 1982, d'un avis de la Commission des Simplifications administratives. Enfin, il a été largement tenu compte de la terminologie proposée par la Commission Van Dievoet pour la rédaction du texte néerlandais. En ce qui concerne la terminologie, le Conseil d'Etat fait remarquer que les termes utilisés ne correspondent pas toujours à ceux de la quatrième directive. En effet, la terminologie de la directive n'a pas été suivie dans quelques cas où celle-ci n'est pas de pratique courante en Belgique. Les Etats-membres ne sont d'ailleurs pas obligés de reprendre le texte de la directive tel quel dans leur législation nationale.

Les principales modifications à l'arrêté royal du 8 octobre 1976 sont commentées de façon succincte ci-après.

Champ d'application (article 1er de l'arrêté du 8 octobre 1976 — article 1er de l'arrêté modificatif).

En exécution de la quatrième directive et de la loi du 1er juillet 1983 modifiant la loi du 17 juillet 1975, l'arrêté du 8 octobre 1976 est rendu applicable aux petites et moyennes entreprises, sous le bénéfice de la faculté qui leur est ouverte de faire usage de schémas abrégés pour l'établissement et la publication de leurs comptes annuels.

Toutefois, et conformément au texte de la loi précitée, sont exemptées du champ d'application de l'arrêté, les personnes physiques ayant la qualité de commerçant et les sociétés en nom collectif et en commandite simple qui sont habilitées à tenir une comptabilité simplifiée. Il en est de même des entreprises du secteur financier soumises à des réglementations spécifiques en matière de comptes annuels (article 1er, alinéa 2, 1^o et 2^o). Comme le relève le Conseil d'Etat, ces 1^o et 2^o ne sont pas indispensables vu qu'ils reproduisent des dispositions de la loi organique. Il a toutefois semblé préférable de les maintenir afin que le champ d'application de l'arrêté résulte clairement d'une disposition de celui-ci et ne doive pas être recherché dans la combinaison de dispositions légales et réglementaires.

Enfin, certaines entreprises d'assurance et de réassurance qui à l'heure actuelle sont soumises aux dispositions de l'arrêté du 8 octobre 1976 et non à celles, mieux adaptées à leur activité, de l'arrêté royal du 12 novembre 1979 relatif aux comptes annuels des entreprises d'assurances, sont dorénavant soumises à ce dernier arrêté (cf. également l'article 41 de l'arrêté modificatif).

Etablissement des comptes annuels en francs belges (article 2 de l'arrêté du 8 octobre 1976 — article 2 de l'arrêté modificatif).

L'arrêté modificatif précise que les comptes annuels doivent être libellés en francs belges. Cette règle figurait précédemment de manière implicite à l'article 37 de l'arrêté du 8 octobre 1976.

Principe général de l'image fidèle (articles 3 et 4 de l'arrêté du 8 octobre 1976 — articles 3 et 4 de l'arrêté modificatif).

En application de l'article 2, § 3, de la quatrième directive, une référence explicite est introduite dans l'arrêté au principe selon lequel les comptes annuels doivent donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'entreprise. De manière générale, cette image fidèle résultera de l'application des schémas et des règles d'évaluation déposés dans l'arrêté. L'objectif de l'image fidèle pourra toutefois exiger l'insertion dans l'annexe de renseignements complémentaires (article 4, alinéa 2) et dans des cas exceptionnels, justifier une modification de l'intitulé des rubriques (article 9, alinéa 2), ou de la présentation des comptes annuels (article 10, alinéa 2), ou impliquer l'adoption de règles d'évaluation différentes (article 16, alinéa 1er), ou la modification de règles d'évaluation utilisées antérieurement (article 17, alinéa 2).

Structure des comptes annuels (article 7 de l'arrêté du 8 octobre 1976 — article 7 de l'arrêté modificatif).

L'article 7 de l'arrêté modificatif concrétise la disposition de l'article 12 de la loi du 17 juillet 1975, tel que modifié par la loi du 1er juillet 1983, aux termes duquel les petites et moyennes entreprises peuvent établir leurs comptes annuels selon un schéma abrégé. Ce schéma abrégé forme le chapitre II de l'annexe à l'arrêté. Son articulation correspond à ce qui a

Bedrijfsleven die ter zake een advies heeft uitgebracht op 6 december 1982. Op verzoek van de Regering werd eveneens op 23 november 1982 een advies uitgebracht door de Commissie « Administratieve Vereenvoudigingen ». Ten slotte werd voor de Nederlandse tekst in ruime mate rekening gehouden met de terminologie voorgesteld door de Commissie Van Dievoet. Wat de gebruikte terminologie betreft merkt de Raad van State op dat deze niet steeds overeenstemt met de terminologie van de vierde richtlijn. De op sommige punten afwijkende terminologie wordt hierdoor verantwoord dat de in de richtlijn gebruikte terminologie niet altijd overeenstemt met wat ter zake in België gebruikelijk is. Overigens hebben de Lid-Staten niet de verplichting om de tekst van de richtlijn woordelijk in hun wetgeving in te bouwen.

De belangrijkste wijzigingen in het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 worden hierna kort toegelicht.

Toepassingsgebied (artikel 1 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 — artikel 1 van het wijzigingsbesluit).

In uitvoering van de vierde richtlijn en van de wet van 1 juli 1983 tot wijziging van de wet van 17 juli 1975 worden ook de kleine en middelgrote ondernemingen onderworpen aan het besluit van 8 oktober 1976, weliswaar met de mogelijkheid om gebruik te maken van een verkort schema voor het opmaken en het openbaar maken van hun jaarrekening.

Overeenkomstig de tekst van voornoemde wet worden evenwel de natuurlijke personen die koopman zijn, de gewone commanditaire vennootschappen en de vennootschappen onder firma die een vereenvoudigde boekhouding mogen voeren, uitgesloten uit het toepassingsgebied van het besluit. Hetzelfde geldt voor de ondernemingen uit de financiële sector waarvoor bijzondere regelingen inzake de jaarrekening bestaan (artikel 1, tweede lid, 1^o en 2^o). De Raad van State merkt op dat het 1^o en het 2^o in feite overbodig zijn vermits zij gewoon de tekst overnemen van de basiswet. Toch werd voor het behoud hiervan geopteerd teneinde het toepassingsgebied van het besluit duidelijk te laten blijken uit de tekst van dit besluit zelf en de lezer niet te verplichten dit toepassingsgebied af te leiden uit een combinatie van teksten uit de wet en uit het besluit.

Ten slotte worden bepaalde verzekeringsondernemingen alsmede de herverzekeringsondernemingen die op dit ogenblik het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 moeten toepassen voor de toekomst onderworpen aan het koninklijk besluit van 12 november 1979 op de jaarrekening van de verzekeringsondernemingen dat beter is aangepast aan de eigen aard van hun bedrijf. (Zie eveneens artikel 41 van het wijzigingsbesluit).

Opmaken van de jaarrekening in Belgische franken (artikel 2 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 — artikel 2 van het wijzigingsbesluit).

In het wijzigingsbesluit wordt gerepreciseerd dat de bedragen in de jaarrekening moeten worden uitgedrukt in Belgische franken. Dit beginsel was steeds impliciet vastgelegd in artikel 37 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976.

Algemeen beginsel van het getrouwe beeld (artikelen 3 en 4 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 — artikelen 3 en 4 van het wijzigingsbesluit).

Met toepassing van artikel 2, § 3, van de vierde richtlijn wordt in het besluit uitdrukkelijk het beginsel ingelast volgens hetwelk de jaarrekening een getrouw beeld moet geven van het vermogen, de financiële positie en het resultaat van de onderneming. In beginsel zal dit getrouwe beeld worden bereikt door de toepassing van de schema's en de waarderingsregels vastgelegd in het besluit. Het getrouwe beeld kan soms slechts worden bereikt indien in de toelichting aanvullende gegevens worden verstrekt (artikel 4, tweede lid). In uitzonderlijke gevallen kan het getrouwe beeld vereisen dat de benaming van rubrieken (artikel 9, tweede lid) of de voorstelling van de jaarrekening (artikel 10, tweede lid) wordt gewijzigd of dat wordt afgeweken van de in het besluit vastgelegde waarderingsregels (artikel 16, eerste lid) of van vroeger toegepaste waarderingsregels (artikel 17, tweede lid).

Structuur van de jaarrekening (artikel 7 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 — artikel 7 van het wijzigingsbesluit).

In artikel 7 van het wijzigingsbesluit wordt concreet gestalte gegeven aan de door artikel 12, § 1, van de wet van 17 juli 1975, zoals gewijzigd door de wet van 1 juli 1983, voorziene mogelijkheid voor kleine en middelgrote ondernemingen de jaarrekening op te maken volgens een verkort schema. Dit verkort schema is opgenomen in hoofdstuk II van de bijlage bij het besluit. Het

été annoncé au cours des travaux préparatoires de la loi modificative susvisée (cf. exposé des motifs, Doc. Chambre des Représentants, 1980-1981, Doc. 925/1 du 30 septembre 1981) ainsi qu'au cours des travaux parlementaires relatifs à la modification des lois sur les sociétés (Doc. Chambre des Représentants, 1981-1982, Doc. 210/9 du 9 novembre 1982, p. 58).

Mention des chiffres comparatifs (article 11 de l'arrêté du 8 octobre 1976 — article 9 de l'arrêté modificatif).

En application de l'article 4, § 4, de la directive, l'alinéa 3 nouveau de l'article 11, prévoit, en matière de chiffres comparatifs, des règles quelque peu différentes de celles contenues dans le texte actuel. Par ailleurs, l'alinéa 2 nouveau, règle le cas où une entreprise qui avait établi ses comptes annuels relatifs à l'exercice précédent selon le schéma abrégé est tenue d'établir ses comptes de l'exercice considéré selon le schéma complet.

Mention des actions propres (article 13 actuel de l'arrêté du 8 octobre 1976).

Le texte de l'article 13 actuel devient sans objet; d'une part, la mention des actions propres est exigée dans l'annexe; par ailleurs, en vertu des lois sur les sociétés, le rapport de gestion devra, conformément à la seconde directive de la C.E.E. en matière de sociétés, comporter dorénavant certaines mentions et commentaires.

Notion de provision pour risques et charges (article 13 nouveau de l'arrêté du 8 octobre 1976 — article 10 de l'arrêté modificatif).

Ce texte reprend, légèrement adaptée pour tenir compte de l'article 10, § 1er, de la quatrième directive, la définition des provisions pour risques et charges qui figure actuellement dans le chapitre des définitions. Ce transfert dans le corps de l'arrêté se justifie par l'importance du deuxième alinéa aux termes duquel les provisions pour risques et charges ne peuvent avoir pour objet de corriger la valeur d'éléments portés à l'actif du bilan (article 20, § 3, de la quatrième directive). En revanche, il n'est pas fait application de l'article 20, § 2, de la directive, aux termes duquel les Etats-membres peuvent autoriser la constitution de provisions pour des charges dont le montant est certain mais dont la date de survenance est indéterminée. De l'avis du Gouvernement, les engagements relatifs à de telles charges revêtent le caractère de dettes et doivent être portés au bilan à ce titre et non au titre de provisions.

Droits et engagements à mentionner dans l'annexe (article 14 de l'arrêté du 8 octobre 1976 — article 11 de l'arrêté modificatif).

L'énumération donnée à titre exemplatif des engagements à mentionner dans l'annexe, qui figurait dans cet article, a été reportée, dans un but de systématisation, à la section 3 du schéma des comptes annuels.

Règles d'évaluation adoptées par l'entreprise (article 15 de l'arrêté du 8 octobre 1976 — article 12 de l'arrêté modificatif).

La modification apportée à l'article 15 vise d'une part à souligner que l'indication dans l'annexe des règles d'évaluation adoptées doit être suffisamment précise que pour permettre d'apprécier les méthodes d'évaluation adoptées; trop fréquemment, en effet, cet énoncé est rédigé en termes fort généraux ne permettant pas d'apprécier l'influence des méthodes adoptées sur l'évaluation des éléments du bilan.

D'autre part, le principe est affirmé de manière explicite que les règles d'évaluation sont établies et appliquées dans la perspective de la continuité des activités de l'entreprise (optique du « going concern » déposé à l'article 31, § 1er, de la quatrième directive).

Principes généraux relatifs aux évaluations (article 19 de l'arrêté du 8 octobre 1976 — article 14 de l'arrêté modificatif).

A l'article 19 sont apportées différentes améliorations techniques.

L'alinéa 4 est complété en disposant que doivent notamment être mis à charge de l'exercice, les impôts estimés sur le résultat de l'exercice ou sur le résultat d'exercices antérieurs, ainsi que

schema zelf beantwoordt aan wat tijdens de parlementaire werkzaamheden inzake de wijziging van de boekhoudwet (Zie Memorie van Toelichting, Parl. Stukken, Kamer, 1980-1981, nr. 925/1 van 30 september 1981), alsmede aan wat tijdens de parlementaire werkzaamheden met betrekking tot de wetten op de handelsvennootschappen werd aangekondigd (Doc. Kamer van Volksvertegenwoordigers, 1981-1982, Doc. 210/9 van 9 november 1982, p. 58).

Vermelding van de vergelijkende cijfers (artikel 11 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 — artikel 9 van het wijzigingsbesluit).

In toepassing van artikel 4, § 4 van de richtlijn bepaalt het nieuwe derde lid van artikel 11 inzake vergelijkende cijfers, regels die enigszins afwijken van die in de huidige tekst. In het nieuwe tweede lid wordt het geval geregeld van een onderneming die tijdens het voorafgaande boekjaar een jaarrekening heeft opgemaakt volgens het verkorte schema en die voor het betrokken boekjaar het volledige schema moet toepassen.

Eigen aandelen (artikel 13 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976).

Artikel 13 van het besluit vervalt omdat het overbodig is geworden. De door de onderneming gehouden eigen aandelen moeten in de toelichting worden vermeld. Bovendien moeten krachtens de vennootschappenwet, overeenkomstig de tweede E.E.G.-richtlijn, in het jaarverslag voortaan bepaalde gegevens en toelichtingen worden opgenomen inzake eigen aandelen.

Het begrip « voorzieningen voor risico's en kosten » (nieuw artikel 13 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 — artikel 10 van het wijzigingsbesluit).

In dit artikel wordt de definitie van voorzieningen overgenomen die vroeger voorkwam in het hoofdstuk over de omschrijving van de posten. De definitie werd aangepast in functie van artikel 20, § 1, van de vierde richtlijn. Het overbrengen van de definitie naar de tekst zelf van het besluit is vooral hierdoor verantwoord, dat in het tweede lid van de definitie in feite een belangrijke rechtsregel voorkomt die bepaalt dat voorzieningen niet ten doel mogen hebben de waarde van in de balans opgenomen activa te corrigeren (zie ook, artikel 20, § 3, vierde richtlijn). Er werd evenwel geen gebruik gemaakt van artikel 20, § 2, van de richtlijn. Daarin wordt bepaald dat de Lid-Staten kunnen toestaan dat voorzieningen worden gevormd voor naar hun aard duidelijk omschreven kosten waarvan niet duidelijk is wanneer zij zullen worden gemaakt. Naar het oordeel van de Regering gaat het hier eerder om schulden die ook als zodanig in de balans moeten worden geboekt en niet om voorzieningen.

Rechten en verplichtingen te vermelden in de toelichting (artikel 14 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 — artikel 11 van het wijzigingsbesluit).

De exemplatieve opsomming die voorkwam in artikel 14 van het besluit wordt nu, met het oog op een betere voorstelling, verwezen naar de lijst van vermeldingen op te nemen in de toelichting (afdeling 3 van het schema van de jaarrekening).

Door de onderneming vastgestelde waarderingsregels (artikel 15 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 — artikel 12 van het wijzigingsbesluit).

In het gewijzigde artikel 15 wordt vooreerst onderstreept dat de samenvatting van de waarderingsregels in de toelichting voldoende nauwkeurig moet zijn om een inzicht te verkrijgen in de toegepaste waarderingsmethoden. Vaak worden de waarderingsregels immers zeer algemeen verwoord zodat het niet mogelijk is de invloed van de toegepaste methoden op de waardering van bestanddelen van de balans naar juiste waarde te schatten.

Vervolgens wordt uitdrukkelijk het beginsel bevestigd dat er bij het opstellen en toepassen van de waarderingsregels moet worden van uitgegaan dat de onderneming haar bedrijf zal voortzetten (« going concern » beginsel vastgelegd in artikel 31, § 1, vierde richtlijn).

Algemene beginselen inzake waardering (artikel 19 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 — artikel 14 van het wijzigingsbesluit).

In artikel 19 worden een aantal technische verbeteringen aangebracht.

Het vierde lid wordt aangevuld met de bepaling dat in het bijzonder als kost van het boekjaar moeten worden geboekt, de geraamde belastingen op het resultaat van het boekjaar of op het

les rémunérations, pécules et autres avantages sociaux qui seront attribués au cours d'un exercice ultérieur à raison de prestations effectuées dans le courant de l'exercice ou d'exercices antérieurs.

Le cinquième alinéa, modifié suite aux exigences de la quatrième directive, fournit des exemples de charges et d'engagements devant donner lieu à la constitution de provisions. L'on notera à cet égard que le terme « provision » est dorénavant exclusivement utilisé pour désigner les provisions pour risques et charges ayant pour objet de couvrir des pertes ou charges nettement circonscrites quant à leur nature, mais qui à la date de clôture de l'exercice sont ou probables ou certaines, mais indéterminées quant à leur montant. Par contre, lorsque les engagements sont déterminés quant à leur montant, ils sont repris sous les dettes, lors même qu'ils n'auraient pas encore donné naissance à un titre d'endettement. A titre d'exemple l'on citera les factures à recevoir relatives à des livraisons recues, les impôts relatifs au résultat de l'exercice (voir la définition des dettes, infra).

Définition du coût de revient — charges d'intérêts des capitaux empruntés (article 22 de l'arrêté du 8 octobre 1976 — article 17 de l'arrêté modificatif).

L'arrêté de 1976 a considéré que les charges afférentes aux capitaux empruntés, ces emprunts fussent-ils contractés en vue du financement de certains actifs déterminés, ne faisaient pas partie intégrante du coût de revient de ces actifs; ces charges financières sont en effet liées essentiellement à la structure des ressources de l'entreprise, d'avantage qu'au coût de revient des actifs en cause. L'arrêté de 1976 permettait toutefois de porter ces charges à l'actif, dans la mesure où elles concernaient des immobilisations corporelles, mais au titre de frais d'établissement, soumis de ce fait à un rythme rapide de prise en charge.

Cette conception de base a été maintenue, avec toutefois un aménagement en ce qui concerne les stocks et les commandes en cours d'exécution. L'inclusion dans le coût de revient de ceux-ci des charges financières est autorisée dans la mesure où il s'agit de fabrications ou de travaux d'une durée supérieure à un an, pour autant que ces charges soient afférentes à la période effective de fabrication. Il est en effet fréquent que ces encours de fabrications et de commandes soient financés par des capitaux empruntés et que les coûts y afférents soient intégrés dans le coût de revient. Ce faisant, le projet fait usage de la faculté ouverte par l'article 39, § 2, de la directive.

En ce qui concerne les intérêts relatifs aux capitaux empruntés pour le financement des immobilisations corporelles, leur inscription à l'actif au titre de frais d'établissement a pour effet qu'ils sont soumis à un rythme d'amortissement plus rapide (cinq ans au plus à dater de la mise en état d'exploitation des installations) et qu'une limitation pourra en résulter quant à la distribution du bénéfice (application de l'article 34 de la quatrième directive). Ceci évite également que par le biais du régime de la déduction pour investissement (arrêté royal n° 48 du 22 juin 1982) un incitant fiscal favorise l'inclusion des charges financières dans le coût de revient des actifs par rapport à leur prise en charge immédiate.

Définition de la valeur d'apport (article 23 de l'arrêté du 8 octobre 1976 — article 18 de l'arrêté modificatif).

La définition de la valeur d'apport est tout d'abord affinée pour viser les cas où il n'y a pas de véritable convention; c'est le cas, par exemple, en cas d'affectation de biens par une personne physique à son activité commerciale ou par une entreprise étrangère à ses établissements en Belgique.

Elle est complétée ensuite par une disposition visant à éviter une surestimation de cette valeur. Référence est faite à ce titre à la valeur de marché à l'achat des biens en cause.

On relèvera que l'arrêté ne définit pas les règles qui gouvernent la traduction dans les comptes des opérations de fusion, d'absorption et de scission. Le Gouvernement estime en effet qu'il s'indique, au préalable, de consacrer à cette question un examen approfondi. Il a chargé la Commission des Normes comptables de procéder à cet examen.

résultat van vorige boekjaren alsmede de bezoldigingen, het vakantiegeld en de andere sociale voordelen die in de loop van een volgend boekjaar worden uitgekeerd als vergoeding voor tijdens het boekjaar of tijdens vorige boekjaren verrichte prestaties.

Het vijfde lid wordt aangepast aan de vierde richtlijn. In dit lid worden voorbeelden aangehaald van kosten en van verplichtingen waarvoor een voorziening moet worden gevormd. Belangrijk is hierbij te noteren dat het begrip voorzieningen voortaan uitsluitend wordt gebruikt voor voorzieningen voor risico's en kosten die ten doel hebben een dekking te vormen voor naar hun aard duidelijk omschreven verliezen of kosten die op de balansdatum waarschijnlijk of zeker zijn, doch waarvan het bedrag niet vaststaat. Staat het bedrag van de verplichting vast dan gaat het om een schuld ook al is er voor deze schuld nog geen stuk waaruit de schuldpositie blijkt. Als voorbeelden kunnen hier worden aangestipt: nog te ontvangen facturen betreffende ontvangen leveringen, de belastingen betreffende het resultaat van het boekjaar (zie hieronder, de omschrijving van de schulden).

Ververvaardigingsprijs: rente op vreemd vermogen (artikel 22 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 — artikel 17 van het wijzigingsbesluit).

In het besluit van 1976 werd ervan uitgegaan dat rente op vreemd vermogen, ook al werd het ontleend om de constructie van bepaalde activa te financieren, geen deel uitmaakt van de vervaardigingsprijs van de betrokken activa. Deze financiële kosten houden immers verband met het door de onderneming gevoerde financiële beleid en niet met de vervaardigingsprijs zelf. Toch werd in het besluit de mogelijkheid geboden de rente te activeren voor zover het ging om materiële vaste activa. De activering diende te geschieden onder de oprichtingskosten met de daaraan verbonden versnelde afschrijving.

Deze fundamentele visie wordt niet gewijzigd. Wel is er een wijziging ten aanzien van voorraden en lopende bestellingen. Bij deze laatste mag de rente worden opgenomen in de vervaardigingsprijs voor zover het voorraden of bestellingen betreft waarvan het productieproces of de termijn van uitvoering meer dan één jaar bestrijkt en voor zover de rente op de werkelijke productieperiode van deze voorraden of de werkelijke uitvoeringstermijn van deze bestellingen betrekking heeft. Het is inderdaad vaak zo dat deze goederen in bewerking en deze lopende bestellingen met vreemd vermogen worden gefinancierd en dat de daarmee verbonden kosten derhalve in de vervaardigingsprijs worden opgenomen. Aldus wordt gebruik gemaakt van de optie voorzien in artikel 39, § 2, van de richtlijn.

Wat de rente op vreemd vermogen betreft ontleend voor de financiering van materiële vaste activa, heeft de boeking onder de oprichtingskosten voor gevolg dat deze geactiveerde rente vlugger moet worden afgeschreven (ten hoogste op vijf jaar te rekenen vanaf de ingebruikname van de betrokken activa) en dat de mogelijkheden tot winstuitkering worden beperkt (met toepassing van artikel 34 van de vierde richtlijn). Daardoor wordt eveneens vermeden dat onderemingen met het oog op een zo ruim mogelijk gebruik van de fiscaal toegelaten investeringsaftrek (cfr. koninklijk besluit r. 48 van 22 juni 1981) de rente eerder zullen opnemen in de vervaardigingsprijs van de betrokken activa dan deze onmiddellijk als kost te boeken.

Omschrijving van de inbrengwaarde (artikel 23 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 — artikel 18 van het wijzigingsbesluit).

De omschrijving van de inbrengwaarde wordt eerst en vooral aangepast ten einde ook het geval te omvatten waarin er geen overeenkomst is. Dit is inderdaad zo bij inbreng door een natuurlijk persoon in zijn handelszaak of bij inbreng door een buitenlandse onderneming in haar bijkantoor in België.

De omschrijving wordt eveneens aangevuld met een bepaling die ertoe strekt overwaarderingen te vermijden. Daarom wordt verwezen naar de prijs die op de markt voor de aankoop van het betrokken goed zou moeten worden betaald.

Het besluit regelt niet de verwerking in de jaarrekening van fusies en splitsingen. De Regering acht het gepast deze materie eerst grondig te onderzoeken. Zij heeft de Commissie voor Boekhoudkundige Normen gevraagd dit onderzoek aan te vatten.

Inscription à l'actif des frais de restructuration (article 24 de l'arrêté du 8 octobre 1976 — article 19 de l'arrêté modificatif).

Compte tenu de l'importance que revêtent dans une période de mutations économiques rapides, les restructurations d'entreprise, l'arrêté autorise l'inscription à l'actif des frais relatifs à ces restructurations; il ne les admet toutefois qu'à des conditions strictes, non susceptibles d'interprétation large. Il faut tout d'abord qu'il s'agisse de dépenses à caractère exceptionnel, nettement circonscrites et relatives à une modification substantielle de la structure ou de l'organisation de l'entreprise; il faut ensuite que ces dépenses aient un impact favorable et durable sur la rentabilité de l'entreprise; il faut enfin que la réalisation de ces conditions soit justifiée dans l'annexe. Il y a lieu de noter que le fait de porter à l'actif les frais de restructuration plutôt que de les prendre immédiatement en charge n'a pas pour effet d'accroître le montant du bénéfice susceptible de distribution. En effet, en application de l'article 34, 1b de la quatrième directive, le montant du bénéfice susceptible de distribution s'entend déduction faite du montant des frais d'établissement figurant au bilan. Les intérêts des tiers et l'exigence de l'image fidèle sont sauvegardés au surplus par le fait que si l'entreprise opte pour l'inscription à l'actif de tels frais de restructuration, cette politique et ses effets sur le patrimoine et sur le résultat sont mis en évidence dans le bilan, dans le compte de résultats et dans d'annexe du fait des mentions prescrites. Les garanties que le texte prévoit rencontrent les préoccupations exprimées sur ce point par le Conseil d'Etat.

Actifs acquis contre paiement d'une rente viagère (article 26, § 2, de l'arrêté royal du 8 octobre 1976, introduit par l'article 21 de l'arrêté modificatif).

Cette disposition nouvelle relative au cas où un bien est acquis par une entreprise contre paiement d'une rente viagère, vise à préciser d'une part le mode d'évaluation à l'actif du bien en cause et, d'autre part, le mode d'évaluation au passif de l'engagement de paiement de la rente viagère. Le texte prescrit l'évaluation initiale de l'un comme de l'autre au montant du capital nécessaire pour assurer le service de la rente, sans préjudice le cas échéant du montant des versements, comptant et des frais. Ce capital nécessaire sera calculé sur la base d'une table de conversion appropriée, du type de celle qui est généralement utilisée en justice.

Par la suite, le bien suivra son régime propre et fera, le cas échéant, l'objet d'amortissements sur cette même base. La provision formée au passif fera quant à elle, l'objet d'une révision annuelle sur base de la même table. A l'expiration du contrat viager l'excédent de la provision bénéficiera au compte de résultats.

Commandes en cours d'exécution (article 27, § 3 de l'arrêté du 8 octobre 1976 — article 22 de l'arrêté modificatif).

En matière de commandes en cours, l'arrêté modificatif innove de façon marquée par rapport à l'arrêté du 8 octobre 1976 qui traitait les travaux en cours pari passu avec les produits en cours de fabrication.

Les études consacrées aux travaux en cours, tant en Belgique qu'à l'étranger, ont mis en évidence la nécessité de distinguer nettement les travaux effectués et les biens produits spécifiquement sur commande, des biens produits, généralement en série, pour le stock. Pour les premiers, le risque est d'abord un risque de coût de revient, vu que le travail est « vendu » avant d'être effectué et que le prix est fixé. Pour les seconds, le risque est à titre premier un risque commercial. Il en découle des principes différents en matière d'évaluation, en matière de détermination du résultat et en matière de prix de vente.

Aussi la modification apportée à l'arrêté vise-t-elle, tout d'abord, à distinguer dans les comptes les commandes en cours (cf. schéma, rubrique VI de l'actif). Ensuite, à prévoir pour ces commandes des règles d'évaluation distinctes (article 7, § 3) comportant en principe la prise en résultats du bénéfice en fonction du degré d'avancement des travaux, mais seulement lorsque ce bénéfice est devenu raisonnablement certain. Même si cette méthode a la préférence, il a semblé opportun de ne pas exclure totalement, à ce stade, l'autre méthode qui consiste à reporter la prise en bénéfice jusqu'à l'achèvement des travaux. Ce faisant, l'arrêté admet que les entreprises adoptent pour règle de maintenir les commandes en cours d'exécution, ou certaines

Activering van herstructureringskosten (artikel 24 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 — artikel 19 van het wijzigingsbesluit).

In een tijd van snelle economische veranderingen krijgt de herstructurering van ondernemingen een bijzonder belang. Daarom jaat het besluit de activering van de kosten die met dergelijke herstructureringen gepaard gaan toe onder bepaalde strenge voorwaarden die strikt moeten worden geïnterpreteerd. Het moet voor eerst gaan om uitgaven met een uitzonderlijk karakter, die nauwkeurig zijn omschreven en die verband houden met een ingrijpende wijziging in de structuur of de organisatie van de onderneming. Vervolgens moeten deze uitgaven een blijvende en gunstige weerslag hebben op de rendabiliteit van de onderneming. Ten slotte moet in de toelichting worden verantwoord dat aan deze voorwaarden werd voldaan. Opgemerkt moet worden dat de activering van deze kosten in de plaats van hun onmiddellijke afboeking geen invloed heeft op het bedrag van de uitkeerbare winst. Met toepassing van artikel 34, eerste lid, b) van de vierde richtlijn moet de uitkeerbare winst inderdaad worden vermindert met het bedrag van de onder de activa opgenomen oprichtingskosten. De belangen van derden en de eis van het getrouwe beeld worden bovendien gediend door het feit dat indien de onderneming opteert voor een activering van deze kosten, deze beslissing en haar invloed op het vermogen en het resultaat zowel in de balans, in de resultatenrekening en in de toelichting moeten worden tot uiting gebracht. De voorwaarden gesteld in de tekst komen uitdrukkelijk tegemoet aan de bekommernissen van de Raad van State op dit punt.

Activa verworven tegen de betaling van een lijfrente (artikel 26, § 2 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 ingevoegd door artikel 21 van het wijzigingsbesluit).

Deze nieuwe bepaling betreft de verwerving door de onderneming van een goed tegen betaling van een lijfrente. Een deels wordt aangeduid hoe het betrokken goed op de actiefzijde moet worden gewaardeerd en anderdeels hoe de verplichting tot betaling van de lijfrente op de passiefzijde moet worden gewaardeerd. Bij het begin wordt voor de waardering zowel aan de actiefzijde als aan de passiefzijde uitgegaan van het kapitaalbedrag dat noodzakelijk is om de lijfrente te betalen, in voorkomend geval verhoogd met het bedrag dat bij de verwerving werd betaald en met de kosten. Hogervermeld kapitaalbedrag wordt berekend op basis van een aangepaste conversietafel van het type dat gewoonlijk in de rechtspraak wordt gebruikt.

Vervolgens leidt het goed zijn eigen bestaan en wordt het in voorkomend geval afgeschreven op deze lijfrente basis. De voorziening op het passief wordt jaarlijks herzien op basis van dezelfde tafel. Na afloop van de overeenkomst wordt het saldo van de voorziening als opbrengst in de resultatenrekening geboekt.

Lopende bestellingen (artikel 27, § 3 van het koninklijk besluit van 7 oktober 1976 — artikel 22 van het wijzigingsbesluit).

Het wijzigingsbesluit innoveert op het stuk van lopende bestellingen. In het besluit van 8 oktober 1976 worden de werken in uitvoering immers op dezelfde wijze behandeld als de goederen in bewerking.

Uit studies in België en in het buitenland betreffende werken in uitvoering is gebleken dat het noodzakelijk is een onderscheid te maken tussen werken die worden uitgevoerd en goederen die worden geproduceerd op bestelling enerzijds en goederen die in het algemeen in serie worden vervaardigd en bestemd zijn voor de voorraad anderzijds. In het eerste geval ligt het risico vooral op het vlak van de vervaardigingsprijs. Het werk is immers reeds « verkocht » vóórdat het volledig is uitgevoerd en de prijs werd vooraf bepaald. In het tweede geval is het risico hoofdzakelijk een commercieel risico. Uit dit onderscheid vloeit voort dat verschillende beginselen zullen gelden inzake waardering, resultaatbepaling en vaststelling van de verkoopprijs.

Wat het wijzigingsbesluit betreft worden vooreerst de lopende bestellingen afzonderlijk voorgesteld in de balans (zie post VI van de activa). Vervolgens worden voor deze lopende bestellingen afzonderlijke waarderingsozorgs voorzien (artikel 27, § 3). Daarbij is bepaald dat, in beginsel, naarmate het werk vordert, een gedeelte van de winst als opbrengst moet worden geboekt op voorwaarde dat deze winst met voldoende zekerheid als verworven mag worden beschouwd. Ook al verdient deze methode de voorkeur toch heeft men in dit stadium de andere methode, die de inwinstneming uitstelt tot de voltooiing van het werk, niet volledig willen uitsluiten. Daarom laat het besluit de ondernemingen toe als regel te stellen dat alle lopende bestellingen of bepaalde soorten daarvan

catégories d'entre elles, à leur coût de revient. L'arrêté prévoit, enfin, que pour la détermination des réductions de valeur à acter éventuellement, il importe de confronter au prix prévu au contrat, le coût de revient en fin d'exercice majoré du montant estimé des coûts y afférents qui doivent encore être exposés (article 31, alinéa 1).

Les commandes en cours d'exécution font l'objet d'une définition dans l'annexe de l'arrêté du 8 octobre 1976.

Evaluation des créances (article 27bis de l'arrêté du 8 octobre 1976 — article 23 de l'arrêté modificatif).

L'article 27bis reprend tout d'abord en son § 1er le principe, précédemment déposé dans l'article 20, alinéa 3 de l'arrêté selon lequel les créances sont inscrites au bilan à leur valeur nominale.

Le principe de l'inscription à l'actif des créances à leur valeur nominale s'accompagne toutefois de règles relatives à la comptabilisation et à la prise en résultats des intérêts lorsque la valeur nominale comprend conventionnellement des intérêts ou lorsque le cours d'intérêts résulte d'un écart entre la valeur nominale d'une créance et la valeur à laquelle elle a été acquise. Il en est de même, pour les créances remboursables — ce qui exclut les acomptes — à une date éloignée de plus d'un an, non productives d'intérêts ou productives d'un intérêt anormalement inférieur au taux prévalant sur le marché pour de telles créances, au moment où la créance a pris naissance ou a été acquise. En ce qui concerne ces créances à plus d'un an, non productives d'intérêts — ou productives d'un intérêt anormalement faible — le texte proposé consacre la jurisprudence dégagée récemment par la Cour de Cassation dans son arrêt du 28 octobre 1982 (F.J.F. 83/47). Dans ces différents cas, le § 2 de l'article 27bis prescrit que l'inscription à l'actif de la créance à sa valeur nominale s'accompagne de l'inscription au passif sous les comptes de régularisation des intérêts non courus et que ces derniers sont pris ultérieurement en résultats *pro rata temporis*. On relèvera que les variations ultérieures du taux prévalant sur le marché resteront sans influence sur le montant des intérêts portés en comptes de régularisation. Elles pourront toutefois, dans certains cas, justifier la constatation — et la reprise — de réductions de valeur (cf. ci-après).

Le texte antérieur de l'arrêté du 8 octobre 1976 laissait l'option ouverte entre la comptabilisation de la contrevaaleur de ces intérêts et chargements non courus au passif sous les comptes de régularisation, et leur comptabilisation dans un sous-compte du poste de l'actif qu'ils concernent. Aux termes du rapport au Roi précédant l'arrêté royal du 27 décembre 1977 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1976, cette seconde méthode pourrait notamment se justifier pour les créances d'une durée à l'origine supérieure à un an, ceci afin de ne pas gonfler à due concurrence le bilan de l'entreprise. Dans un but de clarté et d'uniformité, l'arrêté modificatif propose d'opter en principe, s'agissant d'entreprises à caractère industriel ou commercial, où ces intérêts non courus représentent rarement des montants importants susceptibles de gonfler indûment le total du bilan, pour l'inscription de leur contrevaaleur sous les comptes de régularisation du passif. Ce faisant, on n'entend toutefois préjuger en rien du mode d'imputation de la contrevaaleur de ces intérêts non courus dans le cas des entreprises du secteur financier où, en raison de leur importance, leur inscription en déduction des postes d'actifs concernés peut se justifier, voire se recommander.

L'article 27bis, § 2, alinéa 2 concerne les créances payables par versements échelonnés, assorties d'un taux d'intérêt ou de chargement forfaitaire, c'est-à-dire calculé durant toute la durée de la créance sur son montant initial sans tenir compte de la fraction de remboursement en principal comprise dans les versements échelonnés. C'est le cas fréquemment pour les ventes, les achats et les crédits à tempérament. En vue d'assurer une imputation correcte à l'exercice des produits et des charges qui y sont afférents et d'éviter une anticipation ou un report de produits ou de charges, l'arrêté prescrit une méthode de calcul basée sur l'application du taux réel au montant restant dû en principal au début de chaque période. D'autres méthodes ne sont autorisées que dans la mesure où, par exercice, elles donnent des résultats équivalents. A cette dernière condition peut être assimilé le cas où à raison du montant réduit de la créance ou de la dette, le mode de répartition des intérêts ou chargements ne revêt qu'une signification négligeable.

op de balans blijven geboekt tegen vervaardigingsprijs. Wat de vaststelling van eventuele waardeverminderingen betreft bepaalt het besluit dat de in het contract vermelde prijs moet worden vergeleken met de vervaardigingsprijs op het einde van het boekjaar, vermeerderd met het geraamde bedrag van de nog te maken kosten (artikel 31, eerste lid).

De lopende bestellingen worden omschreven in de bijlage bij het besluit.

Waardering van vorderingen (artikel 27bis van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 — artikel 23 van het wijzigingsbesluit).

In artikel 27bis, § 1, wordt voor eerst het beginsel herinnerd dat reeds was vastgelegd in het bestaande artikel 20, derde lid, van het besluit en krachtens hetwelk vorderingen tegen hun nominale waarde in de balans worden opgenomen.

Aan het principe dat vorderingen tegen hun nominale waarde op het actief worden geboekt zijn nochtans regels verbonden inzake boeking en opneming in het resultaat van interesten wanneer de nominale waarde conventioneel interesten omvat of wanneer de interest het gevolg is van een verschil tussen de nominale waarde van een vordering en de waarde waartegen zij werd verkregen. Hetzelfde geldt voor vorderingen, — met uitsluiting van vooruitbetalingen — die pas na verloop van een jaar moeten worden betaald en dit geen of slechts een abnormaal lage interest opleveren (ten opzichte van de marktinteresten voor dergelijke vorderingen, op het ogenblik waarop de vordering ontstond of werd verkregen. In verband met deze vorderingen op langer dan één jaar die geen — of een abnormaal lage — interest opleveren, vormt de voorgestelde tekst in feite een wettelijke bevestiging van de recente rechtspraak van het Hof van Cassatie in zijn arrest van 18 oktober 1972 (F.J.F. 87/47). In al deze gevallen bepaalt § 1 van artikel 27bis dat naast de boeking van de vordering op het actief tegen haar nominale waarde, op het passief, onder de overlopende rekeningen, de niet gelopen interesten moeten worden geboekt en dat deze laatste achteraf *pro rata temporis* in het resultaat worden opgenomen. Er zij op gewezen dat latere schommelingen van de marktinterestvoet geen invloed hebben op het bedrag van de interesten ingeschreven op die overlopende rekeningen. In bepaalde gevallen kunnen zij echter wel de vaststelling — en terugneming — van waardeverminderingen rechtvaardigen (cf. hierna).

De tekst van het besluit van 8 oktober 1976 liet de keuze tussen de boeking van de tegenwaarde van dergelijke niet gelopen interesten en lasten op het passief onder de overlopende rekeningen en de boeking ervan in een onderrekening van de actiefpost waarop ze betrekking hebben. Volgens het Verslag aan de Koning dat het koninklijk besluit van 27 december 1977 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 voorafgaat, zou het gebruik van deze tweede methode verantwoord zijn voor de vorderingen oorspronkelijk op langer dan één jaar, ten einde de balans van de ondernemingen niet te verhogen met het overeenstemmend bedrag. Omwille van de duidelijkheid en uniformiteit stelt het wijzigingsbesluit voor om in beginsel, waar het gaat om ondernemingen met een industrieel of commercieel karakter, waar dergelijke niet gelopen interesten zelden belangrijke bedragen vertegenwoordigen die het balansotaal onnodig zouden verhogen, de voorkeur te geven aan de boeking van hun tegenwaarde onder de overlopende rekeningen op het passief. Hierdoor wil men uiteraard geenszins afbreuk doen aan de wijze van boeking van de tegenwaarde van dergelijke niet gelopen interesten bij ondernemingen uit de financiële sector, waar — gezien de omvang hiervan — de boeking hiervan in mindering van de betrokken actiefposten verantwoord kan zijn en misschien zelfs aangewezen is.

Artikel 27bis, § 2, tweede lid, betreft vorderingen die betaalbaar zijn in termijnen en waarbij de interest of de lastenpercentage wordt berekend tijdens de gehele looptijd van de vordering op het oorspronkelijk bedrag van de vordering, zonder rekening te houden met het gedeelte van de hoofdsom dat reeds werd terugbetaald en dat is begrepen in de termijnen. Dit gebeurt vaak bij verkopen, aankopen of kredieten op afbetaling. Teneinde een correcte toerekening te verkrijgen van kosten en opbrengsten aan elk boekjaar en te vermijden dat opbrengsten of kosten zouden worden geanticipeerd of uitgesteld, legt het besluit een berekeningsmethode op die is gebaseerd op de toepassing van de reële rente op het nog verschuldigde bedrag in hoofdsom bij het begin van elke periode. Andere methodes zijn slechts toelaatbaar in de mate waarin deze, per boekjaar, een gelijkwaardig resultaat opleveren. De methode moet ook niet worden toegepast indien het bedrag van de vordering of de schuld gering is zodat de wijze van toerekening van de rente of de lastenpercentage slechts een te verwaarlozen bedrag vertegenwoordigt.

Pour les titres à revenu fixe, l'article 27, § 3 maintient la règle traditionnelle de l'inscription à l'actif à la valeur d'acquisition.

Lorsque les intérêts sont conventionnellement compris dans la valeur nominale des dettes ou lorsque le cours d'intérêt résulte d'un écart entre le montant nominal d'une dette et le montant pour laquelle elle a été acquise, les règles prévues ci-dessus pour la comptabilisation des intérêts sur créances, s'appliquent obligatoirement de manière analogique.

En ce qui concerne les dettes à plus d'un an, non productives d'intérêts ou assorties d'un intérêt anormalement faible, l'application analogique peut se prévaloir, outre de la cohérence avec la comptabilisation des créances, des dispositions de l'article 450, alinéa 2 de la loi du 18 avril 1951, aux termes duquel, en cas de faillite, « les dettes non échues et ne portant pas intérêt, dont le terme serait éloigné de plus d'une année, ne sont admises au passif que sous déduction de l'intérêt légal » ainsi que de l'article 184 des lois coordonnées sur les sociétés aux termes duquel « les liquidateurs ... paieront ... les dettes non exigibles, sous déduction de l'escompte pour celles-ci ». Le Gouvernement n'a toutefois pas entendu imposer, en ce qui concerne ces dettes à plus d'un an, non productives d'intérêt, la comptabilisation à l'actif d'un escompte, correspondant aux intérêts implicites non courus. Cette inscription à l'actif est facultative; son adoption devra évidemment, être mentionnée parmi les règles d'évaluation adoptées par l'entreprise.

Amortissements fiscaux (article 28, § 2 de l'arrêté du 8 octobre 1976 — article 24, 1^o de l'arrêté modificatif).

La quatrième directive impose en ses articles 35, § 1er d et 43, § 1er, 10^o la mise en évidence de l'adoption de politiques d'amortissement qui seraient admises fiscalement mais qui dérogeraient à ce qui est économiquement justifié. L'article 28, § 2 de l'arrêté du 8 octobre 1976 est complété en conséquence, encore que, depuis l'abandon sous l'angle fiscal, sous réserve de quelques exceptions, du régime de l'amortissement au gré du contribuable, l'hypothèse visée ne se présentera plus qu'assez rarement en Belgique. On relèvera, en effet, que de manière générale, le régime fiscal des amortissements, et notamment le régime des amortissements dégressifs ou des amortissements doublés ne dépasse pas les amortissements économiquement justifiés. Il y a lieu, par ailleurs, de signaler qu'en vertu de l'article 53, 2^o de l'arrêté modificatif, cette mention ne doit être fournie que pour les immobilisations acquises à partir du début de l'exercice prenant cours après le 31 décembre 1983. Elle ne porte pas dès lors obligatoirement sur l'influence des politiques d'amortissement pratiquées sur des actifs acquis antérieurement.

Reprises d'amortissements actés (article 28, § 2 de l'arrêté du 8 octobre 1976 — article 24, 2^o de l'arrêté modificatif).

En vue d'éviter des reprises d'amortissements arbitraires, ces reprises sont limitées aux cas où, à la suite d'un changement des circonstances économiques ou technologiques, ou à la suite d'un élément qui ne relève pas de la seule appréciation de l'entreprise, le rythme du plan d'amortissement antérieurement pratiqué s'avère avoir été trop rapide.

Réductions de valeur sur créances relevant des immobilisations financières (article 29, § 2, alinéa 2 de l'arrêté du 8 octobre 1976 — article 25, 2^o de l'arrêté modificatif).

Le texte actuel de l'article 29, § 2, alinéa 2 de l'arrêté royal du 8 octobre 1976 prescrit la constatation de réductions de valeur sur créances relevant des immobilisations financières en cas de moins-value ou de dépréciation durables.

De telles moins-values peuvent résulter soit du fait que le remboursement à l'échéance de la créance est en tout ou en partie incertain ou compromis (insolvabilité du débiteur — litiges concernant la créance, etc...) soit de l'évolution des taux d'intérêt sur le marché. Dans un but de clarification, l'amendement rattache la constitution de réductions de valeur seulement à la première hypothèse. En effet, s'agissant d'immobilisations financières, destinées à servir durablement l'activité de l'entreprise, il n'y a pas lieu en principe d'avoir égard aux cours qui se forment sur les marchés ou aux variations que ceux-ci peuvent subir du fait des fluctuations des taux d'intérêt.

De vastrentende effecten blijven overeenkomstig de traditionele regeling geboekt tegen aanschaffingswaarde (artikel 27, § 3).

Wanneer interesten conventioneel in de nominale waarde van de schulden begrepen zijn of wanneer de interest het gevolg is van een verschil tussen het nominale bedrag van een schuld en het bedrag waartegen zij werd verkregen, moeten voornoemde regels voor de boeking van interesten op vorderingen op overeenkomstige wijze worden toegepast.

Voor schulden op langer dan één jaar die geen of slechts een abnormaal lage interest opleveren, kan voor de analoge toepassing, benevens de samenhang met de boeking van de vorderingen, worden verwezen naar de beschikkingen van artikel 450, tweede lid, van de wet van 17 april 1951, volgens hetwelk bij faillissement « de niet vervallen schulden, die geen interest opbrengen en waarvan de vervaldag meer dan een jaar is verwijderd, slechts in het passief worden opgenomen na aftrek van de wettelijke interest » alsmede naar artikel 184 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, krachtens hetwelk « de vereffenaars el ... de niet-opeishare schulden (betallen), met afhouding van het disconto ». De Regering heeft voor deze schulden op langer dan één jaar die geen interest opbrengen, niet willen voorschrijven dat op het actief een disconto zou moeten worden geboekt, dat zou overeenstemmen met de impliciete niet-gelopen interesten. Dergelijke boeking op het actief is facultatief; indien zulks gebeurt zal de onderneming dit uiteraard moeten vermelden bij haar waarderingsregels.

Fiscale afschrijvingen (artikel 28, § 2, van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 — artikel 24, 1^o, van het wijzigingsbesluit).

De artikelen 35, § 1, d, en 43, § 1, 10^o, leggen de verplichting op om op bijzondere wijze tot uiting te brengen wanneer fiscale afschrijvingen werden toegepast die afwijken van wat economisch verantwoord is. Artikel 28, § 2, van het besluit moet derhalve worden aangevuld ook al zal de bedoelde hypothese zich niet vaak meer voordoen nu het stelsel van de afschrijvingen ad libitum — op enkele uitzonderingen na — fiscaal werd verlaten. Bovendien moet worden opgemerkt dat in beginsel de fiscaal toegelaten afschrijvingen, en in het bijzonder de degressieve afschrijvingen en de verdubbelde afschrijvingen, niet afwijken van wat economisch verantwoord is. Overeenkomstig artikel 53, 2^o, van het wijzigingsbesluit moet de hier bedoelde vermelding slechts worden verstrekt voor vaste activa die werden verkregen vanaf het boekjaar dat ingaat na 31 december 1983. De vermelding slaat dus niet verplicht op de gevolgen van afschrijvingen toegepast op vroeger verkregen activa.

Terugneming van geboekte afschrijvingen (artikel 28, § 2, van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 — artikel 24, 2^o, van het wijzigingsbesluit).

Ten einde te vermijden dat afschrijvingen op arbitraire wijze zouden worden teruggenomen wordt de terugneming van afschrijvingen beperkt tot het geval waarin als gevolg van een wijziging van de economische of technologische omstandigheden of van een feit waarover de onderneming niet alleen oordeelt, blijkt dat het ritme van het vroeger toegepaste afschrijvingsplan te snel is geweest.

Waardeverminderingen op vorderingen betreffende financiële vaste activa (artikel 29, § 2, tweede lid, van het besluit van 8 oktober 1976 — artikel 25, 2^o, van het wijzigingsbesluit).

Krachtens de huidige tekst van artikel 29, § 2, tweede lid, van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 moet tot waardevermindering worden overgegaan voor vorderingen betreffende financiële vaste activa ingeval van duurzame minderwaarde of ontwaarding.

Dergelijke minderwaarden kunnen het gevolg zijn hetzij van het feit dat over de gehele of gedeeltelijke betaling van de vordering op de vervaldag onzekerheid bestaat (insolventie van de schuldenaar, betwistingen omtrent de vordering, enz.), hetzij van de evolutie van de marktrente. Duidelijkshalve wordt met dit amendement het doorvoeren van de waardeverminderingen uitsluitend verbonden aan de eerste hypothese. Aangezien het immers om financiële vaste activa gaat, bestemd om de activiteit van de onderneming duurzaam te steunen, is er in beginsel geen reden om rekening te houden met de koers die op de markt wordt gevormd of met de veranderingen die deze kan ondergaan ten gevolge van schommelingen van de marktrente.

Réductions de valeur sur créances relevant de l'actif circulant (article 31, alinéa 4 de l'arrêté royal du 8 octobre 1976 — article 28, 4^e de l'arrêté modificatif).

Le texte actuel de l'article 31 de l'arrêté du 8 octobre 1976 prescrit que les créances relevant de l'actif circulant « font l'objet de réductions de valeur lorsque leur valeur de réalisation à la date de clôture de l'exercice est inférieure à leur prix d'acquisition », mais que les créances à plus d'un an « ne font l'objet de réductions de valeur qu'en cas de moins-value ou de dépréciation durables ».

Les modifications proposées à l'article 31 tendent d'abord à ne plus faire référence, en ce qui concerne les créances, à la notion de « valeur d'acquisition » vu qu'elles sont en principe inscrites au bilan à leur valeur nominale (article 27bis, § 1er).

Elles visent ensuite à opérer une distinction nette entre les dépréciations inhérentes au risque de voir la créance ne pas être remboursée entièrement à l'échéance (insolvabilité du débiteur, contestation de la créance, etc.) et l'écart entre la valeur nominale de la créance et sa valeur de réalisation aux conditions actuelles du marché. Cette différence correspondra normalement à l'escompte de la créance. Dans le premier cas, la nécessité d'acter une réduction de valeur est évidente. En revanche, dans les entreprises autres que les établissements de crédit, il n'est pas de pratique courante de procéder par un calcul de réescompte comptable, à la réestimation des créances relevant de l'actif circulant pour retenir leur valeur de réalisation à la date de clôture. Il en est de même en ce qui concerne les dettes non financières figurant au passif du bilan. Cette pratique part de la présomption que de manière générale, cette réestimation n'exercerait pas, par solde, une influence importante sur le résultat et que l'intérêt qu'il y aurait à y procéder ne justifierait pas les travaux, les complications et les coûts qu'elle entraînerait.

Le texte amendé admet cette exigence de la pratique sans exclure toutefois que l'entreprise adopte pour règle de procéder dans l'inventaire, à l'actualisation de ses créances et de ses dettes courantes.

Prix de marché des stocks à la date de clôture (article 33 de l'arrêté du 8 octobre 1976 — article 28 de l'arrêté modificatif).

En application de l'article 40, § 2 de la quatrième directive, l'alinéa 3 nouveau de l'article 33 prévoit que lorsque, en particulier par application de la méthode Lifo, la valeur comptable des stocks diffère pour un montant important d'une évaluation sur la base du prix de marché à la date de clôture, le montant de cette différence est indiqué dans l'annexe, de manière globale pour chacun des postes de stocks figurant au bilan.

Les petites et moyennes entreprises peuvent indiquer cette différence de manière globale pour l'ensemble des stocks.

Réévaluation des immobilisations (article 34 de l'arrêté du 8 octobre 1976 — article 29 de l'arrêté modificatif).

Les modifications apportées au texte de l'article 34 de l'arrêté du 8 octobre 1976 concernent essentiellement les aspects suivants :

a) En application de l'article 33, § 1er, c de la quatrième directive, seules les immobilisations corporelles et les immobilisations financières peuvent faire l'objet d'une réévaluation. Les immobilisations incorporelles ont dès lors été exclues du champ des actifs susceptibles de faire l'objet d'une réévaluation.

b) Les critères relatifs à l'expression de plus-values sont renforcés en ce sens que la réévaluation doit être fondée sur la valeur des biens en cause, valeur qui doit être confortée par une productivité ou une rentabilité correspondante permettant de supporter l'accroissement des charges d'amortissement qui en résultera. Cette évaluation doit être justifiée dans l'annexe.

Dans la même perspective il est prévu que si les actifs en cause sont nécessaires à la poursuite de l'activité, une plus-value ne peut être exprimée que si elle est fondée sur la rentabilité de l'activité de l'entreprise.

c) Lorsque la réévaluation porte sur des biens dont l'utilisation est limitée dans le temps, le montant dont les biens sont réévalués doit faire l'objet, à charge du compte de résultats, d'un amortissement sur la durée résiduelle d'utilisation probable de l'immobilisation (article 33, § 3 de la quatrième directive).

Waardeverminderingen op vorderingen betreffende vlottende activa (artikel 31, vierde lid, van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 — artikel 28, 4^e, van het wijzigingsbesluit).

De huidige tekst van artikel 31 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 bepaalt dat op de vorderingen betreffende de vlottende activa « waardeverminderingen worden toegepast, indien hun realisatiewaarde op de balansdatum lager is dan hun aanschaffingswaarde », doch tevens dat op vorderingen op meer dan één jaar « evenwel slechts tot waardevermindering wordt overgegaan in geval van duurzame minderwaarde of ontwaarding ».

De voorgestelde wijzigingen aan artikel 31 zijn allereerst bedoeld om inzake vorderingen niet meer te verwijzen naar het begrip « aanschaffingswaarde », aangezien zij in beginsel op de balans worden geboekt tegen hun nominale waarde (artikel 27, § 1).

Voorts beogen zij een duidelijk onderscheid tussen de ontwaardingen die inherent zijn aan het risico dat de vordering niet integraal zou worden terugbetaald op de vervaldag (insolventie van de schuldenaar, betwisting van de vordering, enz.) en het verschil tussen de nominale waarde van de vordering en haar realisatiewaarde tegen de huidige marktvoorwaarden. Dit verschil zal normaal overeenstemmen met het disconto van de vordering. In het eerste geval is de noodzaak om een waardevermindering te boeken duidelijk. Daar tegenover staat dat het in andere ondernemingen dan kredietinstellingen niet gebruikelijk is via berekening van een boekhoudkundig disconto de vorderingen inzake vlottende activa te herwaarderen om hun realisatiewaarde op balansdatum te bekomen. Hetzelfde geldt voor de niet financiële schulden die op het passief van de balans voorkomen. Deze praktijk gaat uit van de veronderstelling dat een dergelijke herwaardering in het algemeen per saldo geen grote invloed zou hebben op het resultaat en dat het nut daarvan geenszins het vele werk noch de hieraan verbonden kosten rechtvaardigt.

In de geamendeerde tekst blijft deze praktijk gelden, zonder daarom uit te sluiten dat de onderneming bij de inventarisering haar vorderingen en haar lopende schulden actualiseert.

Marktprijs van de voorraden op balansdatum (artikel 33 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 — artikel 28 van het wijzigingsbesluit).

Met toepassing van artikel 40, § 2, van de vierde richtlijn wordt in het nieuwe derde lid van artikel 33 bepaald dat, wanneer, in het bijzonder bij toepassing van de LIFO-methode, de boekwaarde van de voorraden aanzienlijk verschilt van de waarde berekend op basis van de marktprijs op balansdatum, het totale bedrag van dit verschil, per voorraadpost die in de balans voorkomt, in de toelichting moet worden vermeld.

De kleine en middelgrote ondernemingen kunnen dit verschil aanduiden in de vorm van één bedrag voor alle voorraadposten samen.

Herwaardering van vaste activa (artikel 34 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 — artikel 29 van het wijzigingsbesluit).

De wijzigingen aangebracht aan artikel 34 van dit besluit kunnen als volgt worden samengevat :

a) Met toepassing van artikel 33, § 1, c, van de vierde richtlijn kunnen alleen de materiële vaste activa en de financiële vaste activa worden geherwaardeerd. De mogelijkheid om ook immateriële vaste activa te herwaarderen moest dus worden geschrapt.

b) De criteria op basis waarvan een meerwaarde kan worden uitgedrukt, worden nauwkeuriger geformuleerd. Zo moet de herwaardering gebeuren op basis van de waarde van de betrokken activa. Deze waarde moet gerechtvaardigd zijn door een overeenkomstige productiviteit of rendabiliteit op grond waarvan de uit de herwaardering voortvloeiende hogere afschrijvingskost kan worden gefinancierd. Een en ander moet worden verantwoord in de toelichting.

In ditzelfde perspectief wordt bepaald dat zo de betrokken activa onmisbaar zijn voor de voortzetting van het bedrijf van de onderneming, een meerwaarde slechts mag worden uitgedrukt zo zij steunt op de rendabiliteit van de ondernemingsactiviteit.

c) Zo de herwaardering betrekking heeft op materiële vaste activa met een beperkte gebruiksduur, wordt de meerwaarde via de resultatenrekening afgeschreven over de vermoedelijke residuele gebruiksduur van de betrokken activa (artikel 33, § 3, van de vierde richtlijn). Er moet worden opgemerkt dat geen gebruik

On relèvera que l'arrêté ne fait pas usage de la faculté ouverte par ledit article 33, § 3 de la directive de permettre l'amortissement, à due concurrence, de l'immobilisation réévaluée par prélèvement sur la plus-value de réévaluation. Il ne s'indique pas, en effet, d'adopter deux attitudes différentes quant à la même immobilisation selon qu'il s'agit d'affirmer une valeur au bilan ou de prendre effectivement cette valeur en charge par le compte de résultats.

d) Enfin, le texte confirme la règle du maintien au passif de la plus-value dégagée, aussi longtemps que les biens en cause n'ont pas été réalisés.

A cette règle trois exceptions sont prévues :

La première exception permet le transfert des plus-values de réévaluation à la réserve à concurrence du montant des amortissements actés sur la réévaluation. A due concurrence, en effet, la plus-value n'est plus simplement exprimée; elle représente un accroissement effectif du patrimoine. Ce transfert, autorisé par l'article 33, § 2, c de la directive, est facultatif; il tend à permettre de donner une vue plus correcte des fonds propres de l'entreprise.

La deuxième exception concerne l'incorporation de la plus-value au capital. S'agissant d'une plus-value non réalisée, son incorporation au capital devra nécessairement s'entourer d'une grande prudence, principalement dans l'hypothèse où cette incorporation constituerait le prélude à un assainissement financier comportant une réduction de capital en vue d'apurer des pertes. Par ailleurs, la prudence pourra commander de ne pas incorporer au capital la quotité de la plus-value qui correspond au montant estimé des impôts qui grèveraient effectivement sa réalisation.

A l'encontre du transfert de la plus-value à un compte de réserve qui est limité au montant des amortissements actés sur la réévaluation, l'incorporation de la plus-value au capital n'est pas soumise à une telle limitation. Cette différence résulte du fait que le transfert à la réserve peut être suivi d'une distribution de celle-ci aux associés, tandis qu'une telle attribution est exclue en cas d'incorporation au capital, sauf moyennant le respect de procédures visant à protéger les tiers (article 72 des lois sur les sociétés).

La troisième exception concerne l'hypothèse où la plus-value exprimée s'avérerait ultérieurement non fondée ou viendrait à disparaître, par suite, par exemple, de la survenance d'événements nouveaux ou de la non-réalisation des perspectives de rentabilité sur lesquelles elle était fondée. En ce cas, la plus-value attribuée aux actifs doit être annulée, à concurrence du montant non encore amorti de celle-ci. Cette annulation pourra avoir pour contrepartie le montant porté au passif au titre de plus-value exprimée.

Comptabilité d'inflation — Valeur de remplacement (article 35 de l'arrêté royal du 8 octobre 1976 — abrogé par l'article 30 de l'arrêté modificatif).

L'article 33, § 1er de la quatrième directive permet aux Etats membres, jusqu'à coordination ultérieure, d'autoriser ou d'imposer :

a) l'évaluation, sur base de la valeur de remplacement, des immobilisations corporelles dont l'utilisation est limitée dans le temps ainsi que des stocks;

b) l'évaluation des postes figurant dans les comptes annuels, y inclus les capitaux propres, sur la base d'autres méthodes que celle prévue sous a, destinées à tenir compte de l'inflation;

c) ...

Il prescrit au surplus que lorsque, les législations nationales prévoient les méthodes d'évaluation mentionnées sous a, b ou c, elles doivent en déterminer le contenu, les limites et les modalités d'application.

L'arrêté du 8 octobre 1976 a, en son article 35, autorisé l'adoption de la valeur de remplacement pour les immobilisations dont la durée d'utilisation est limitée dans le temps ainsi que pour les stocks. Le maintien de cette faculté impliquerait, aux termes de la directive, que le contenu, les limites et les modalités d'application de cette méthode soient fixés par voie réglementaire.

A défaut de doctrine établie sur le plan international auquel référence pourrait être faite pour la détermination des principes et des modalités d'application de la méthode en cause; à défaut d'intérêt que la faculté ouverte par l'article 35 de l'arrêté

wordt gemaakt van de door voornoemd artikel 33, § 3, van de richtlijn geboden mogelijkheid om de afschrijving rechtstreeks aan te rekenen op de herwaarderingsmeerwaarde. Het lijkt immers niet aangewezen ten aanzien van eenzelfde actiefbestanddeel een verschillende houding aan te nemen naar gelang het gaat om de uitdrukking van een waarde op de balans of de effectieve tenlasteneming van deze waarde via de resultatenrekening.

d) De regel dat, zolang de goederen niet werden gerealiseerd, de herwaarderingsmeerwaarde op het passief moet worden behouden, blijft onveranderd.

Op deze regel gelden evenwel drie uitzonderingen.

De eerste uitzondering betreft de mogelijkheid de herwaarderingsmeerwaarde over te boeken naar een reserve tot het beloop van de op basis van de meerwaarde geboekte afschrijvingen. Ten belope van dit bedrag gaat het immers niet meer om een louter uitgedrukte meerwaarde maar om een werkelijke vermogensaanwinst. Deze overboeking wordt uitdrukkelijk toegestaan door artikel 33, § 2, c, van de richtlijn. Zij is fakultatief en beoogt een juist inzicht te geven in het eigen vermogen van de onderneming.

De tweede uitzondering betreft de omzetting van de meerwaarde in kapitaal. Vermits het om een niet gerealiseerde meerwaarde gaat, moet de omzetting daarvan in kapitaal met de nodige omzichtigheid geschieden, vooral indien de omzetting in kapitaal gebeurt in het kader van een financiële herstructurering waarbij nadien het kapitaal wordt vermindert met het oog op de aanzuivering van verliezen. Uit voorzichtigheid lijkt het overigens aangewezen het gedeelte van de meerwaarde dat overeenstemt met de geraamde belasting die in geval van realisatie zou worden geheven, niet in kapitaal om te zetten.

In tegenstelling tot de overdracht van de meerwaarde naar een reserverekening die beperkt is tot het bedrag van de op de herwaarderings geboekte afschrijvingen, geldt een dergelijke beperking niet voor de omzetting van de meerwaarde in kapitaal. Dit verschil komt omdat na de overdracht naar de reserve, deze onder de vennoten kan worden verdeeld, terwijl een dergelijke toekenning uitgesloten is bij omzetting in kapitaal, tenzij mits naleving van de procedures ter bescherming van derden (artikel 72 van de wetten op de handelsvennootschappen).

De derde uitzondering betreft het geval waarin de uitgedrukte meerwaarde naderhand niet gegrond, blijkt of nadien verdwijnt ten gevolge, bij voorbeeld, van nieuwe feiten of doordat de vooruitzichten inzake rendabiliteit waarop de herwaarderings was gesteund, niet worden bewaarheid. In dat geval zal de meerwaarde die aan activa werd toebedeeld moeten worden afgeboekt tot het beloop van het nog niet afgeschreven gedeelte van de meerwaarde. Deze afboeking heeft als tegenboeking het op het passief geboekte bedrag van de uitgedrukte meerwaarde.

Inflatieboekhouding — Vervangingswaarde (artikel 35 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 — opgeheven door artikel 30 van het wijzigingsbesluit).

Artikel 33, § 1, van de vierde richtlijn laat de Lid-Staten toe, in afwachting van een latere coördinatie, toe te staan of voor te schrijven dat :

a) materiële vaste activa met een beperkte gebruiksduur en voorraden worden gewaardeerd op basis van de vervangingswaarde;

b) de posten in de jaarrekening, met inbegrip van het eigen vermogen, worden gewaardeerd volgens andere methoden dan die bedoeld sub a, ten einde rekening te houden met de inflatie;

c) ...

De richtlijn legt bovendien de verplichting op om, bij keuze van de nationale wetgever voor één van de waarderingsmethoden bedoeld sub a, b of c, de inhoud, de grenzen en de wijze van toepassing daarvan nader te regelen.

Artikel 35 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 bevat de mogelijkheid de materiële vaste activa met beperkte gebruiksduur en de voorraden te waarderen tegen vervangingswaarde. Het behoud van deze mogelijkheid zou betekenen dat, in uitvoering van de richtlijn, de inhoud, de grenzen en de wijze van toepassing van deze methode bij besluit worden geregeld.

Vermits er ter zake op internationaal vlak geen gevestigde doctrine bestaat waaruit nuttig zou kunnen worden geput voor de uitwerking van de beginselen en de wijze van toepassing van deze methode en vermits het gebrek aan belangstelling van de

de 1976 a rencontré auprès des entreprises — elle n'a semble-t-il été adoptée que par un nombre très limité d'entre elles —, il ne paraît pas indiqué de s'engager dans cette voie.

En ce qui concerne la comptabilité d'inflation visée au littra b ci-dessus, il paraît prématuré en l'absence de méthodes éprouvées reconnues au plan international, et notamment au sein de la Communauté Economique Européenne d'autoriser a fortiori, d'imposer une méthode d'évaluation intégrant les effets des variations de prix.

Cette position n'implique toutefois pas une attitude de principe opposée à l'égard de ces méthodes. Celles-ci pourront faire l'objet d'une application dérogatoire autorisée sur base de propositions articulées, en exécution de l'article 15 de la loi du 17 juillet 1975. Ce faisant, une expérience nécessaire pourra être acquise et sur l'ampleur des besoins et sur les méthodes à mettre en œuvre.

Par ailleurs — comme le souligne le rapport accompagnant l'arrêté du 8 octobre 1976 — rien n'empêche, bien au contraire, les entreprises de signaler dans leur rapport de gestion, avec l'indication des méthodes employées, l'influence que l'adoption d'une technique de comptabilité d'inflation aurait eue sur le patrimoine et sur le résultat de l'entreprise.

Engagements pour pensions (article 36 de l'arrêté royal du 8 octobre 1976 — abrogé par l'article 31 de l'arrêté modificatif).

Conformément à la quatrième directive l'arrêté modificatif impose la mention dans l'annexe des engagements pour pensions ainsi que l'indication au passif des provisions constituées pour faire face à ces charges. Ces exigences sont rencontrées par le tableau XVII, D de l'annexe, qui se substitue à l'article 36 de l'arrêté du 8 octobre 1976 ainsi que par l'introduction dans le schéma de bilan, au passif, d'une rubrique VII, A « Provisions pour pensions »; cette rubrique se substitue au poste « Fonds de pensions » qui figure actuellement sous les dettes.

Conversion des devises étrangères (article 36 de l'arrêté du 8 octobre 1976 — introduit par l'article 28 de l'arrêté modificatif).

Malgré l'importance que revêt pour de nombreuses entreprises, la détermination de critères pour la conversion des devises et l'évaluation des actifs, des passifs et des engagements libellés en devises, le Gouvernement estime préférable de ne pas introduire à ce stade, dans l'arrêté, des règles normatives en la matière et de se borner, à l'instar de la quatrième directive (article 43, § 1er, 1°) à prescrire une mention adéquate dans l'annexe au sujet des méthodes de conversion adoptées et du traitement dans les comptes des différences de change et des écarts de conversion des devises.

Eu égard aux travaux importants consacrés à ce sujet sur le plan international, le Gouvernement a chargé la Commission des Normes Comptables de suivre ces travaux et dans un premier temps de formuler une recommandation sur ce problème. L'expérience acquise permettra ultérieurement de compléter l'article 36 de l'arrêté par des règles de fond.

Comptes annuels à publier (articles 37 à 39 de l'arrêté du 8 octobre 1976, articles 33 à 35 de l'arrêté modificatif).

Les dispositions des articles 2 à 36 de l'arrêté s'appliquent de la même manière aux comptes annuels internes à établir, conformément à l'article 7 de la loi du 17 juillet 1975, par toute entreprise soumise à l'arrêté, quelle que soit sa forme ou sa taille, et aux comptes annuels visés à l'article 10 de la loi précitée à soumettre à l'assemblée générale des associés et à publier dans les formes prévues à l'article 80 des lois sur les sociétés. Une seule différence existe, introduite par l'arrêté du 14 février 1979: l'obligation faite aux entreprises, en vue d'accroître la lisibilité des comptes annuels, d'arrondir au millier de francs les comptes annuels soumis à l'assemblée générale et faisant l'objet d'une publicité légale. Cette disposition n'a pas été étendue aux petites et moyennes entreprises. Dans leur chef en effet, les chiffres sont par définition moins élevés et la lisibilité des comptes annuels ne fait dès lors pas problème.

entreprises pour cette méthode voldcende is gebleken uit het feit dat slechts weinige ondernemingen gebruik hebben gemaakt van de mogelijkheid geboden door artikel 35 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976, lijkt het niet aangewezen deze weg te volgen.

Wat betreft de inflatieboekhouding bedoeld onder punt b hierboven, lijkt het prematuur om nu reeds een waarderingsmethode toe te laten of zelfs op te leggen waarbij rekening wordt gehouden met de gevolgen van de prijsstijgingen. Overigens bestaat er zake geen gevestigde methode, noch op internationaal vlak noch in het raam van de E.E.G.

Dit alles betekent niet dat er ten gronde verzet zou bestaan tegen de invoering van één van de hoger gehoeemde waarderingsmethoden. Op grond van artikel 15 van de wet van 17 juli 1976 zou een onderneming de toelating kunnen krijgen een dergelijke methode toe te passen wanneer zij daartoe een aanvraag tot afwijking indient op basis van een uitgewerkt voorstel door haar geformuleerd. Aldus zou de noodzakelijke ervaring kunnen worden opgedaan zowel inzake het aantal ondernemingen dat hierin is geïnteresseerd als inzake de uit te werken methode.

Zoals aangeduid in het Verslag aan de Koning dat het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 voorafgaat, belet niets een onderneming — integendeel — om in haar jaarverslag de invloed aan te geven die de toepassing van een methode van inflatieboekhouding zou gehad hebben op haar vermogen en resultaat. Dit alles met precisering van de betrokken methode.

Pensioenverplichtingen (artikel 36 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 — opgeheven door artikel 31 van het wijzigingsbesluit).

Overeenkomstig de vierde richtlijn verplicht het wijzigingsbesluit tot vermelding in de toelichting van de pensioenverplichtingen en tot aanduiding onder de passiva van de daartoe gevormde voorzieningen. Tabel XVII, D, van de toelichting die artikel 36 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 vervangt, en passiefpost VII, A, « Voorzieningen voor pensioenen », die de huidige schuldenpost « Pensioenfonds » vervangt, voldoen aan de vereisten van de richtlijn.

Omrekening van vreemde valuta (artikel 36 van het besluit van 8 oktober 1976 — ingevoegd door artikel 31 van het wijzigingsbesluit).

De Regering heeft er de voorkeur aan gegeven thans geen dwingende regels in te voeren inzake de grondslagen voor de omrekening van vreemde valuta, evenmin inzake de waardering van activa, passiva en verplichtingen uitgedrukt in vreemde valuta, ondanks het belang van deze problematiek voor vele ondernemingen. Zoals de vierde richtlijn (art. 43, § 1, 1°), beperkt het wijzigingsbesluit zich derhalve tot het vereiste van een passende vermelding in de toelichting over de toegepaste omrekeningsmethodes alsmede over de verwerking in de jaarrekening van wisselresultaten en van de verschillen bij omrekening in nationale valuta.

Gelet op de belangrijke werkzaamheden die op het internationale vlak aan dit onderwerp worden gewijd, heeft de Regering de Commissie voor boekhoudkundige normen opgedragen deze werkzaamheden te volgen en eerst een aanbeveling over deze problematiek te formuleren. De daarmee opgedane ervaring zal het later mogelijk maken artikel 36 van het besluit aan te vullen met regels ten gronde.

Openbaar te maken jaarrekening (artikelen 37 tot 39 van het besluit van 8 oktober 1976 — artikelen 33 tot 35 van het wijzigingsbesluit).

De artikelen 2 tot 36 van het besluit betreffen zowel de interne jaarrekening op te maken overeenkomstig artikel 7 van de wet van 17 juli 1975 door elke onderneming die aan het besluit is onderworpen, ongeacht haar omvang of rechtsvorm, als de jaarrekening bedoeld in artikel 10 van dezelfde wet, die aan de algemene vergadering wordt voorgelegd en wordt bekendgemaakt op de wijze bepaald door artikel 80 van de vennootschappenwet. Een verschilpunt geïntroduceerd door het koninklijk besluit van 14 februari 1979 blijft bestaan: de verplichting om de jaarrekening die aan de algemene vergadering wordt voorgelegd en waarop een wettelijke openbaarmakingsregeling van toepassing is, uit te drukken, via afronding, in duizenden franken, ten einde haar leesbaarheid te bevorderen. Deze bepaling werd niet uitgebreid tot de kleine en middelgrote ondernemingen omdat de cijfers van hun jaarrekening per definitie minder hoog liggen en derhalve de leesbaarheid van hun jaarrekening geen problemen oplevert.

L'abrogation de l'article 38 résulte de la transposition à l'article 7, § 3, des dispositions qu'il comportait.

L'article 39 est devenu sans objet du fait de l'introduction dans l'annexe à l'arrêté d'un schéma distinct de comptes annuels applicable aux petites et moyennes entreprises.

Suite à l'abrogation des articles 38 et 39 de l'arrêté royal du 8 octobre 1976, le chapitre III ne comporte plus qu'un seul article (article 37). Le Conseil d'Etat propose d'incorporer le contenu de cet article dans l'article 2 et de préciser aux articles 2 et 4 que ces articles concernent aussi bien les comptes annuels internes que les comptes annuels externes. Cette suggestion n'a pas été suivie parce qu'elle impliquerait la modification d'un certain nombre d'articles et une référence à certains articles de la loi du 17 juillet 1975. Ceci ne favoriserait pas la compréhension et la lisibilité du texte.

Règles d'évaluation applicables en cas de cessation d'activité (article 40 de l'arrêté du 8 octobre 1976 — article 36 de l'arrêté modificatif).

L'article 40 de l'arrêté du 8 octobre 1976 prévoyait des règles d'évaluation particulières lorsque du fait de la mise en liquidation de l'entreprise ou de la fermeture d'une branche d'activité ou d'un établissement de l'entreprise, les évaluations ne pourraient plus être opérées dans une perspective de poursuite des activités. La consécration explicite dans l'article 15 que les évaluations doivent être opérées dans une perspective de continuité de l'entreprise a conduit à rattacher l'application des règles spéciales prévues à l'article 40 aux cas de cessation par l'entreprise de ses activités ou d'une partie de celles-ci, que cette cessation soit déjà décidée ou que la perspective de continuité de ses activités ou d'une partie de celles-ci ne puisse être maintenue. En ce cas, en effet, les actifs immobilisés ne peuvent plus être estimés qu'à leur valeur de réalisation et des provisions doivent être formées pour faire face aux charges inhérentes à la cessation totale ou partielle des activités.

Mode de calcul des critères relatifs aux petites et moyennes entreprises (articles 41 et 42 de l'arrêté du 8 octobre 1976 — articles 37 et 38 de l'arrêté modificatif).

L'abrogation de ces dispositions est motivée par le fait que le mode de calcul des critères relatifs aux petites et moyennes entreprises est réglé de manière générale dans l'arrêté d'exécution de la loi comptable (articles 11 et 12).

Régime transitoire en matière de location-financement (article 46bis de l'arrêté du 8 octobre 1976 — article 43 de l'arrêté modificatif).

Diverses améliorations rédactionnelles sont apportées à l'article 46bis de l'arrêté eu égard à la nouvelle structure des schémas et aux nouveaux libellés de certaines rubriques et sous-rubriques.

En ce qui concerne les entreprises actuellement visées à l'article 39 de l'arrêté il résulte du § 4 nouveau de l'article 46bis que devront être comptabilisés conformément à l'article 26 de l'arrêté, les contrats de location-financement conclus à partir du 1er janvier 1984.

Schémas des comptes annuels et définitions des rubriques — Généralités (articles 46 à 49 de l'arrêté modificatif).

Les modifications apportées aux schémas des comptes annuels et aux définitions des rubriques, à la suite essentiellement de la quatrième directive, restent limitées quant à leur portée. Le Gouvernement a entendu respecter dans toute la mesure du possible, la continuité, élément essentiel en cette matière.

Il a par ailleurs fait usage de la faculté accordée aux Etats membres par l'article 4, § 3, b de la quatrième directive de regrouper certaines rubriques en vue d'améliorer la lisibilité des comptes annuels à condition d'indiquer le détail dans l'annexe. Tel est le cas, par exemple pour le détail des immobilisations incorporelles et pour le détail des frais de personnel. Il en est de même pour les relations avec les entreprises liées ou avec les entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation; ces dernières ont été regroupées dans un tableau à l'annexe.

Compte tenu de l'accroissement des mentions exigées, principalement dans l'annexe, par la quatrième directive, une réévaluation de certaines mentions prévues par l'arrêté du 8 octobre 1976 a conduit à ne plus les retenir.

Artikel 38 wordt opgeheven vermits de bepalingen van dit artikel werden overgeheveld naar artikel 7, § 3.

Artikel 39 is niet meer dienstig gelet op het feit dat in de bijlage bij het besluit een afzonderlijk jaarrekeningsschema voor kleine en middelgrote ondernemingen wordt ingevoerd.

Door de opheffing van de artikelen 38 en 39 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 bevat hoofdstuk III nog slechts één artikel (artikel 37). De Raad van State stelt voor dit artikel in te bouwen in artikel 2 en in de artikelen 2 en 4 te preciseren dat deze artikelen zowel de interne als de externe jaarrekening betreffen. Deze suggestie werd niet overgenomen omdat zij de bijkomende wijziging impliceerde van een aantal artikelen en bovendien moest worden doorverwezen naar de wet van 17 juli 1975. Dit alles zou de leesbaarheid en het begrip van de tekst niet bevorderen.

Toe te passen waarderingsregels bij stopzetting van het bedrijf (artikel 40 van het besluit van 8 oktober 1976 — artikel 36 van het wijzigingsbesluit).

Artikel 40 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 voorzag in bijzondere waarderingsregels wanneer als gevolg van de inverteffingsstelling van de onderneming of van de sluiting van een bedrijfssonderdeel of vestiging van de onderneming, niet meer kon worden uitgegaan van de veronderstelling dat de onderneming haar bedrijf zou voortzetten. De expliciete bevestiging in artikel 15 van het beginsel dat de waarderingsregels moeten worden toegepast in de veronderstelling dat de onderneming haar bedrijf zal voortzetten, heeft ertoe geleid tot toepassing van de bijzondere regels bepaald in artikel 40 te koppelen aan die gevallen waarin de onderneming haar activiteiten geheel of gedeeltelijk stopzet, reeds tot dergelijke stopzetting is besloten of er geen voortzetting van een gedeelte of het geheel van haar werkzaamheden meer mag worden verwacht. In dat geval mogen de vaste activa inderdaad slechts worden gewaardeerd tegen realisatie waarde. Voorzeningen moeten worden gevormd voor de kosten die inherent zijn aan de algehele of gedeeltelijke stopzetting van het bedrijf.

Berekeningswijze van de criteria met betrekking tot de kleine en middelgrote ondernemingen (artikelen 41 en 42 van het besluit van 8 oktober 1976 — artikelen 37 en 38 van het wijzigingsbesluit).

Deze bepalingen worden opgeheven omdat de betrokken berekeningswijze op algemene wijze wordt geregeld in het uitvoeringsbesluit van de boekhoudwet (artikelen 11 en 12 van het ontwerp).

Overgangsbepaling inzake leasing (artikel 46bis van het besluit van 8 oktober 1976 — artikel 43 van het wijzigingsbesluit).

Verschuillende redactionele verbeteringen worden aangebracht aan artikel 46bis van het besluit gelet op de nieuwe structuur van de schéma's en op de nieuwe benaming van bepaalde rubrieken en onderrubrieken.

Wat de ondernemingen betreft die thans bedoeld worden in artikel 39 van het besluit, blijkt uit § 4 nieuw van artikel 46bis dat de leasingovereenkomsten afgesloten vanaf 1 januari 1984 zullen worden geboekt overeenkomstig artikel 26 van het besluit.

Jaarrekeningsschema's — Omschrijving van de rubrieken — Algemeen (artikelen 46 tot 49 van het wijzigingsbesluit).

De wijzigingen aangebracht aan de jaarrekeningsschema's, evenals aan de omschrijving der rubrieken, die in hoofdzaak voortvloeien uit de vierde richtlijn, hebben slechts een beperkte draagwijdte. Het leek de Regering essentieel deze materie in de mate van het mogelijke, vanuit een conservatieve optiek te benaderen.

De Regering heeft overigens gebruik gemaakt van de mogelijkheid die artikel 4, § 3, b, van de richtlijn van de Lid-Staten toekent om bepaalde rubrieken samen te voegen ten einde de leesbaarheid van de jaarrekening te verhogen op voorwaarde dat in de toelichting daarover gedetailleerde informatie wordt verstrekt. Dat is bij voorbeeld het geval, voor de uitsplitsing van de immateriële vaste activa, evenals voor de uitsplitsing van de personeelskosten, alsmede voor de betrekkingen met verbonden ondernemingen of met ondernemingen met deelnemingsverhouding; deze laatste worden opgenomen in een tabel uit de toelichting.

Gelet op de toename, als gevolg van de vierde richtlijn, van de vereiste vermeldingen, voornamelijk wat de toelichting betreft, werden bepaalde gegevens die krachtens het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 tot nog toe dienden te worden verstrekt, na een nieuw onderzoek, niet meer opgenomen.

Une concision plus grande a été recherchée dans le libellé des rubriques et une plus grande rigueur dans la terminologie employée. Quant à la terminologie néerlandaise, le Gouvernement s'est tout directement inspiré des propositions de la Commission Van Dievoet.

Les schémas ne comportent plus d'indication de numéros mécanographiques. Ceux-ci étant destinés exclusivement au traitement statistique des données, ils seront prévus pour les formulaires de dépôt des comptes annuels dont l'utilisation sera prescrite.

Schéma des comptes annuels et définitions des rubriques (articles 46 à 49 de l'arrêté modificatif — grandes entreprises).

Bilan

Conformément à l'exigence déposée dans la quatrième directive, l'arrêté modificatif introduit dans les schémas du bilan les grandes catégories « Actifs immobilisés », « Actifs circulants », « Fonds propres », « Provisions pour risques et charges » et « Dettes » qui ne figuraient qu'implicitement dans le schéma annexé à l'arrêté du 8 octobre 1976.

A cet égard on relèvera que le classement des créances à plus d'un an sous l'actif circulant, conformément aux exigences de la quatrième directive, est fondé sur la destination de ces actifs; ils ne sont pas destinés à servir de façon durable à l'activité de l'entreprise (article 15, §§ 1er et 2 de la directive). Ce classement n'est dès lors pas mis en relation avec une optique de liquidité, fréquemment utilisée dans l'analyse financière, fondée sur l'échéance des actifs en cause. La mention séparée de ces créances à plus d'un an permettra toutefois de concilier les deux optiques en présence.

Immobilisations corporelles (rubrique III).

Deux modifications sont apportées aux définitions. La première rattache à la rubrique « Terrains et constructions » les droits réels autres que le droit de propriété, sur des immeubles, lorsque la valeur d'acquisition de ces droits a été payée au moment de leur acquisition. C'est le cas principalement pour les baux emphytéotiques lorsque les canons sont payés anticipativement au début de contrat. Par ailleurs, la rubrique « Location-financement et droits similaires » est circonscrite aux contrats qui à raison de leurs caractéristiques revêtent dans le chef du preneur le caractère d'une affectation durable à son exploitation et dans le chef du donneur le caractère d'une opération de crédit.

Immobilisations financières (rubrique IV).

Aucun amendement n'est apporté à la définition des notions « participations », « filiales », « entreprises liées », « entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation » incluses dans les immobilisations financières. Le cas échéant, un réexamen des critères sera opéré dans le contexte de la transposition dans le droit belge de la septième directive de la C.E.E., en matière de consolidation.

Créances (rubriques V et VII).

La définition des rubriques relatives aux créances est étendue aux produits à percevoir, nés au cours de l'exercice, mais qui au terme de celui-ci n'ont pas encore donné naissance à un titre juridique de créance, mais dont le montant est déterminé ou susceptible d'être estimé avec précision. A titre d'exemple, on citera les livraisons effectuées, mais n'ayant pas encore fait l'objet d'une facturation.

Commandes en cours d'exécution.

Comme signalé ci-dessus, les commandes en cours, au sens défini par l'arrêté, font l'objet au bilan d'une rubrique distincte. Elles se distinguent des stocks essentiellement par la circonstance que la commande (la vente) précède l'exécution des travaux, la fabrication des biens ou la prestation des services.

Placements de trésorerie — Valeurs disponibles (rubriques VIII, B et IX).

Les actifs concernés font l'objet d'un reclassement mineur. Dorénavant, les valeurs disponibles ne comprendront, en dehors des encaisses et des valeurs échues à l'encaissement, que des avoirs à vue. Les avoirs à terme seront classés sous les placements de trésorerie (autres placements). Cette modification est justifiée par des motifs d'ordre statistique.

Ten slotte werd naar meer beknoptheid gestreefd in de benaming van de posten en naar meer nauwkeurigheid in de gebruikte terminologie. Wat de Nederlandse terminologie betreft, heeft de Regering zich rechtstreeks laten inspireren door de voorstellen van de Commissie Van Dievoet.

De schema's bevatten geen codenummers meer. Deze dienen enkel voor de statistische verwerking van de gegevens; zij zullen worden gekoppeld aan de formulieren voor de neerlegging van de jaarrekening, waarvan het gebruik verplicht zal zijn.

Jaarrekeningschema's — Omschrijving van de rubrieken (artikelen 46 tot 49 van het wijzigingsbesluit — grote ondernemingen).

Balans

Overeenkomstig het vereiste van de vierde richtlijn, voert het besluit in de balansschema's de grote onderverdelingen in die slechts impliciet in het schema in bijlage bij het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 waren verwerkt, als daar zijn « Vaste activa », « Vlottende activa », « Eigen vermogen », « Voorzieningen voor risico's en kosten », en « Schulden ».

In verband hiermee weze opgemerkt dat de klassering, overeenkomstig de richtlijn, van de vorderingen op meer dan één jaar onder de vlottende activa, gebaseerd is op de bestemming van deze activa, die niet op duurzame wijze dienstig zijn voor het bedrijf van de onderneming (artikel 15, §§ 1 en 2, van de richtlijn). Deze klassering is derhalve geen klassering in functie van de liquiditeitsgraad van deze activa — gebaseerd op de vervaldag — die vaak wordt gebruikt in de financiële analyse. De afzonderlijke vermelding van de betrokken vorderingen op meer dan een jaar zal het evenwel mogelijk maken beide benaderingen te verzoenen.

Materiële vaste activa (rubriek III).

Twee wijzigingen worden aangebracht aan de omschrijving van de rubrieken. Vooreerst worden in de rubriek « Terreinen en gebouwen » ook andere zakelijke rechten op onroerende goederen opgenomen dan het eigendomsrecht. Dit is in hoofdzaak het geval voor erfpachtcontracten wanneer de periodieke vergoeding bij de aanvang van het contract worden vooruitbetaald. De rubriek « Leasing en soortgelijke rechten » wordt overigens beperkt tot die overeenkomsten waaruit duidelijk blijkt dat zij in hoofdzaak van de leasingnemer leiden tot een duurzame bestemming van activa voor de bedrijfsuitoefening, en in hoofdzaak van de leasinggever tot het afsluiten van een kredietverrichting.

Financiële vaste activa (rubriek IV).

De omschrijving van de begrippen « deelneming », « dochtervermoenschap », (voorheen « filiale »), « verbonden onderneming », « onderneming waarmee een deelnemingsverhouding bestaat » wordt niet gewijzigd. In voorkomend geval zal in het kader van de aanpassing van het Belgisch recht aan de zevende E.E.G.-richtlijn inzake de geconsolideerde jaarrekening, een nieuw onderzoek worden gewijzigd aan de hier toegepaste criteria.

Vorderingen (rubrieken V en VII).

De omschrijving van de verschillende rubrieken met betrekking tot vorderingen wordt uitgebreid tot te ontvangen opbrengsten die tijdens het boekjaar zijn ontstaan, waarvan bij het afsluiten van het boekjaar nog geen rechtstiel bestaat, maar die naar hun bedrag bepaald of nauwkeurig bepaalbaar zijn. Bij wijze van voorbeeld kunnen leveringen worden geciteerd, waarvoor nog geen factuur werd verzonden.

Bestellingen in uitvoering.

Zoals hierboven vermeld worden de bestellingen in uitvoering in de zin van het besluit, in een afzonderlijke rubriek opgenomen. Zij onderscheiden zich van de voorraden hoofdzakelijk door het feit dat de bestelling (verkoop) plaats heeft vóór de uitvoering van de werken, de vervaardiging van goederen of het leveren van diensten.

Thesauriebeleggingen — Beschikbare waarden (rubrieken VIII, B en IX).

Er wordt overgegaan tot een lichte herschikking van de betrokken activa. Voortaan zullen onder de beschikbare waarden nog enkel, buiten de kasmiddelen en de te incasseren vervallen waarden, de tegoeden op zicht voorkomen. Tegoeden op termijn zullen worden geklasseerd onder de thesauriebeleggingen (Andere beleggingen). Deze wijziging is ingegeven door overwegingen van statistische aard.

Capital (rubrique I)

La définition de ce poste est — principalement sous l'angle terminologique — mieux adaptée aux différentes formes juridiques sous lesquelles une entreprise peut être constituée.

Subsides en capital (rubrique VI)

En ce qui concerne les subsides en capital, la définition modifiée dispose qu'ils font l'objet d'une réduction progressive par imputation au compte de résultats au rythme de la prise en charge des amortissements afférents aux immobilisations pour l'acquisition desquelles ils ont été obtenus. Les subsides en capital sont dorénavant imputés aux résultats financiers, à l'instar des subsides en intérêts. Si leur obtention n'est pas rattachée à un investissement, ils revêtent le caractère d'un subside d'exploitation.

Dettes (rubriques VIII et IX)

Il a déjà été fait mention ci-avant des précisions apportées quant à la distinction à opérer entre les provisions pour risques et charges et les dettes. Aussi, la définition proposée prévoit-elle que sont classées parmi les dettes, les charges à payer, nées au cours de l'exercice mais qui, à la clôture de celui-ci, n'ont pas donné naissance à un titre juridique d'endettement, mais dont le montant est déterminé ou susceptible d'être estimé avec précision, par exemple, les factures à recevoir pour livraisons reçues.

On relèvera également la modification proposée en ce qui concerne la comptabilisation des dettes du chef de billets à ordre, de lettres de change ou d'acceptations bancaires.

Compte de résultats

Le schéma du compte de résultats n'a subi que des modifications mineures, en vue principalement d'obtenir un certain allègement. C'est ainsi qu'est supprimée, quant aux services et biens divers, la distinction entre achats et livraisons, d'une part, coûts reportés et coûts à reporter d'autre part; que la ventilation des charges relatives aux dettes n'est plus exigée; que le détail des frais de personnel est reporté dans l'annexe.

A la suite des définitions insérées dans la quatrième directive concernant le chiffre d'affaires (article 28) et les résultats exceptionnels (article 29) les définitions de ces rubriques dans l'arrêté et celles des « Autres produits d'exploitation » et des « Autres charges d'exploitation ont dû être adaptées sous des aspects mineurs. La principale concerne le fait que les résultats afférents aux exercices antérieurs ne sont plus considérés comme relevant de ce seul fait de la catégorie des résultats exceptionnels.

Par ailleurs, les réductions de valeur sur immobilisations financières et les reprises effectuées sur de telles réductions de valeur ont, à l'instar des plus et des moins-values sur réalisation de telles immobilisations, été classées parmi les résultats exceptionnels, plutôt que sous les résultats financiers. Pour des entreprises industrielles et commerciales, les réductions de valeur sur les participations ne revêtent en effet pas le caractère de résultats financiers courants.

Enfin, une rubrique distincte a été ouverte pour les transferts aux réserves immunisées. Ce transfert est opéré avant répartition dans la mesure où, en vertu de la législation fiscale, le maintien du bénéfice de l'immobilisation de certains produits ou d'une fraction du bénéfice est subordonné à leur maintien dans le patrimoine de l'entreprise.

Par ailleurs, la définition de plusieurs rubriques du compte de résultats a été précisée à la lumière principalement de l'expérience acquise.

Annexe**Généralités**

La plupart des modifications apportées à l'annexe découlent des exigences de la quatrième directive et d'un reclassement de certaines données afin d'améliorer la lisibilité des comptes annuels. En outre, comme il a été dit plus haut, certaines données qui figurent actuellement au bilan et au compte de résultats ont été transférées dans l'annexe.

Kapitaal (rubriek I)

De omschrijving van deze post wordt — voornamelijk terminologisch — beter aangepast aan de verschillende rechtsvormen waarin een onderneming kan worden opgericht.

Kapitaalsubsidies (rubriek VI)

Wat betreft de kapitaalsubsidies, bepaalt de gewijzigde omschrijving dat ze progressief via de resultatenrekening worden afgeboekt volgens hetzelfde ritme als de afschrijvingen op de vaste activa voor de verwerving waarvan ze werden verkregen. Kapitaalsubsidies worden voortaan toegerekend aan de financiële resultaten, zoals de interestsubsidies. Is hun verkrijging evenwel niet gebonden aan een investering, dan zijn het bedrijfssubsidies.

Schulden (rubrieken VIII en IX)

Hierboven (sub nr. 7) werd reeds gewezen op de aangebrachte verfijningen inzake het onderscheid tussen de begrippen « voorziening voor risico's en kosten » en « schuld ». Aldus bepaalt de voorgestelde definitie dat onder de schulden worden begrepen de te betalen kosten die in de loop van het boekjaar zijn ontstaan, waarvan bij het afsluiten van het boekjaar nog geen titel bestaat, maar die naar hun bedrag bepaald of nauwkeurig bepaalbaar zijn, bij voorbeeld te ontvangen facturen wegens ontvangen leveringen.

Eveneens op te merken is de voorgestelde wijziging wat de boeking van schulden betreft uit hoofde van orderbriefjes, wisselbrieven of bankaccepten.

Resultatenrekening

Aan het schema van de resultatenrekening werden slechts mineure wijzigingen gebracht, ten einde voornamelijk een zekere verlichting na te streven. Aldus werd ten aanzien van de diensten en diverse goederen, het onderscheid tussen aankopen en leveringen, tussen overgedragen en over te dragen kosten opgehoeven. De uitsplitsing van de personeelskosten is naar de toelichting verschoven.

Als gevolg van de definities opgenomen in de vierde richtlijn inzake het omzetcijfer (artikel 38) en de uitzonderlijke resultaten (artikel 29) werd de omschrijving van deze rubrieken in het besluit alsmede die van de rubrieken « Andere bedrijfsopbrengsten » en « Andere bedrijfskosten » op mineure punten aangepast. De belangrijkste wijziging heeft betrekking op de resultaten over vorige boekjaren die niet langer om die reden alleen als uitzonderlijke resultaten worden aangemerkt.

Bovendien werden de waardeverminderingen op financiële vaste activa en de terugnemingen van dergelijke waardeverminderingen onder de uitzonderlijke eerder dan onder de financiële resultaten geklasseerd zoals meer- en minderwaarden vastgesteld bij de realisatie van dergelijke vaste activa thans reeds worden geboekt. Voor handels- en industriële ondernemingen zijn waardeverminderingen op deelnemingen inderdaad geen courante financiële resultaten.

Tevens werd in een afzonderlijke rubriek voorzien voor de overboeking naar de belastingvrije reserves. Dergelijke overboeking wordt verricht vóór enige verwerking van het resultaat voor zover krachtens de fiscale wetgeving de vrijstelling van bepaalde opbrengsten of van een gedeelte van de winst afhankelijk is van hun behoud in het vermogen van de onderneming.

Ten slotte werd voor een aantal rubrieken uit de resultatenrekening een duidelijke omschrijving gegeven, hoofdzakelijk ingevolge de opgedane ervaring.

Toelichting**Algemeen**

De meeste van de aan de toelichting aangebrachte wijzigingen vloeien voort uit de vereisten van de vierde richtlijn evenals uit een herschikking van bepaalde gegevens ten einde de leesbaarheid van de jaarrekening te verbeteren. Bovendien werden, zoals hoger aangestipt, bepaalde gegevens die thans in de balans of in de resultatenrekening voorkomen, naar de toelichting overgebracht.

Les états I à IV relatifs aux frais d'établissement et aux immobilisations incorporelles, corporelles et financières n'appellent pas d'observations particulières. On se bornera à signaler qu'une autre présentation a été adoptée; elle regroupe les données à fournir selon :

- la valeur d'acquisition;
- les plus-values;
- les amortissements et réductions de valeur;
- la valeur comptable nette en fin d'exercice.

L'état V relatif à la liste des sociétés dans lesquelles l'entreprise détient une participation ou des actions et des parts est adapté eu égard à l'article 43, § 1er, 2, de la directive.

L'état VI relatif aux placements de trésorerie est complété pour des motifs d'ordre statistique.

L'état VII relatif aux comptes de régularisation de l'actif comme l'état XI relatif aux comptes de régularisation du passif, résultent des exigences de la quatrième directive (article 21).

L'état VIII relatif au capital regroupe l'ensemble des données relatives au capital. Il reprend celles exigées par les 2e et 4e directives et par les lois sur les sociétés.

L'état IX relatif aux provisions pour risques et charges résulte de l'article 42, alinéa 2, de la quatrième directive.

L'état X relatif aux dettes comporte :

- en application de l'article 43, § 1er, 6°, de la quatrième directive, une ventilation des dettes selon leur durée résiduelle et selon les garanties de diverses catégories dont elles sont assorties;
- en application de l'article 80 des lois coordonnées sur les sociétés, le montant des dettes garanties par les pouvoirs publics et le montant des dettes sociales et fiscales échues.

L'état XII relatif aux résultats d'exploitation comporte :

- en application de l'article 43, § 1er, 8°, de la quatrième directive, une ventilation du chiffre d'affaires;
- en application de l'article 43, § 1er, 9°, de la quatrième directive, l'effectif moyen du personnel, par catégories, ainsi que la ventilation des frais de personnel;
- le montant des subsides d'exploitation obtenus ainsi qu'une ventilation des réductions de valeur, des provisions pour risques et charges, et des autres charges d'exploitation.

L'état XIII relatif aux résultats financiers comporte :

- en exécution des articles 35, § 4 et 39, § 2, de la quatrième directive, le montant des intérêts portés à l'actif;
- en exécution de l'article 80 des lois sur les sociétés, le montant des subsides en capital et en intérêts accordés par les pouvoirs publics, imputés aux résultats;
- une ventilation des réductions de valeur sur actifs circulants ainsi que, si ces postes sont importants, des « Autres produits financiers » et des « Autres charges financières ».

L'état XIV relatif aux résultats exceptionnels répond à l'exigence déposée à l'article 29, § 2, de la quatrième directive.

L'état XV relatif aux impôts sur le résultat comporte :

- en exécution des articles 29 et 30 de la quatrième directive, la mention des impôts relatifs à des exercices antérieurs ou afférents aux résultats exceptionnels;
- en exécution de l'article 43, § 1er, 11°, de la quatrième directive, les principales sources de disparité entre le bénéfice avant impôts, exprimé dans les comptes et le bénéfice taxable, avec mention spéciale de celles découlant de décalages dans le temps entre le bénéfice comptable et le bénéfice fiscal;
- des renseignements au sujet des latences fiscales de l'entreprise, dans la mesure où ces latences sont importantes pour l'appréciation de la situation financière de l'entreprise.

L'état XVI relatif aux taxes et impôts à charge de tiers reprend des renseignements qui sont fréquemment donnés spontanément par les entreprises. Leur mention est par ailleurs justifiée par des motifs statistiques et d'analyse financière des bilans.

L'état XVII relatif aux engagements et recours reprend les mentions qui précédemment étaient prévues par l'article 14 de l'arrêté du 8 octobre 1976, en application des articles 14 et 43, § 1er, 6° et 7°, de la quatrième directive.

De staten I tot IV betreffende de oprichtingskosten en de immateriële, materiële en financiële vaste activa vergen geen bijzondere opmerkingen. Er weze enkel aangestipt dat voor een andere voorstellingswijze werd geopteerd waarin de te verstrekken gegevens worden uitgesplitst naar :

- aanschaffingswaarde;
- meerwaarden;
- afschrijvingen en waardeverminderingen;
- netto boekwaarde per einde boekjaar.

Staat V met betrekking tot de lijst der vennootschappen waarin de onderneming een deelneming of aandelen en deelbewijzen bezit, wordt aangepast gelet op artikel 43, § 1, 2°, van de richtlijn.

Staat VI met betrekking tot de thesauriebeleggingen wordt vervolledigd omwille van overwegingen van statistische aard.

Staat VII met betrekking tot de overlopende rekeningen aan de actiefzijde, evenals staat XI met betrekking tot diezelfde rekeningen aan de passiefzijde, zijn het gevolg van de vereisten van de vierde richtlijn (artikel 21).

Staat VIII met betrekking tot het kapitaal horgroespeert alle gegevens daarover. Deze staat komt tegemoet aan de vereisten van de tweede en vierde E.E.G.-richtlijn en aan deze van de vennootschappenwet.

Staat IX over de voorzieningen voor risico's en kosten vloeit voort uit artikel 42, tweede lid, van de vierde richtlijn.

Staat X met betrekking tot de schulden bevat :

- in toepassing van artikel 43, § 1, 6°, van de vierde richtlijn een uitsplitsing van de schulden volgens hun resterende looptijd en volgens de diverse categorieën van zekerheden waardoor hun betaling is gewaarborgd;
- in toepassing van artikel 80 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, het bedrag van de schulden gewaarborgd door de overheid, evenals het bedrag van de vervallen fiscale en sociale schulden.

Staat XII met betrekking tot de bedrijfsresultaten bevat :

- in toepassing van artikel 43, § 1, 8°, van de vierde richtlijn een uitsplitsing van het omzetcijfer;
- in toepassing van artikel 43, § 1, 9°, van de vierde richtlijn het gemiddeld personeelsbestand, per categorie, evenals de uitsplitsing van de personeelskosten;
- het bedrag van de verkregen bedrijfssubsidies, evenals een uitsplitsing van de waardeverminderingen, voorzieningen voor risico's en kosten en andere bedrijfskosten.

Staat XIII met betrekking tot de financiële resultaten bevat :

- in uitvoering van de artikelen 35, § 4, en 39, § 2, van de vierde richtlijn het bedrag van de geactiveerde interesten;
- in uitvoering van artikel 80 van de vennootschappenwet, het bedrag van de kapitaal- en de interestsubsidies door de overheid toegekend en aangerekend op het resultaat van het boekjaar;
- een uitsplitsing van waardeverminderingen, voorzieningen voor risico's en kosten en andere financiële opbrengsten en « Andere financiële kosten » als het belangrijke bedragen betreft.

Staat XIV met betrekking tot de uitzonderlijke resultaten komt tegemoet aan het vereiste van artikel 29, § 2, van de vierde richtlijn.

Staat XV met betrekking tot de belastingen omvat :

- in uitvoering van de artikelen 29 en 30 van de vierde richtlijn de vermelding van de belastingen over vorige boekjaren of betrekking hebbend op de uitzonderlijke resultaten;
- in uitvoering van artikel 43, § 1, 11°, van de vierde richtlijn, de voornaamste oorzaken van het verschil tussen de winst vóór belastingen zoals uitgedrukt in de jaarrekening, en de belastbare winst, met bijzondere vermelding van de oorzaken die verband houden met tijdsverschillen;
- inlichtingen met betrekking tot de fiscale latencies, in de mate waarin deze latencies belangrijk zijn om inzicht te verwerven in de financiële positie van de onderneming.

In staat XVI met betrekking tot taken en belastingen ten laste van derden worden gegevens opgenomen die vaak spontaan door de ondernemingen worden medegedeeld. De vermelding ervan wordt verantwoord door statistische motieven en door motieven die verband houden met de financiële analyse.

In uitvoering van artikelen 14 en 43, § 1, 6° en 7°, van de vierde richtlijn, herneemt staat XVII over de rechten en verplichtingen de gegevens die voordien in artikel 14 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 waren opgesomd.

L'état XVIII relatif aux relations avec les entreprises liées et les entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation, regroupe en un seul tableau les relations avec ces entreprises dont la mise en évidence est prévue par la quatrième directive dans les schémas du bilan, du compte de résultats et dans l'annexe.

L'état XIX relatif à certaines relations avec les administrateurs et gérants reprend les exigences déposées dans l'article 43, § 1er, 12° et 13°, de la quatrième directive. Ces indications doivent, aux termes de la directive, être données de façon globale pour chaque catégorie, ce qui implique une pluralité de bénéficiaires. Le projet maintient dès lors l'exception prévue actuellement déjà, relative à l'indication des rémunérations, lorsque celle-ci porte à titre exclusif ou principal sur la situation d'une seule personne identifiable.

La remarque formulée par le Conseil d'Etat relative à la mention dans l'annexe de l'obtention d'une dérogation en vertu de l'article 15 de la loi du 17 juillet 1975 a conduit à rattacher cette exigence à la décision administrative plutôt qu'à une disposition réglementaire.

Schémas abrégés des comptes annuels destinés aux entreprises petites et moyennes.

L'article 12 de la loi du 17 juillet 1975, tel qu'il a été modifié par la loi du 1er juillet 1983, prévoit que les petites et moyennes entreprises répondant aux critères prévus au § 2 du même article, ont la faculté d'établir, de présenter à l'assemblée générale des associés et de publier leurs comptes annuels selon un schéma abrégé fixé par le Roi. Cette disposition fait écho aux articles 11, 44 et 47, § 2, de la quatrième directive.

Le schéma abrégé faisant l'objet de l'article 46 de l'arrêté modificatif, répond aux intentions du Gouvernement énoncées dans l'exposé des motifs du projet de loi modifiant la loi comptable (Doc. parl. Chambre, 1980-1981, n° 925/1, p. 8) relatives aux grandes lignes de ce schéma. Elles ont été confirmées au cours de la discussion parlementaire du projet (cfr. notamment Doc. parl. Chambre, 1981-1982, n° 103/4, p. 10).

Le schéma applicable aux petites et moyennes entreprises constitue une contraction du schéma complet; il s'ensuit que les principes de base qui président à leurs comptes annuels sont identiques à ceux qui prévalent pour les comptes annuels des grandes entreprises. Quant à la conception de ces schémas abrégés, les principes suivants ont été retenus, comme annoncé d'ailleurs au cours des travaux parlementaires de la loi :

En ce qui concerne le bilan, ont été repris, les postes précédés d'un chiffre romain dans les schémas actuels annexés à l'arrêté royal du 8 octobre 1976, ainsi que les postes les plus significatifs précédés d'une lettre majuscule.

En ce qui concerne le compte de résultats, ont été repris, les postes précédés d'un chiffre romain, ainsi que quelques postes relatifs aux résultats d'exploitation, précédés d'une majuscule.

En ce qui concerne l'annexe, ont été repris, les seuls postes exigés par la quatrième directive ou par les lois sur les sociétés.

Entrée en vigueur (articles 51 à 53 de l'arrêté modificatif).

Les modifications apportées par le présent arrêté à l'arrêté du 8 octobre 1976 s'appliqueront pour la première fois aux comptes annuels arrêtés au terme de l'exercice prenant cours après le 31 décembre 1983. Pour la toute grande majorité des entreprises, il s'agira des comptes annuels arrêtés à fin décembre 1984 (article 51, alinéa 1er).

Conformément à l'article 14 de la loi modifiant la loi du 17 juillet 1975, ce délai d'application est toutefois reporté de deux ans pour les petites entreprises qui en raison de leur forme ne sont pas visées par la quatrième directive et qui n'étaient précédemment pas soumises à l'arrêté relatif aux comptes annuels. Cette application ne concernera évidemment que les comptes annuels à établir dans l'ordre interne en exécution de l'article 7 de la loi (article 51, alinéa 2).

Staat XVIII over de betrekkingen met verbonden ondernemingen en met ondernemingen waarmee een deelnemingsverhouding bestaat, hergroepeert in een enkele tabel gegevens over deze ondernemingen, die krachtens de vierde richtlijn in de schema's van balans en resultatenrekening evenals in de toelichting voorzien zijn.

Staat XIX over bepaalde betrekkingen met bestuurders en zaakvoerders komt tegemoet aan de vereisten ingedrukt in artikel 43, § 1, 12° en 13°, van de vierde richtlijn. Deze vermeldingen mochten volgens de richtlijn worden gegeven op globale wijze voor elke categorie. Dit impliceert een pluraliteit van genietters. In het ontwerp wordt derhalve de uitzondering behouden die reeds is voorzien in de huidige tekst van het besluit, inzake de vermelding van de bezoldiging indien deze uitsluitend of hoofdzakelijk de toestand van één welbepaalde persoon betreft.

Ingaande op de opmerking van de Raad van State met betrekking tot de vermelding in de toelichting van het feit dat met toepassing van artikel 15 van de wet van 17 juli 1975 een afwijking werd verleend werd besloten de wijze waarop de afwijking wordt vermeld te koppelen aan de administratieve beslissing eerder dan dit te regelen via een bepaling in het besluit zelf.

Verkorte jaarrekeningschema's bestemd voor kleine en middelgrote ondernemingen.

Artikel 12 van de wet van 17 juli 1975, zoals gewijzigd door de wet van 1 juli 1983, bepaalt dat de kleine en middelgrote ondernemingen die voldoen aan de criteria bepaald in § 2 van hetzelfde artikel, de mogelijkheid hebben om hun jaarrekening op te maken, aan de algemene vergadering der vennoten voor te leggen en openbaar te maken volgens een verkort schema bepaald door de Koning. Deze bepaling is de uitvoering van de artikelen 11, 44 en 47, § 2, van de vierde richtlijn.

Het verkorte schema in artikel 46 van het wijzigingsbesluit, beantwoordt aan het voornemen van de Regering ter zake zoals dit weergegeven is in de Memorie van Toelichting bij het wetsontwerp tot wijziging van de boekhoudwet (Parl. stukken, Kamer, 1980-1981, nr. 925/1, p. 8), waarin de grote trekken van dergelijk schema worden geschetst. Naar aanleiding van de parlementaire behandeling van het betrokken wetsontwerp werden deze grote trekken bevestigd (cfr. o.m. Parl. stukken, Kamer, 1981-1982, nr. 103/4, p. 10).

Het schema dat van toepassing is op de kleine en middelgrote ondernemingen is een samentrekking van het volledige schema. Daaruit volgt dat de basisbeginselen die gelden voor de opstelling van de jaarrekening van kleine en middelgrote ondernemingen dezelfde zijn als diegene die gelden voor de opstelling van de jaarrekening van grote ondernemingen. Bij het uitwerken van dit verkort schema werden de volgende beginselen toegepast, zoals trouwens aangekondigd in de loop van de parlementaire werkzaamheden van de wet :

Inzake de balans werden opgenomen de posten aangeduid met een Romeins cijfer in de huidige schema's in bijlage bij het koninklijk besluit van 8 oktober 1976, evenals de meest betekenisvolle posten aangeduid met een hoofdletter.

Inzake de resultatenrekening werden opgenomen de posten aangeduid met een Romeins cijfer, evenals enkele posten met betrekking tot de bedrijfsresultaten, aangeduid met een hoofdletter.

Inzake de toelichting werden enkel de posten opgenomen voorgeschreven door de vierde richtlijn of door de vennootschapswetgeving.

Inwerkingtreding (artikelen 51 tot 53 van het wijzigingsbesluit).

De wijzigingen aangebracht door dit besluit aan het besluit van 8 oktober 1976, zullen voor de eerste maal worden toegepast bij het einde van het boekjaar dat ingaat na 31 december 1983. Voor de meeste ondernemingen betreft dit de jaarrekening per einde december 1984 (artikel 51, eerste lid).

Overeenkomstig artikel 14 van de wet tot wijziging van de wet van 17 juli 1975 wordt deze datum van inwerkingtreding evenwel met twee jaar uitgesteld voor de kleine ondernemingen die als gevolg van hun rechtsvorm niet bedoeld worden in de vierde richtlijn, en waarop voorheen het koninklijk besluit over de jaarrekening van de ondernemingen niet van toepassing was. Het betreft hier uiteraard slechts de interne jaarrekening, op te stellen in uitvoering van artikel 7 van de wet (artikel 51, tweede lid).

Eu égard à l'article 12 nouveau de la loi du 17 juillet 1976 et au relèvement des critères des petites et moyennes entreprises prévus au § 2 dudit article, l'article 52, § 1er, autorise les entreprises visées audit article 12, § 2, à établir et à publier leurs comptes annuels relatifs à l'exercice prenant cours entre le 1er janvier 1983 et le 31 décembre 1983, selon le schéma prévu à l'ancien article 39 de l'arrêté royal du 8 octobre 1976. D'autre part, les entreprises qui répondent aux critères visés à cet article 39 de l'arrêté royal du 8 octobre 1976 ont la faculté, en vertu de l'article 52, § 2, d'établir leurs comptes annuels relatifs à l'exercice prenant cours entre le 1er janvier 1983 et le 31 décembre 1983, selon le même schéma abrégé, lors même qu'elles dépassent plus d'un des critères du nouvel article 12, § 2.

Nous avons l'honneur d'être

Sire,

de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,

Le Ministre des Affaires économiques,
M. EYSKENS

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances
et du Commerce extérieur,
W. DE CLERCQ

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice
et des Réformes institutionnelles,
J. GOL

Le Ministre des Travaux publics et des Classes moyennes,
L. OLIVIER

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Affaires économiques, le 22 juin 1983, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal du 12 septembre 1983 « modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels des entreprises », a donné le 13 juillet 1983 l'avis suivant :

L'arrêté royal en projet a principalement pour objet d'adapter les dispositions de l'arrêté royal du 8 octobre 1976 à la « quatrième directive du Conseil » du 25 juillet 1978 (*Journal officiel* du 14 août 1978). Aux termes de l'article 55 de cette directive, les législations nationales devaient se conformer à la directive dans un délai de deux ans à compter de sa notification aux Etats membres, sous réserve de la disposition de l'article 55-2 de la directive.

La loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises n'a toutefois été modifiée que récemment, notamment par la loi du 1er juillet 1983 (*Moniteur belge* du 8 juillet 1983), de sorte que le présent projet n'a pu être établi avant cette date.

Eu égard au bref délai qui lui a été imparti, le Conseil d'Etat doit limiter son avis aux observations les plus importantes.

OBSERVATIONS GENERALES

1. La terminologie employée par le projet s'écarte sur certains points de celle de la directive, sans que ces divergences soient justifiées.

Ainsi, par exemple, le projet (comme la loi du 1er juillet 1983) utilise-t-il l'expression « compte de résultats », alors que la directive emploie l'expression « compte de profits et pertes ». Une observation analogue s'applique à l'expression néerlandaise « opbrengsten en kosten » : dans la directive il est question de « lasten en baten ». Enfin, l'article 12 de la loi du 17 juillet 1975 et l'article 7, § 2, du projet, emploient l'expression « schéma abrégé ».

Gelet op het nieuwe artikel 12 van de wet van 17 juli 1975 en op de verhoging van de criteria inzake kleine en middelgrote ondernemingen bepaald in § 2 van het betrokken artikel, staat artikel 52, § 1, de ondernemingen bedoeld in hoger genoemd artikel 12, § 2, toe, hun jaarrekening over het boekjaar dat ingaat vanaf 1 januari 1983 tot en met 31 december 1983 op te maken volgens het beknopte schema voorzien in het vroegere artikel 39 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976. Anderzijds mogen de ondernemingen die beantwoorden aan de criteria bedoeld in het vroegere artikel 39 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 hun jaarrekening over het boekjaar dat ingaat vanaf 1 januari 1983 tot en met 31 december 1983 krachtens artikel 52, § 2, opmaken overeenkomstig eenzelfde beknopt schema, ook al zouden ze daarvoor krachtens het nieuwe artikel 12, § 2, niet meer in aanmerking komen.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,

van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Economische Zaken,
M. EYSKENS

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Financiën en Buitenlandse Handel,
W. DE CLERCQ

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Justitie en Institutionele Hervormingen,
J. GOL

De Minister van Openbare Werken en Middenstand,
L. OLIVIER

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 22e juni 1983 door de Minister van Economische Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit van 12 september 1983 « tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 met betrekking tot de jaarrekening van de ondernemingen », heeft de 13e juli 1983 het volgende advies gegeven :

Het ontwerp van koninklijk besluit strekt er in hoofdzaak toe de bepalingen van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 aan te passen aan de « vierde richtlijn van de Raad » van 25 juli 1978 (*Publicatieblad* van 14 augustus 1978). Luidens artikel 55 van deze richtlijn dienen de nationale wetgevingen aan de richtlijn te voldoen binnen twee jaar van de kennisgeving van de richtlijn aan de Lid-Staten, onder voorbehoud van het bepaalde in artikel 55-2 van de richtlijn.

De wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen werd evenwel slechts gewijzigd bij de wet van 1 juli 1983 (*Belgisch Staatsblad* van 8 juli 1983), zodat het voorliggende ontwerp niet eerder kon worden vastgesteld.

Gelet op de korte termijn die hem is opgelegd, moet de Raad van State zich beperken tot de meest belangrijke opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. De in het ontwerp gebruikte terminologie stemt niet steeds overeen met de terminologie van de richtlijn, zonder dat de afwijkingen verantwoord worden.

Aldus wordt bijvoorbeeld in het ontwerp (zoals ook in de wet van 1 juli 1983) gebruik gemaakt van de uitdrukking « resultaatrekening » terwijl de richtlijn de uitdrukking « winst- en verliesrekening » gebruikt. Dezelfde opmerking geldt voor de uitdrukking « opbrengsten en kosten », daar waar de richtlijn het heeft over « lasten en baten ». Aldus, ten slotte, gebruiken artikel 12 van de wet van 17 juli 1975 en artikel 7, § 2, van het ont-

alors que la quatrième directive (article 11, article 47-2) parle de « bilan abrégé ». Dans le commentaire des articles, le Conseil d'Etat ne reviendra plus sur ces discordances ni sur d'autres. Il y a lieu d'observer toutefois que de telles discordances doivent être évitées dans un arrêté qui est établi en vue de la mise en œuvre d'une directive qui a précisément pour objectif de coordonner les législations nationales.

2. Le rapport au Roi est fort sommaire en ce qui concerne certains articles, alors que les modifications qu'ils apportent mériteraient souvent un commentaire plus ample.

3. Afin d'améliorer la lisibilité du projet, le Conseil d'Etat propose de diviser celui-ci en trois chapitres. Le chapitre Ier pourrait comporter les modifications qui sont apportées au texte de l'arrêté royal du 8 octobre 1976 (articles 1er à 45 du projet), le chapitre II, celles qui sont apportées aux annexes de l'arrêté royal du 8 octobre 1976 (articles 46 à 49 du projet). Le chapitre III (« Dispositions diverses ») comprendrait entre autres la disposition d'entrée en vigueur et les dispositions transitoires (articles 50 à 54).

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Préambule

Le premier référant sera rédigé comme suit :

« Vu la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises, notamment les articles 4, alinéa 6 et 7, alinéa 4, et les articles 10, 11, 2^e et 3^e, et 12, modifiés par la loi du 1er juillet 1983; ».

Entre le premier et le deuxième référant, il y a lieu d'insérer le texte suivant :

« Vu la quatrième directive du Conseil des Communautés européennes du 25 juillet 1978 fondée sur l'article 54, alinéa 3, sous g) du Traité et concernant les comptes annuels de certaines formes de sociétés; ».

Article 1er

Cet article concerne le champ d'application de l'arrêté en projet. Il est à remarquer, à cet égard, que l'article 1er de la loi du 17 juillet 1975 a été modifié par l'article 1er de la loi du 1er juillet 1983 en ce sens, notamment, qu'il faut également entendre par « entreprises » « les organismes publics qui exercent une mission statutaire à caractère commercial, financier ou industriel ». Cette catégorie pouvant aussi comprendre des organismes publics qui dépendent d'une Communauté ou d'une Région, la question se pose de savoir si le Roi est encore compétent pour établir, en ce qui concerne ces organismes publics, les dispositions portées par le projet. Il apparaît toutefois que les articles 18 à 22 de la loi du 17 juillet 1975, qui constituent le fondement légal de l'arrêté en projet, apportent des modifications au Code de commerce, dans lesquelles il est fait expressément référence, notamment, au chapitre Ier de la loi du 17 juillet 1975 précitée. Il est clair, dès lors, que les dispositions du chapitre Ier précité font partie du Code de commerce et que, par suite, leur exécution relève exclusivement de la compétence du Roi.

Dans le 1^{er}, on supprimera la virgule après les mots « ou en commandite simple ».

Le 2^e est en fait superflu, l'exception étant déjà prévue par l'article 16, § 1er, de la loi du 17 juillet 1975. Un commentaire dans le rapport au Roi suffirait.

Le rapport au Roi ne donne pratiquement aucune explication en ce qui concerne le 3^e, alors que l'objet et la portée de cette disposition ne sont pas évidents. On reviendra sur ce point à l'occasion de l'examen de l'article 37 du projet.

On écrira « sous réserve de la disposition ... » au lieu de « sous réserve de l'application ... ».

Article 3

Cette disposition consacre le principe important selon lequel les comptes annuels doivent donner une « image fidèle » du patrimoine, de la situation financière ainsi que des résultats de l'entreprise.

verp de uitdrukking « verkort schema », terwijl de vierde richtlijn (artikel 11, artikel 47-2) het heeft over een « verkorte balans ». In het commentaar bij de artikelen, zal de Raad van State op deze en andere afwijkingen niet terugkomen. Opgemerkt zij evenwel dat dergelijke afwijkingen moeten worden vermeden in een besluit genomen ter voldoening aan een richtlijn, die toch de coördinatie van de nationale wetgevingen nastreeft.

2. Het Verslag aan de Koning is bij bepaalde artikelen vrij summier, terwijl sommige ingevoerde wijzigingen toch een ruimere toelichting zouden vereisen.

3. Ten einde de leesbaarheid van het ontwerp te verhogen, stelt de Raad van State voor het ontwerp in drie hoofdstukken in te delen. Hoofdstuk I zou de wijzigingen aan de tekst van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 kunnen omvatten (artikelen 1 tot 45 van het ontwerp). In hoofdstuk II zouden de wijzigingen aan de bijlagen bij het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 kunnen worden opgenomen (artikelen 46 tot 49 van het ontwerp). In een hoofdstuk III (« Diverse bepalingen ») zouden onder meer de regeling van de inwerkingtreding en de overgangsbepalingen kunnen worden opgenomen (artikelen 50 tot 54).

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Aanhef

Men stelle de eerste aanhaling als volgt :

« Gelet op de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen, inzonderheid op de artikelen 4, zesde lid, en 7, vierde lid, en op de artikelen 10, 11, 2^e en 3^e, en 12, gewijzigd bij de wet van 1 juli 1983; ».

Tussen de eerste en de tweede aanhaling voege men volgende aanhaling in :

« Gelet op de vierde richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 25 juli 1978 op de grondslag van artikel 54, lid 3, sub g), van het Verdrag betreffende de jaarrekening van bepaalde vennootschapsvormen; ».

Artikel 1

Dit artikel betreft het toepassingsgebied van het ontwerp van besluit. Hierbij zij opgemerkt dat artikel 1 van de wet van 17 juli 1975 bij artikel 1 van de wet van 1 juli 1983 (met name in die zin werd gewijzigd dat onder « ondernemingen » ook moeten worden verstaan « de openbare instellingen die een statutaire opdracht vervullen van commerciële, financiële of industriële aard ». Hierbij kunnen ook openbare instellingen begrepen zijn die afhangen van een Gemeenschap of een Gewest, zodat de vraag rijst of de Koning nog bevoegd is om, wat die openbare instellingen betreft, de in het ontwerp opgenomen bepalingen vast te stellen. Het blijkt evenwel dat de artikelen 18 tot 22 van de wet van 17 juli 1975, die de rechtsgrond vormt voor het ontwerp van besluit, wijzigingen aantbrengen aan het Wetboek van Koophandel, waarbij met name uitdrukkelijk verwezen wordt naar hoofdstuk I van voornoemde wet van 17 juli 1975. Het is dan ook duidelijk dat de regeling vervat in het voornoemde hoofdstuk I deel uitmaakt van het Wetboek van Koophandel en dat derhalve de uitvoering van die regeling uitsluitend binnen de bevoegdheid van de Koning valt.

In het 1^e schrappen men de komma na de woorden « commanditaire vennootschappen ».

Het 2^e is in wezen overbodig, vermits in deze uitzondering reeds wordt voorzien bij artikel 16, § 1, van de wet van 17 juli 1975. Een toelichting in het Verslag aan de Koning zou hier volstaan.

Bij het 3^e verstrekt het Verslag aan de Koning praktisch geen toelichting, hoewel de strekking en de toedracht van deze bepaling niet vanzelfsprekend zijn. Hierop wordt teruggekomen in het commentaar bij artikel 37 van het ontwerp.

In plaats van « behoudens hetgeen is bepaald ... » schrijve men : « onder voorbehoud van het bepaalde ... ».

Artikel 3

Deze bepaling legt het belangrijkste principe vast dat de jaarrekening een « getrouw beeld » moet geven van het vermogen, de financiële positie en de resultaten van de onderneming.

Cette disposition correspond en substance au prescrit de l'article 2-3 de la quatrième directive (à cette différence près que le texte néerlandais de la directive dit : « het resultaat » et non « de resultaten », comme le fait le projet). Le critère de l'« image fidèle » joue un rôle essentiel dans la quatrième directive.

Dans le projet d'arrêté, ce principe est toutefois complété par le texte originel de l'article 3 de l'arrêté royal du 8 octobre 1976. De la combinaison des deux alinéas, on peut inférer que le contenu de l'alinéa 2 est une définition de la notion de l'« image fidèle », employée à l'alinéa 1er. Ceci peut prêter à confusion, d'autant plus que la disposition de l'alinéa 2 ne correspond à aucune disposition de la quatrième directive.

Il serait sans doute préférable de se limiter — comme le fait la quatrième directive — au critère de l'« image fidèle », le contenu de l'alinéa 2 en projet pouvant alors être repris dans le rapport au Roi, au seul titre de commentaire.

Article 4

Cette disposition, qui correspond en substance à l'article 2-4 de la quatrième directive, gagnerait à être rédigée comme suit :

« Lorsque l'application des dispositions du présent arrêté ne suffit pas pour donner l'image fidèle visée à l'article 3, des informations complémentaires doivent être fournies dans l'annexe ».

Article 7

La concordance entre les versions française et néerlandaise du § 3 n'est pas parfaite.

Le texte néerlandais gagnerait à être rédigé comme suit :

« § 3. De posten van de in §§ 1 en 2 bedoelde balans en resultatenrekening, alsmede de vermeldingen van de in deze paragrafen bedoelde toelichting mogen worden weggelaten wanneer deze zonder voorwerp zijn voor het betrokken boekjaar; wanneer voor deze posten en vermeldingen de bedragen van het voorafgaande boekjaar moeten worden vermeld, mogen ze slechts worden weggelaten wanneer ze ook voor dat boekjaar zonder voorwerp zijn ».

Article 10

Contrairement à ce qu'affirme le rapport au Roi, la définition de la notion de « provisions pour risques et charges » n'est pas conforme à la quatrième directive. Aux termes de l'article 20 de la directive, les provisions ont pour objet de couvrir les pertes ou dettes qui, à la date de clôture du bilan, sont ou probables ou certaines mais indéterminées quant à leur montant et à la date de leur survenance.

Selon la réglementation belge, les dettes de l'exercice comprennent les charges à payer pour lesquelles il n'existe pas encore de titre à la date de clôture du bilan mais dont le montant est déterminé ou susceptible d'être estimé avec précision (chapitre III « Définition des rubriques » VIII et IX »).

Alors que l'article 2-6 de la quatrième directive dispose que les Etats membres peuvent autoriser ou exiger la divulgation dans les comptes annuels d'autres informations « en plus » de celles dont la divulgation est exigée par cette directive, la disposition du projet exige apparemment « moins » que la directive sans que le rapport au Roi ne s'explique concernant cet écart par rapport à la directive, ni n'indique de fondement légal qui puisse le justifier.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas pourquoi l'alinéa 2 du nouvel article 13 n'a pas repris le texte de la disposition, claire et nette de l'article 20-3 de la quatrième directive.

Article 11

Alors que cette disposition vise manifestement à la mise en œuvre partielle de l'article 2-5 de la quatrième directive, il n'apparaît pas clairement au Conseil d'Etat pourquoi le projet parle de « patrimoine, situation financière ou résultats de l'entreprise » alors que la directive dit : « le patrimoine, la situation financière et les résultats ».

On observera, à cet égard, que l'article 3 du projet emploie à juste titre la locution conjonctive « ainsi que » au lieu de la conjonction « ou ».

Deze bepaling stemt in wezen overeen met het voorschrift van artikel 2-3 van de vierde richtlijn (met dien verstande dat aldaar sprake is van « het resultaat », en niet van « de resultaten », zoals in het ontwerp). Het criterium van het « getrouw beeld » vervult een centrale rol in de vierde richtlijn.

In het ontwerp van besluit wordt dit principe evenwel aangevuld met de oorspronkelijke tekst van artikel 3 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976. Uit de samenloop van de twee leden kan men afleiden dat de inhoud van het tweede lid een omschrijving is van het in het eerste lid gehanteerde begrip van het « getrouw beeld ». Dit kan tot verwarring aanleiding geven, temeer daar het bepaalde van het tweede lid niet overeenstemt met enige bepaling van de vierde richtlijn.

Wellicht ware het verkieslijk zich te beperken — zoals de vierde richtlijn — tot het criterium van het « getrouw beeld », in welk geval de inhoud van het tweede lid van het ontwerp, uitsluitend als toelichting, in het Verslag aan de Koning zou worden opgenomen.

Artikel 4

Deze bepaling, die in wezen overeenstemt met artikel 2-4 van de vierde richtlijn, ware beter als volgt gesteld :

« Wanneer de toepassing van de bepalingen van dit besluit niet voldoende is om het in artikel 3 bedoelde getrouwe beeld te geven, moeten aanvullende inlichtingen worden verstrekt in de toelichting ».

Artikel 7

De Nederlandse en de Franse tekst van § 3 zijn niet volledig in overeenstemming.

De Nederlandse tekst wordt beter als volgt geredigeerd :

« § 3. De posten van de in §§ 1 en 2 bedoelde balans en resultatenrekening, alsmede de vermeldingen van de in deze paragrafen bedoelde toelichting mogen worden weggelaten wanneer deze zonder voorwerp zijn voor het betrokken boekjaar; wanneer voor deze posten en vermeldingen de bedragen van het voorafgaande boekjaar moeten worden vermeld, mogen ze slechts worden weggelaten wanneer ze ook voor dat boekjaar zonder voorwerp zijn ».

Artikel 10

In tegenstelling met wat in het Verslag aan de Koning staat, is de bepaling van het begrip « voorzieningen voor risico's en kosten » niet in overeenstemming met de vierde richtlijn. Volgens artikel 20 van de richtlijn beogen voorzieningen ook een dekking te vormen voor verliezen of verplichtingen die op de balansdatum als waarschijnlijk of vaststaand worden beschouwd doch waarvan niet bekend is in welke omvang en wanneer zij zullen ontstaan.

Volgens de Belgische regeling worden onder de schulden van het boekjaar begrepen, de te betalen kosten waarvoor bij het afsluiten van het boekjaar nog geen titel bestaat maar die naar hun bedrag bepaald of nauwkeurig bepaalbaar zijn (hoofdstuk III « Omschrijving van de rubrieken » VIII en IX).

Waar artikel 2-6 van de vierde richtlijn bepaalt dat de Lid-Staten kunnen toestaan of verlangen dat in de jaarrekening « meer » inlichtingen worden verschaft dan bedoelde richtlijn vereist, verlangt deze bepaling van het ontwerp blijkbaar « minder » dan de richtlijn, zonder dat het Verslag aan de Koning voor deze afwijking ten aanzien van de richtlijn enige toelichting of rechtsgrond verstrekt.

Bovendien is het de Raad van State niet duidelijk, waarom in het tweede lid van het nieuw artikel 13 niet de tekst is overgenomen van de duidelijke bepaling van artikel 20-3 van de vierde richtlijn.

Artikel 11

Waar deze bepaling klaarblijkelijk beoogt ten dele uitvoering te geven aan artikel 2-5 van de vierde richtlijn, is het de Raad van State niet duidelijk waarom in het ontwerp sprake is van « het vermogen, de financiële positie of de resultaten van de onderneming », terwijl artikel 2-5 van de richtlijn het heeft over « het vermogen, de financiële positie en het resultaat ».

Hierbij zij opgemerkt dat in artikel 3 van het ontwerp terecht het voegwoord « en » in plaats van « of » wordt gebruikt.

Article 13

Il n'apparaît pas clairement pourquoi l'alinéa 1er n'a pas repris en substance le texte de la première phrase de l'article 2-5 de la quatrième directive, qui mentionne expressément le critère de l'« image fidèle ».

Il convient en tout cas de remplacer les mots « ne conduirait pas au respect du prescrit de l'article 3 » par les mots « ne suffirait pas pour satisfaire au prescrit de l'article 3 ».

L'alinéa 3 s'écarte de l'article 2-5 de la quatrième directive, qui fait également état de l'influence sur la situation financière (de l'entreprise).

Article 14

Au 2°, il y a discordance entre le texte néerlandais (« het cijfermatig bepalen van ... ») et le texte français (« l'estimation »).

Le 3° a manifestement pour objet de mettre en œuvre l'article 43 (11 et 12) de la quatrième directive, disposition qui est cependant beaucoup plus claire que le texte du projet.

L'expression néerlandaise « andere sociale voordelen » est en tout cas incorrecte et procède sans doute d'une traduction erronée du texte français.

Article 17

Aux termes de l'article 35-4 de la quatrième directive, l'inclusion dans le coût de revient des intérêts sur les capitaux empruntés pour financer la fabrication d'immobilisations est permise.

Selon l'article 17, 3°, du projet, cette inclusion n'est pas possible en principe. Les intérêts intercalaires peuvent cependant être inclus dans les frais d'établissement. Finalement, une plus grande protection est ainsi assurée aux tiers puisque les frais d'établissement doivent être amortis plus rapidement et qu'ils doivent, selon la modification en cours de la législation sur les sociétés, être déduits du bénéfice distribuable.

Ce régime plus sévère est admissible en vertu de l'article 2-6 de la quatrième directive.

Article 18

A l'alinéa 3, il y a lieu d'écrire « La valeur d'apport ... » au lieu de « Elle ... ».

Article 19 (2°)

Le projet ouvre la possibilité, dans certaines conditions, de passer les charges de restructuration aux frais d'établissement. Eu égard au caractère précaire que présentent de nombreux plans de restructuration d'entreprises en difficulté, on peut se demander si cette faculté se concilie bien avec la disposition du nouvel article 3 de l'arrêté royal du 8 octobre 1976 selon laquelle les comptes annuels doivent donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que des résultats de l'entreprise.

La quatrième directive ne prévoit pas expressément pareille possibilité de porter ces charges à l'actif. Il est vrai que, pour la définition des « frais d'établissement », l'article 9 de la directive renvoie à la législation nationale. Les charges de restructuration peuvent donc, à la rigueur, y être comprises sous réserve toutefois de l'obligation générale de donner une « image fidèle », prévue par l'article 3 du projet.

Une règle de cette nature revêtant une importance considérable pour les intérêts des tiers — au sens de l'article 54-3-g) du Traité C.E.E., qui constitue le fondement légal de la quatrième directive — il est recommandé de commenter et de justifier plus amplement cette dérogation dans le Rapport au Roi.

Article 23

§ 2. Etant donné qu'il y a des « comptes de régularisation » aussi bien à l'actif qu'au passif du bilan, il convient de spécifier dans le texte du nouvel article 27bis qu'il s'agit d'une inscription « en comptes de régularisation du passif ».

§ 4. On écrira « sont d'application analogue » et « appliqué de manière analogue » plutôt que « par analogie ».

Article 24

Le nouvel alinéa 4 du § 2 de l'article 28 de l'arrêté royal du 8 octobre 1976 prévoit un amortissement pouvant être réparti sur une durée supérieure à cinq ans et la justification de cet amortissement dans l'annexe.

Artikel 13

Het is de Raad van State niet duidelijk waarom in het eerste lid niet in wezen de tekst is overgenomen van de eerste zin van artikel 2-5 van de vierde richtlijn, die uitdrukkelijk melding maakt van het criterium van het « getrouw beeld ».

Alleszins vervange men « strijdig is met het voorschrift van artikel 3 » door « niet voldoende is voor het bepaalde in artikel 3 ».

In het derde lid wordt afgeweken van artikel 2-5 van de vierde richtlijn, waar immers ook sprake is van de invloed op de financiële positie (van de onderneming).

Artikel 14

In het 2° stemt de Nederlandse tekst (« het cijfermatig bepalen van ... ») niet overeen met de Franse (« l'estimation »).

Het 3° beoogt klaarblijkelijk uitvoering te geven aan artikel 43 (11 en 12) van de vierde richtlijn, welke bepaling evenwel merkeliĳk duidelijker is dan de tekst van het ontwerp.

De uitdrukking « andere sociale voordelen » is alleszins fout, en stoelt wellicht op een verkeerde vertaling van de Franse tekst.

Artikel 17

Luidens artikel 35-4 van de vierde richtlijn mag de rente op vreemd vermogen dat wordt gebruikt voor de financiering van de productie van vaste activa in de vervaardigingskosten worden opgenomen.

Luidens artikel 17, 3°, van het ontwerp is dat in beginsel niet mogelijk. De intercalaire intresten mogen wel onder de oprichtingskosten gebracht worden. Dit geeft uiteindelijk een grotere bescherming aan derden, omdat de oprichtingskosten versneid moeten worden afgeschreven en volgens de aan de gang zijnde wijziging van de vennootschapswetgeving in mindering gebracht moeten worden van de uitkeerbare winst.

Dergelijke strengere regeling is toelaatbaar op grond van artikel 2-6 van de vierde richtlijn.

Artikel 18

In de Franse tekst van het derde lid schrijve men « La valeur d'apport ... » in plaats van « Elle ... ».

Artikel 19 (2°)

Onder bepaalde voorwaarden wordt de mogelijkheid opgenomen om herstructureringskosten onder de oprichtingskosten te boeken. Gelet op het precare karakter van vele herstructureringsplannen voor bedrijven in moeilijkheden, rijst de vraag of dergelijke mogelijkheid wel te verzoenen is met het bepaalde in het nieuwe artikel 3 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976, namelijk dat de jaarrekening een getrouw beeld moet geven van het vermogen, de financiële positie en de resultaten van de onderneming.

In de vierde richtlijn is een gelijkwaardige activeringsmogelijkheid niet uitdrukkelijk opgenomen. In artikel 9 van de richtlijn wordt voor de bepaling van « kosten van oprichting en uitbreiding » weliswaar verwezen naar het nationale recht. Herstructureringskosten kunnen daar dus desgevallend onder begrepen worden onder voorbehoud evenwel van de algemene verplichtingen van het « getrouw beeld », zoals bepaald in artikel 3 van het ontwerp.

Vermits een zodanige regeling een aanzienlijke betekenis heeft voor de belangen van derden — als bedoeld in artikel 54-3-g) van het E.E.G.-verdrag, hetwelk de rechtsgrond is van de vierde richtlijn — verdient het aanbeveling dat deze afwijking nader wordt toegelicht en verantwoord in het Verslag aan de Koning.

Artikel 23

§ 2. Vermits zowel op het actief als op het passief van de balans « overlopende rekeningen » voorkomen, moet in de tekst van het nieuwe artikel 27bis gespecificeerd worden dat het gaat over een boeking « onder de overlopende rekeningen van het passief ».

§ 4. Men vervange « per analogie » door « op overeenkomstige wijze ».

Artikel 24

Het nieuwe vierde lid in § 2 van artikel 28 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 voorziet in een mogelijke afschrijving over meer dan vijf jaar en in een verantwoording van zodanige afschrijving in de toelichting.

Cette disposition n'est pas conforme à l'article 37 de la quatrième directive en ce qu'elle accorde une dérogation générale alors que ledit article 37 n'autorise de dérogations que « pour des cas exceptionnels ».

Article 29

Il est question dans la quatrième directive d'une « réserve de réévaluation » (voir notamment l'article 33). L'arrêté belge d'exécution utilise l'expression « plus-values de réévaluation ». Du point de vue de son contenu, la disposition paraît toutefois en concordance avec la quatrième directive. Selon le délégué du Gouvernement, on a opté pour l'expression « plus-values de réévaluation » parce qu'en Belgique, la notion de réserve est associée à celle de bénéfice. Il ne s'agit pas en l'occurrence d'un bénéfice, mais d'une plus-value en principe non réalisée qui est exprimée dans le bilan.

Articles 33, 34 et 35

Les comptes annuels dont la loi prescrit le dépôt doivent évidemment être établis non seulement conformément aux chapitres Ier et II de l'arrêté royal du 8 octobre 1976, mais aussi en respectant les dispositions du chapitre IV.

Par suite de l'abrogation des articles 38 et 39 de l'arrêté royal du 8 octobre 1976, le chapitre III ne comporte plus que le seul article 37, qui renvoie aux chapitres Ier, II (et IV). Les comptes annuels qui doivent être déposés ne diffèrent donc des comptes annuels internes à établir, qu'en ce qui concerne la disposition de l'alinéa 2 du nouvel article 37 (libellé en francs ou en milliers de francs). Du point de vue de la technique législative, et afin de rendre la consultation de l'arrêté royal du 8 octobre 1976, plus aisée, il est indiqué d'insérer la disposition de l'article 37, alinéa 2, relative aux comptes annuels à déposer, dans l'article 2, sous la forme d'un nouvel alinéa et de spécifier aux articles 2 et 4 que sont visés tant les comptes annuels internes que les comptes annuels à déposer, en faisant référence non seulement à l'article 7, mais aussi à l'article 10 de la loi du 17 juillet 1975. Le chapitre III de l'arrêté royal du 8 octobre 1976 pourrait ainsi être abrogé.

Article 36

Dans le texte néerlandais, la phrase introductive de l'alinéa 2 (« Indien de onderneming ... ») manque de précision en ce sens qu'elle fait référence au « continuïteitsbeginsel, bedoeld in artikel 15, derde lid », alors que dans le texte néerlandais de cette dernière disposition, ce « continuïteitsbeginsel » (dans le texte français : « perspective de continuité ») n'est pas mentionné de manière expresse. De plus amples explications dans le Rapport au Roi seraient souhaitables : les règles d'évaluation doivent être adaptées dès qu'une entreprise cesse ses activités ou dès qu'il est établi qu'en vue notamment de la protection des intérêts des tiers, l'application du principe de continuité ne se justifie plus.

Article 37

Afin d'éviter de trop nombreuses références en cascade, il est souhaitable de remplacer les mots « Les entreprises d'assurances autres que celles visées à l'article 16, § 2, alinéa 2, de la loi du 17 juillet 1975 » par les mots : « Les entreprises d'assurances qui ne doivent pas être agréées en application de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances ».

Selon les renseignements fournis par le fonctionnaire délégué, les entreprises non visées à l'article 16, § 2, alinéa 2, de la loi du 17 juillet 1975 sont celles qui n'ont pas été agréées par le Roi sur base de la législation concernant le contrôle des entreprises d'assurances.

Quant aux entreprises définitivement exclues, il résulte de l'article 2, § 2, de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances que cette loi n'est pas applicable :

— aux sociétés mutualistes reconnues conformément à la loi du 23 juin 1894;

— aux caisses communes, entreprises privées à primes fixes, institutions publiques pour ce qui concerne les opérations visées (a) par la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail et (b) par les lois relatives aux régimes de retraite et de survie des ouvriers, des employés, des ouvriers mineurs, des marins et des travailleurs indépendants.

Toutes ces entreprises ne sont pas, à l'heure actuelle, visées directement par l'article 1er de la loi du 17 juillet 1975, de sorte que le nouvel article 41 de l'arrêté royal du 8 octobre 1976 ne trouve pas à s'y appliquer.

Deze bepaling strookt niet met artikel 37 van de vierde richtlijn, in zoverre zij een algemene afwijking toestaat, terwijl bedoeld artikel 37 afwijkingen slechts toestaat in « uitzonderingsgevallen ».

Artikel 29

In de vierde richtlijn is sprake van een « herwaarderingsreserve » (zie onder meer artikel 33). In het Belgisch uitvoeringsbesluit wordt de term « herwaarderingsmeerwaarden » gebruikt. De regeling blijkt evenwel inhoudelijk in overeenstemming met de vierde richtlijn. Volgens de gemachtigde van de Regering heeft men geopteerd voor de term « herwaarderingsmeerwaarden » omdat in België het begrip reserve verbonden wordt aan winst. In casu betreft het evenwel geen winst maar een in beginsel niet gerealiseerde meerwaarde die tot uitdrukking gebracht wordt in de balans.

Artikelen 33, 34 en 35

De jaarrekening waarvan de neerlegging bij de wet is voorgeschreven, moet uiteraard niet alleen opgesteld worden overeenkomstig de hoofdstukken I en II van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 maar ook overeenkomstig hoofdstuk IV.

Ingevolge de opheffing van de artikelen 38 en 39 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 bevat hoofdstuk III nog slechts artikel 37 dat verwijst naar de hoofdstukken I, II (en IV). De jaarrekeningen die moeten neergelegd worden zullen dus enkel voor wat in het tweede lid van het nieuwe artikel 37 bepaald is (uitdrukking in franken of in duizend franken) verschillen van de interne jaarrekening die moet opgemaakt worden. Wetgevings-technisch en voor de hanterbaarheid van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 is het aangewezen het bepaalde in artikel 37, tweede lid, voor de meer te leggen jaarrekening over te brengen naar een nieuw derde lid van artikel 2 en in de artikelen 2 en 4 te specificeren dat zowel de interne jaarrekening als de naar te leggen jaarrekening bedoeld zijn door verwijzing niet alleen naar artikel 7 maar ook naar artikel 10 van de wet van 17 juli 1975. Hoofdstuk III van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 zou aldus kunnen opgeheven worden.

Artikel 36

De inleidende zin van het tweede lid (« Indien de onderneming ... ») is in zoverre onduidelijk dat verwezen wordt naar « het continuïteitsbeginsel, bedoeld in artikel 15, derde lid », terwijl in laatstebedoelde bepaling het continuïteitsbeginsel als zodanig niet uitdrukkelijk wordt vermeld. Een nadere toelichting in het Verslag aan de Koning ware wenselijk : de waarderingsregels moeten worden aangepast zodra een onderneming haar bedrijf stopzet, of zodra vaststaat dat, met name ter bescherming van de belangen van derden, de toepassing van het continuïteitsbeginsel niet meer verantwoord is.

Artikel 37

Ten einde al te veelvuldige verwijzingen in cascadevorm te vermijden, vervange men « De verzekeringsondernemingen die niet worden bedoeld bij artikel 16, § 2, tweede lid, van de wet van 17 juli 1975 » door « De verzekeringsondernemingen die geen toelating behoeven met toepassing van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen ».

Luidens door de gemachtigde ambtenaar verstrekte inlichtingen zijn de verzekeringsondernemingen die niet bedoeld zijn bij artikel 16, § 2, tweede lid, van de wet van 17 juli 1975, die ondernemingen die niet door de Koning werden toegelaten op grond van de wetgeving betreffende de controle op de verzekeringsondernemingen.

Wat de definitief uitgesloten ondernemingen betreft, blijkt uit artikel 2, § 2, van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen dat deze wet niet van toepassing is op :

— de maatschappijen van onderlinge bijstand erkend overeenkomstig de wet van 23 juni 1964;

— de gemeenschappelijke fondsen, private ondernemingen met vaste premies, openbare instellingen, wat betreft de verrichtingen bedoeld (a) door de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, en (b) bij de wetten betreffende de rust- en overlevingspensioenen van arbeiders, bedienden, mijnwerkers, zeelieden en zelfstandigen.

Al deze ondernemingen zijn thans niet rechtstreeks bedoeld door artikel 1 van de wet van 17 juli 1975 zodat het nieuw artikel 41 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 geen toepassing vindt.

En ce qui concerne les entreprises exclues provisoirement, l'article 2, § 3, de la loi du 9 juillet 1975 prévoit une mise en vigueur différée de cette loi à l'égard de certaines entreprises spécifiques d'assurances ou de certaines catégories d'entreprises d'assurances. Jusqu'à présent, le Roi n'a fait usage de son pouvoir de soumettre les entreprises d'assurances visées à l'article 2, § 3 à la loi du 9 juillet 1975 que dans un seul cas, celui de la C.G.E.R.

Selon les renseignements communiqués au Conseil d'Etat, seules les entreprises suivantes, visées à l'article 2, § 3, 1^o et 2^o, de la loi du 9 juillet 1975 pourraient tomber directement sous l'application de la loi du 17 juillet 1975 :

— les sociétés coopératives qui restreignent leur activité à la commune de leur siège social ou à cette commune et aux communes voisines;

— les institutions publiques qui font des opérations d'assurance (par exemple, l'office national du Ducroire), à l'exclusion toutefois de la C.G.E.R., qui a été agréée.

A ces entreprises s'appliqueraient donc en principe, le nouvel article 41 de l'arrêté royal du 8 octobre 1976.

Article 46

Cet article vise à remplacer dans l'annexe à l'arrêté royal du 8 octobre 1976 le chapitre Ier par deux chapitres nouveaux. Ce remplacement appelle les observations ci-après :

CHAPITRE Ier

Section 3. — Contenu de l'annexe

A. XIX. Cette disposition énonce :

« Les indications suivantes relatives aux administrateurs et gérants :

— le montant en fin d'exercice des créances existant à leur charge, ainsi que les garanties constituées en leur faveur, et les autres engagements significatifs souscrits en leur faveur, avec mention des conditions principales relatives à ces créances, garanties et engagements;

— le montant des rémunérations directes et indirectes et des pensions attribuées, à charge du compte de résultats, respectivement aux administrateurs et gérants et aux anciens administrateurs et gérants, pour autant que cette mention ne porte pas à titre exclusif ou principal sur la situation d'une seule personne identifiable. »

Cette disposition ne concorde pas en tous points avec celle de l'article 43, n^o 12 et 13, de la directive, qui porte :

« 12) le montant des rémunérations allouées au titre de l'exercice aux membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance à raison de leurs fonctions, ainsi que les engagements nés ou contractés en matière de pensions de retraite à l'égard des anciens membres des organes précités. Ces informations doivent être données de façon globale pour chaque catégorie;

13) le montant des avances et des crédits accordés aux membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance, avec indication du taux d'intérêt, des conditions essentielles et des montants éventuellement remboursés, ainsi que les engagements pris pour leur compte au titre d'une garantie quelconque. Ces informations doivent être données de façon globale pour chaque catégorie. »

Cette observation vaut également, *mutatis mutandis*, pour le texte identique, relatif à l'annexe au bilan abrégé.

B. XX.

Cette disposition est rédigée comme suit :

« Le cas échéant, mention de l'objet d'une dérogation accordée par le Ministre des Affaires économiques en application de l'article 15 de la loi du 17 juillet 1975. »

Dans son avis concernant le projet qui est devenu la loi du 17 juillet 1975, le Conseil d'Etat avait fait certaines réserves au sujet du pouvoir que l'article 15 de la loi attribue, selon l'importance de l'entreprise, au Ministre des Affaires économiques ou au Ministre des Classes moyennes d'autoriser des entreprises désignées individuellement à déroger aux règlements arrêtés par le Roi sur base de cette loi. Or, l'annexe au bilan et au compte de résultats rend obligatoire la mention de l'objet de la dérogation accordée par le Ministre.

Inzake vroegerop uitgesloten ondernemingen voorziet artikel 2, § 3, van de wet van 9 juli 1975 in een uitgestelde inwerkingtreding ten aanzien van een aantal specifieke verzekeringsondernemingen of categorieën verzekeringsondernemingen. Tot nog toe heeft de Koning slechts in één geval (A.S.L.K.) gebruik gemaakt van zijn bevoegdheid om de in § 3 bedoelde verzekeringsondernemingen aan de wet van 9 juli 1975 te onderwerpen.

Naar aan de Raad van State is meegedeeld, zouden slechts volgende verzekeringsondernemingen bedoeld in artikel 2, § 3, 1^o en 2^o, van de wet van 9 juli 1975, rechtstreeks onder de toepassing van de wet van 17 juli 1975 kunnen vallen :

— de coöperatieve vennootschappen die hun bedrijvigheid beperken tot de gemeente waar hun maatschappelijke zetel is gevestigd of tot die gemeente en de omliggende gemeenten;

— de openbare instellingen die verzekeringsverrichtingen doen (bijvoorbeeld de Nationale Delcredere dienst), met uitsluiting evenwel van de A.S.L.K. die toegelaten werd.

Voor deze ondernemingen zou dus principieel het nieuw artikel 41 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 gelden.

Artikel 46

Dit artikel strekt ertoe in de bijlage van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 hoofdstuk I te vervangen door twee nieuwe hoofdstukken. Bij die vervanging zijn de volgende opmerkingen te maken :

HOOFDSTUK I

Afdeling 3. — Vermeldingen op te nemen in de toelichting

A. XIX. Deze bepaling luidt als volgt :

« De volgende gegevens over bestuurders en zaakvoerders :

— het bedrag per einde van het boekjaar van de vorderingen van de onderneming op bestuurders en zaakvoerders, alsmede de in hun voordeel toegestane waarborgen en de andere betekenisvolle verplichtingen aangegaan in hun voordeel, met vermelding van de belangrijkste voorwaarden inzake deze vorderingen, waarborgen en verplichtingen;

— het bedrag van de rechtstreekse en onrechtstreekse bezoldigingen en van de ten laste van de resultatenrekening toegekende pensioenen, respectievelijk aan bestuurders en zaakvoerders en aan oud-bestuurders en zaakvoerders, voor zover deze vermelding niet uitsluitend of hoofdzakelijk betrekking heeft op de toestand van een enkel identificeerbaar persoon. »

Deze bepaling stemt niet geheel overeen met het als volgt luidend voorschrift van artikel 43, nrs. 12 en 13, van de vierde richtlijn :

« 12) het bedrag van de bezoldigingen die voor het boekjaar aan de leden van de bestuurs-, leidinggevende en toezichhoudende organen, uit hoofde van hun werkzaamheden zijn toegekend, alsmede de pensioenen die zijn ingegaan en pensioenverplichtingen die zijn aangegaan met betrekking tot leden van die organen. Deze gegevens moeten door middel van een totaalbedrag voor elke genoemde groep worden verstrekt;

13) het bedrag van de aan leden van de bestuurs-, leidinggevende en toezichhoudende organen verleende voorschotten en kredieten, met vermelding van de intrestvoet, de belangrijkste voorwaarden en de eventueel afgeloste bedragen, alsmede de ten behoeve van de betrokken personen aangegane garantieverplichtingen van welke aard ook. Deze gegevens moeten door middel van een totaalbedrag voor elke genoemde groep worden verstrekt. »

Mutatis mutandis geldt deze opmerking ook voor de gelijke tekst inzake de toelichting bij de balans in verkorte vorm.

B. XX.

Deze bepaling luidt als volgt :

« In voorkomend geval, vermelding van het voorwerp van een door de Minister van Economische Zaken, met toepassing van artikel 15 van de wet van 17 juli 1975, verleende afwijking. »

In zijn advies bij de wet van 17 juli 1975 heeft de Raad van State voorbehoud gemaakt bij de bevoegdheid die bij artikel 15 van de wet naar gelang de grootte van de onderneming aan de Minister van Economische Zaken of aan de Minister van Middenstand wordt verleend om aan individueel aangewezen ondernemingen toelating te geven dat wordt afgeweken van de verordeningen die op grond van de wet door de Koning zijn vastgesteld. In de toelichting bij de balans en resultatenrekening wordt nu de vermelding van het voorwerp van de door de Minister van Economische Zaken gegeven afwijking verplicht gesteld.

De toute manière, l'article 15 de la loi du 17 juillet 1975 doit être interprété et appliqué en conformité de la quatrième directive (notamment des articles 45-1-b et 45-2).

Une autorisation ministérielle accordée sur la base de l'article 15 de ne pas mentionner dans l'annexe l'objet de la dérogation obtenue, pourrait donner lieu à une fausse interprétation des comptes annuels. Il ne peut dès lors, sur la base de l'article 15, être accordé d'autorisation de ne pas indiquer une dérogation dans l'annexe.

Il y a lieu, en tout cas, de supprimer les mots « Le cas échéant ... ».

Cette observation s'applique également, *mutatis mutandis*, au texte identique relatif à l'annexe au bilan abrégé.

Article 48 (2°)

La modification projetée pour le littéra b) de l'alinéa 1er et pour l'alinéa 3 vise à ajouter à l'énumération actuelle les mots « droits similaires » (en néerlandais : soortgelijke rechten). Dans la suite dudit alinéa 3 précité, le mot « marques » est suivi des mots « et autres droits similaires » (en néerlandais : en andere gelijkaardige rechten). Les termes utilisés déjà susceptibles, par leur seule imprécision de susciter des difficultés d'interprétation, il est hautement souhaitable de veiller scrupuleusement à l'unité de la terminologie.

Article 52

La connaissance du champ d'application exact de cet article exigerait celle du contenu de l'article 39 de l'arrêté du 8 octobre 1976 tel qu'il se présentait avant sa modification par l'arrêté en projet. Du point de vue de la technique législative et dans un souci de clarté, il se recommanderait d'inclure les cinq critères énoncés précédemment dans le texte de l'article 51. On écrira par ailleurs « l'article 35 du présent arrêté » au lieu de « l'article 31 ».

La chambre était composée de :

MM. :

H. Adriaens, président;
H. Coremans; Gh. Tacq, conseillers d'Etat;
G. Schrans; J. Gijsels, assesseurs de la section de législation;
Mme M. Benard, greffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. Gh. Tacq.

Le rapport a été présenté par M. P. De Wolf, auditeur adjoint.

Le greffier,
M. Benard.

Le président,
H. Adriaens.

12 SEPTEMBRE 1983

Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1976
relatif aux comptes annuels des entreprises

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises, notamment l'article 4, alinéa 6, et 7, alinéa 4, et les articles 10, 11, 2° et 3°, et 12, modifiés par la loi du 1er juillet 1983;

Vu la quatrième directive du Conseil des Communautés européennes du 25 juillet 1978 fondée sur l'article 54, § 3, sous g du traité et concernant les comptes annuels de certaines formes de sociétés;

Vu l'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels des entreprises, modifié par les arrêtés royaux des 27 décembre 1977 et 14 février 1979;

Vu l'avis du Conseil Central de l'Economie;

Vu l'avis de la Commission des Normes comptables;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires économiques, de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances et du Commerce extérieur, de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre

Alleszins moet artikel 15 van de wet van 17 juli 1975 uitgelegd en toegepast worden in overeenstemming met de vierde richtlijn (inzonderheid de artikelen 45-1-b en 45-2).

Een ministeriële toelating op grond van artikel 15 om in de toelichting geen melding te maken van het voorwerp van een verkregen afwijking, zou aanleiding kunnen geven tot een verkeerde interpretatie van de jaarrekening. Op basis van artikel 15 mag derhalve geen toelating worden verleend een afwijking niet op te nemen in de toelichting.

Alleszins schrappe men de woorden « in voorkomend geval ... ».

Mutatis mutandis geldt deze opmerking ook voor de gelijke tekst inzake de toelichting bij de balans in verkorte vorm.

Artikel 48 (2°)

De voorgenomen wijziging in b) van het eerste lid en in het derde lid beoogt de toevoeging van « soortgelijke rechten » aan de bestaande opsomming. Verder in hetzelfde derde lid wordt het woord « merken » gevolgd door « en andere gelijkaardige rechten ». Aangezien de vaagheid van de gebruikte termen reeds tot interpretatiegeschillen kan leiden, is terminologische eenheid ten zeerste wenselijk.

Artikel 52

Om het juiste toepassingsgebied van dit artikel te kennen zou men op de hoogte dienen te zijn van de inhoud van artikel 39 van het besluit van 8 oktober 1976 zoals het bestond vooraleer het door het voorniggend besluit werd gewijzigd. Wetgevingstechnisch en met het oog op de klaarheid van de tekst ware het wenselijk de vijf voorheen opgeroemde criteria in de tekst van dit artikel 52 op te nemen. Men schrijve overigens « artikel 35 van dit besluit » in plaats van « artikel 31 ».

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

H. Adriaens, voorzitter;
H. Coremans; Gh. Tacq, staatsraden;
G. Schrans; J. Gijsels, assessoren van de afdeling wetgeving;
Mevr. M. Benard, griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer Gh. Tacq.

Het verslag werd uitgebracht door de heer P. De Wolf, adjunct-auditeur.

De griffier,
M. Benard.

De voorzitter,
H. Adriaens.

12 SEPTEMBER 1983. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 met betrekking tot de jaarrekening van de ondernemingen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen, inzonderheid op het artikel 4, zesde lid, en 7, vierde lid, en op de artikelen 10, 11, 2° en 3°, en 12, gewijzigd bij de wet van 1 juli 1983;

Gelet op de vierde richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 25 juli 1978 op de grondslag van artikel 54, lid 3, sub g, van het Verdrag betreffende de jaarrekening van bepaalde vennootschapsvormen;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 met betrekking tot de jaarrekening van de ondernemingen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 27 december 1977 en 14 februari 1979;

Gelet op het advies van de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven;

Gelet op het advies van de Commissie voor Boekhoudkundige Normen;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Economische Zaken, van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën en van Buitenlandse Handel, van Onze Vice-Eerste Minister en Minister

de la Justice et des Réformes institutionnelles, de Notre Ministre des Travaux publics et des Classes moyennes et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil;

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier. — Modification au texte de l'arrêté royal du 8 octobre 1976

Article Ier. A l'article 1er de l'arrêté royal du 8 octobre 1976, relatif aux comptes annuels des entreprises, les mots « à l'exception des entreprises visées à l'article 12, et à l'article 16, § 1er, et § 2, alinéa 2 de cette loi » sont remplacés par les mots :

« à l'exception :

1° des commerçants, personnes physiques, et des sociétés en nom collectif ou en commandite simple, visés à l'article 5 de cette loi;

2° des entreprises visées à l'article 16, § 1er de cette loi;

3° des entreprises d'assurances et de réassurances, sous réserve de l'application de l'article 41 du présent arrêté. »

Art. 2. A l'article 2 du même arrêté, un alinéa 2 nouveau est introduit, libellé comme suit :

« Les comptes annuels sont libellés en francs belges. »

Art. 3. L'article 3 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 3. Les comptes annuels doivent donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'entreprise.

Ils doivent être établis avec clarté et indiquer systématiquement d'une part, à la date de clôture de l'exercice, la nature et le montant des avoirs et droits de l'entreprise, de ses dettes, obligations et engagements ainsi que de ses moyens propres et, d'autre part, pour l'exercice clôturé à cette date, la nature et le montant de ses charges et de ses produits. »

Art. 4. A l'article 4 du même arrêté, un alinéa 2 nouveau est introduit, libellé comme suit :

« Si l'application des dispositions du présent arrêté ne suffit pas pour satisfaire au prescrit de l'article 3, des informations complémentaires doivent être fournies dans l'annexe. »

Art. 5. A l'article 5 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « des postes correspondants » sont introduits après les mots « sans addition ou omission »;

2° un alinéa 2 nouveau est introduit, libellé comme suit :

« Le bilan d'ouverture d'un exercice doit, sans préjudice à l'application de l'article 11, alinéa 3, correspondre au bilan de clôture de l'exercice précédent. »

Art. 6. A l'article 6 du texte néerlandais du même arrêté, les mots « tussen rechten en verbintenissen » sont remplacés par les mots « tussen rechten en verplichtingen ».

Art. 7. L'article 7 du même arrêté modifié par l'article Ier de l'arrêté royal du 27 décembre 1977, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 7. § 1er. Le bilan et le compte de résultats sont, sans préjudice à l'article 9, alinéa 2, établis conformément aux schémas prévus au chapitre Ier de l'annexe au présent arrêté.

Le compte de résultats est, au choix de l'entreprise, présenté, soit sous la forme de liste, soit sous la forme de compte.

L'annexe comporte les états et renseignements prévus au chapitre Ier, section 3, de l'annexe au présent arrêté.

§ 2. Les entreprises qui répondent aux critères prévus à l'article 12, § 2 de la loi du 17 juillet 1975 ont toutefois la faculté d'établir leur bilan et leur compte de résultats selon les schémas abrégés prévus au chapitre II de l'annexe au présent

van Justitie en Institutionele Hervormingen, van Onze Minister van Openbare Werken en Middenstand en op advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Wijzigingen in de tekst van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976

Artikel 1: In artikel 1 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 met betrekking tot de jaarrekening van de ondernemingen worden de woorden « met uitzondering van de ondernemingen bedoeld in artikelen 12 en 16, § 1 en § 2, tweede lid, van deze wet » vervangen door de woorden :

« met uitzondering van :

1° de natuurlijke personen die koopman zijn, de vennootschappen onder firma en de gewone commanditaire vennootschappen, bedoeld in artikel 5 van die wet;

2° de ondernemingen bedoeld in artikel 16, § 1, van die wet;

3° de verzekerings- en de herverzekeringsondernemingen, onder voorbehoud van het bepaalde in artikel 41 van dit besluit. »

Art. 2. In artikel 2 van hetzelfde besluit wordt een nieuw tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De posten van de jaarrekening worden in Belgische franken uitgedrukt. »

Art. 3. Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 3. De jaarrekening moet een getrouw beeld geven van het vermogen, de financiële positie en het resultaat van de onderneming.

Zij moet duidelijk worden opgesteld en stelselmatig weergeven, enerzijds, de aard en het bedrag, op de dag waarop het boekjaar wordt afgesloten, van de bezittingen en rechten van de onderneming, van haar schulden en verplichtingen evenals van haar eigen middelen, en anderzijds, voor het op die dag afgesloten boekjaar, de aard en het bedrag van haar kosten en haar opbrengsten. »

Art. 4. In artikel 4 van hetzelfde besluit wordt een nieuw tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Wanneer de toepassing van de bepalingen van dit besluit niet volstaat om te voldoen aan het bepaalde in artikel 3 moeten aanvullende inlichtingen worden verstrekt in de toelichting. »

Art. 5. In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord « desbetreffende » wordt ingevoegd tussen de woorden « uit de balans van de » en het woord « rekeningen »;

2° een nieuw tweede lid wordt ingevoegd luidend als volgt :

« De beginbalans van een boekjaar moet, onverminderd de toepassing van artikel 11, derde lid, overeenstemmen met de eindbalans van het voorafgaande boekjaar. »

Art. 6. In artikel 6 van de Nederlandse tekst van hetzelfde besluit worden de woorden « tussen rechten en verbintenissen » vervangen door de woorden « tussen rechten en verplichtingen ».

Art. 7. Artikel 7 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 27 december 1977, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 7. § 1. De balans en de resultatenrekening worden, onverminderd de toepassing van artikel 9, tweede lid, opgesteld overeenkomstig de schema's opgenomen in hoofdstuk I van de bijlage bij dit besluit.

De resultatenrekening wordt, naar keuze van de onderneming, opgesteld in scrotoform of in staffelvorm.

De toelichting bevat de in hoofdstuk I, afdeling 3, van de bijlage bij dit besluit bepaalde gegevens en staten.

§ 2. De ondernemingen die voldoen aan de criteria vermeld in artikel 12, § 2, van de wet van 17 juli 1975, kunnen evenwel hun balans en hun resultatenrekening opstellen volgens de verkorte schema's opgenomen in hoofdstuk II van de bijlage bij dit besluit,

arrêté et une annexe abrégée comportant les états et renseignements prévus au chapitre II, section 3, de l'annexe au présent arrêté.

§ 3. Les postes du bilan, du compte de résultats et les mentions de l'annexe visés aux §§ 1er et 2 peuvent être omis s'ils sont sans objet pour l'exercice considéré; lorsque les chiffres relatifs à l'exercice précédent doivent être mentionnés, ils ne peuvent être omis que s'ils sont également sans objet pour l'exercice précédent.

§ 4. Le contenu des postes des comptes annuels est, dans la mesure où il appelle des précisions pour certains d'entre eux, défini au chapitre III de l'annexe au présent arrêté.

Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par rubriques, les postes du bilan et du compte de résultats qui sont précédés d'un chiffre romain ou d'une lettre majuscule, et par sous-rubriques les postes précédés d'un chiffre arabe. »

Art. 8. A l'article 9 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1er, les mots « qui sont mentionnées au schéma visé à l'article 7 » sont remplacés par les mots « dont la mention est imposée »;

2° l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

« Le libellé des rubriques précédées d'une lettre majuscule et des sous-rubriques prévues aux schémas est, si le respect du prescrit de l'article 3 le requiert, adapté aux caractéristiques propres de l'activité, du patrimoine et des produits et charges de l'entreprise. »

Art. 9. A l'article 11 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

« Le bilan et le compte de résultats indiquent pour chacune des rubriques et sous-rubriques les montants correspondants de l'exercice précédent; toutefois, lorsqu'une entreprise qui avait établi ses comptes annuels de l'exercice précédent conformément à l'article 7, § 2, est tenue d'établir ses comptes annuels pour l'exercice conformément à l'article 7, § 1er, l'indication des montants correspondants de l'exercice précédent peut être limitée aux montants qui figuraient de manière distincte dans les comptes annuels de l'exercice précédent. »;

2° l'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante :

« Si les chiffres relatifs à l'exercice ne sont pas comparables à ceux de l'exercice précédent, les chiffres de l'exercice précédent peuvent être redressés en vue de les rendre comparables; en ce cas, l'annexe doit mentionner et commenter, avec renvoi aux rubriques concernées, les redressements opérés, si ceux-ci ne sont pas sans signification. Si les chiffres de l'exercice précédent ne sont pas redressés, l'annexe doit comporter les indications nécessaires pour permettre la comparaison. »

Art. 10. L'article 13 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 13. Les provisions pour risques et charges ont pour objet de couvrir des pertes ou charges nettement circonscrites quant à leur nature, mais qui, à la date de clôture de l'exercice, sont ou probables ou certaines, mais indéterminées quant à leur montant.

Les provisions pour risques et charges ne peuvent avoir pour objet de corriger la valeur d'éléments portés à l'actif. »

Art. 11. L'article 14 du même arrêté modifié par l'article 2 de l'arrêté royal du 27 décembre 1977, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 14. Sont mentionnés par catégorie dans l'annexe, les droits et engagements qui ne figurent pas au bilan et qui sont susceptibles d'avoir une influence importante sur le patrimoine, sur la situation financière ou sur le résultat de l'entreprise.

Les droits et engagements importants qui ne sont pas susceptibles d'être quantifiés, font l'objet de mentions appropriées dans l'annexe. »

met een verkorte toelichting waarin de in hoofdstuk II, afdeling 3 van de bijlage bij dit besluit bepaalde gegevens en staten zijn opgenomen.

§ 3. De posten van de in §§ 1 en 2 bedoelde balans en resultatenrekening, alsmede de vermeldingen in de in deze paragrafen bedoelde toelichting mogen worden weggelaten wanneer zij niet dienstig zijn voor het betrokken boekjaar; wanneer voor deze posten en vermeldingen het bedrag van het voorafgaande boekjaar moet worden vermeld, dan mogen ze slechts worden weggelaten wanneer ze ook voor dat boekjaar niet dienstig zijn.

§ 4. De inhoud van de posten in de jaarrekening wordt, waar nodig, nader bepaald in hoofdstuk III van de bijlage bij dit besluit.

Voor de toepassing van dit besluit zijn rubrieken de posten van de balans en de resultatenrekening aangeduid met een Romeins cijfer of een hoofdletter en onderrubrieken de posten aangeduid met een Arabisch cijfer. »

Art. 8. In artikel 9 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « van het in artikel 7 bedoelde schema » vervangen door de woorden « die verplicht moeten worden vermeld ».

2° het tweede lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De omschrijving van de in de schema's door een hoofdletter aangegeven rubrieken en van de onderrubrieken moet, wanneer de naleving van het voorschrift van artikel 3 dit vereist, aangepast worden aan de bijzondere aard van de werkzaamheden, van het vermogen en van de opbrengsten en kosten van de onderneming. »

Art. 9. In artikel 11 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Bij elke rubriek en onderrubriek van de balans en van de resultatenrekening wordt het bedrag van de overeenkomstige post van het voorafgaande boekjaar vermeld; wanneer evenwel een onderneming die haar jaarrekening over het voorafgaande boekjaar heeft opgesteld overeenkomstig artikel 7, § 2, haar jaarrekening over het nieuwe boekjaar moet opstellen overeenkomstig artikel 7, § 1, volstaat het dat zij als vergelijkende cijfers voor het voorafgaande boekjaar de bedragen vermeldt die als zodanig voorkwamen in de jaarrekening over dat boekjaar. »;

2° het derde lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Wanneer de bedragen van het boekjaar niet vergelijkbaar zijn met die van het voorafgaande boekjaar, mogen de bedragen van het voorafgaande boekjaar worden aangepast met het oog op hun vergelijkbaarheid; in dat geval worden deze aanpassingen, behalve indien zij onbelangrijk zijn, in de toelichting vermeld en onder verwijzing naar de betrokken rubrieken, toegelicht. Worden de bedragen van het voorafgaande boekjaar niet aangepast, dan moet de toelichting de nodige gegevens bevatten om een vergelijking mogelijk te maken. »

Art. 10. Artikel 13 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 13. De voorzieningen voor risico's en kosten beogen naar hun aard duidelijk omschreven verliezen of kosten te dekken die op de balansdatum waarschijnlijk of zeker zijn, doch waarvan het bedrag niet vaststaat.

Voorzieningen mogen niet worden gebruikt voor waardecorrecties op activa. »

Art. 11. Artikel 14 van hetzelfde besluit gewijzigd bij artikel 2 van het koninklijk besluit van 27 december 1977, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 14. In de toelichting worden per soort vermeld de rechten en verplichtingen die niet in de balans voorkomen en die het vermogen, de financiële positie of het resultaat van de onderneming aanmerkelijk kunnen beïnvloeden.

Belangrijke rechten en verplichtingen, die niet kunnen worden becijferd, worden op passende wijze vermeld in de toelichting. »

Art. 12. A l'article 15 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° au deuxième alinéa, la dernière phrase est modifiée comme suit :

« Elles sont résumées dans l'annexe; ce résumé doit, conformément à l'article 3, être suffisamment précis pour permettre d'apprécier les méthodes d'évaluation adoptées »;

2° un alinéa 3 nouveau est introduit, libellé comme suit :

« Sans préjudice de l'application de l'article 40, ces règles sont établies et les évaluations sont opérées dans une perspective de continuité des activités de l'entreprise. »

Art. 13. L'article 16 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 16. Dans le cas exceptionnel où l'application des règles d'évaluation prévues au présent chapitre ne conduirait pas au respect du prescrit de l'article 3, il y a lieu d'y déroger par application dudit article 3.

Une telle dérogation doit être mentionnée et justifiée dans l'annexe.

L'estimation de l'influence de cette dérogation sur le patrimoine, la situation financière et le résultat de l'entreprise est indiquée dans l'annexe relative aux comptes de l'exercice au cours duquel cette dérogation est introduite pour la première fois. »

Art. 14. A l'article 19 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1er est remplacé par la disposition suivante :

« Les évaluations, les amortissements, les réductions de valeur et les provisions pour risques et charges doivent répondre aux critères de prudence, de sincérité et de bonne foi. »;

2° l'alinéa 3 est complété par la phrase suivante :

« Dans les cas où, à défaut de critères objectifs d'appréciation, l'estimation des risques prévisibles, des pertes éventuelles et des dépréciations est inévitablement aléatoire, il en est fait mention dans l'annexe si les montants en cause sont importants au regard de l'objectif visé à l'article 3. »;

3° l'alinéa 4 est complété comme suit :

« Doivent notamment être mis à charge de l'exercice, les impôts estimés sur le résultat de l'exercice ou sur le résultat d'exercices antérieurs ainsi que les rémunérations, allocations et autres avantages sociaux qui seront attribués au cours d'un exercice ultérieur à raison de prestations effectuées au cours de l'exercice ou d'exercices antérieurs. Si les produits ou les charges sont influencés de façon importante par des produits et des charges imputables à un autre exercice, il en est fait mention dans l'annexe. »;

4° à l'alinéa 5 le littéra a) est remplacé par la disposition suivante :

« a) les engagements incombant à l'entreprise en matière de pensions de retraite et de survie, de prépensions et d'autres pensions ou rentes similaires; »;

5° à l'alinéa 6, les mots « pour impôts et » sont supprimés.

Art. 15. Dans le texte français du même arrêté, l'intitulé de la section II du chapitre II est remplacé par le texte suivant :

« Section II. — Valeur d'acquisition »

Art. 16. L'article 20 du même arrêté, modifié par l'article 3 de l'arrêté royal du 27 décembre 1977, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 20. Sans préjudice de l'application des articles 16, 27, 27bis et 34, les éléments de l'actif sont évalués à leur valeur d'acquisition et sont portés au bilan pour cette même valeur, déduction faite des amortissements et réductions de valeurs y afférents.

Art. 12. In artikel 15 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid wordt de laatste zin als volgt gewijzigd :

« Ze worden samengevat in de toelichting; overeenkomstig hetgeen is bepaald in artikel 3 moet deze samenvatting voldoende nauwkeurig zijn zodat inzicht wordt verkregen in de toegepaste waarderingsmethoden; »

2° een nieuw derde lid wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« Onverminderd de toepassing van artikel 40 wordt bij de vaststelling en toepassing van de waarderingsregels ervan uitgegaan dat de onderneming haar bedrijf zal voortzetten. »

Art. 13. Artikel 16 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 16. Indien in uitzonderingsgevallen blijkt dat de toepassing van een in dit hoofdstuk bedoelde waarderingsregel niet leidt tot nakoming van het bepaalde in artikel 3, moet daarvan worden afgeweken ten einde te voldoen aan de in artikel 3 bedoelde verplichting.

Dergelijke afwijking wordt in de toelichting vermeld en verantwoord.

De geraamde invloed ervan op het vermogen, de financiële positie en het resultaat van de onderneming wordt vermeld in de toelichting bij de jaarrekening over het boekjaar waarin de afwijkende waarderingsregel voor het eerst wordt toegepast. »

Art. 14. In artikel 19 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De waarderingsregels, de afschrijvingen, de waardeverminderingen en de voorzieningen voor risico's en kosten moeten voldoen aan de eisen van voorzichtigheid, oprechtheid en goede trouw. »;

2° het derde lid wordt aangevuld met de volgende volzin :

« In de gevallen waarin, bij gebreke aan objectieve beoordelingscriteria, de waardering van de voorzienbare risico's, de mogelijke verliezen en de ontwaardingen onvermijdelijk aléatoir is, wordt hiervan melding gemaakt in de toelichting, wanneer de betrokken bedragen rekening houdend met de doelstelling van artikel 3 belangrijk zijn. »;

3° het vierde lid wordt als volgt aangevuld :

« Ten laste van het boekjaar moeten inzonderheid worden goboekt : het geraamde bedrag van de belastingen op het resultaat van het boekjaar of op het resultaat van vorige boekjaren, alsmede de bezoldigingen, uitkeringen en andere sociale voordelen die in de loop van een volgend boekjaar zullen worden betaald voor diensten die tijdens het boekjaar of tijdens vorige boekjaren zijn verricht. Wanneer de opbrengsten of de kosten in belangrijke mate worden beïnvloed door opbrengsten of kosten die aan een ander boekjaar moeten worden toegerekend, wordt daarvan melding gemaakt in de toelichting. »;

4° in het vijfde lid wordt letter a) vervangen door de volgende bepaling :

« a) de verplichtingen die op de onderneming rusten inzake rust- en overlevingspensioenen, brugpensioenen en andere gelijkwaardige pensioenen of renten; »;

5° in het zesde lid wordt het woord « belastingen, » geschrapt.

Art. 15. In de Franse tekst van hetzelfde besluit wordt het opschrift van deel II van hoofdstuk II vervangen door de volgende tekst :

« Section II. — Valeur d'acquisition »

Art. 16. Artikel 20 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij artikel 3 van het koninklijk besluit van 27 december 1977, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 20. Onverminderd de toepassing van de artikelen 16, 27, 27bis en 34, wordt elk actiefbestanddeel gewaardeerd tegen aanschaffingswaarde en voor dat bedrag in de balans opgenomen, onder aftrek van de desbetreffende afschrijvingen en waardeverminderingen.

Par valeur d'acquisition, il faut entendre soit le prix d'acquisition défini à l'article 21, soit le coût de revient défini à l'article 22, soit la valeur d'apport définie à l'article 23. »

Art. 17. A l'article 22 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans les deux phrases du texte français, les mots « prix de revient des fabrications » sont remplacés par les mots « coûts de revient des fabrications » ;

2° dans la première phrase, les mots « pour autant que ces coûts concernent la période de fabrication » sont remplacés par les mots « pour autant que ces frais concernent la période normale de fabrication » ;

3° un alinéa 2 nouveau est introduit libellé comme suit :

« Les charges financières afférentes aux capitaux empruntés pour financer l'acquisition, la construction ou la fabrication d'éléments de l'actif ne sont pas inclus dans le coût de revient de ces actifs. Toutefois, elles peuvent être incluses dans le coût de revient des stocks et des commandes en cours d'exécution pour autant qu'elles concernent des stocks ou des commandes dont la durée de fabrication ou d'exécution est supérieure à un an et qu'elles soient relatives à la période normale de fabrication de ces stocks ou d'exécution de ces commandes. L'inclusion de ces charges dans le coût de revient est mentionnée dans l'annexe, parmi les règles d'évaluation. »

Art. 18. L'article 23 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 23. La valeur d'apport correspond à la valeur conventionnelle des apports.

En cas d'affectation ou d'apport à une entreprise qui ne constitue pas une société ayant une personnalité juridique distincte, il y a lieu d'entendre par valeur d'apport la valeur attribuée à ces biens lors de leur apport ou de leur affectation. Cette valeur ne peut excéder la valeur de marché à l'achat des biens en cause, au moment où l'apport ou l'affectation a eu lieu.

La valeur d'apport ne comprend pas les impôts et les frais relatifs aux apports ; si ceux-ci ne sont pas pris entièrement en charge par le compte de résultats de l'exercice au cours duquel l'apport est effectué, ils sont portés sous la rubrique « Frais d'établissement ».

Art. 19. A l'article 24 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 2, la seconde phrase est supprimée ;

2° un alinéa 3 nouveau est introduit, libellé comme suit :

« Les charges engagées dans le cadre d'une restructuration ne peuvent être portées à l'actif que pour autant qu'il s'agisse de dépenses nettement circonscrites, relatives à une modification substantielle de la structure ou de l'organisation de l'entreprise et que ces dépenses soient destinées à avoir un impact favorable et durable sur la rentabilité de l'entreprise. La réalisation de ces conditions doit être justifiée dans l'annexe. Dans la mesure où les frais de restructuration constituent en charges qui relèvent des charges d'exploitation ou des charges exceptionnelles, leur transfert à l'actif s'opère par déduction globale explicite respectivement du total des charges d'exploitation et des charges exceptionnelles. »

Art. 20. A l'article 25 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « prix de revient » sont remplacés par les mots « coûts de revient » ;

2° l'alinéa unique devient un alinéa 1er et un alinéa 2 nouveau est ajouté, libellé comme suit :

« Les entreprises visées à l'article 12, § 2, de la loi du 17 juillet 1975 font mention dans l'annexe du montant des frais de recherche et de développement portés à l'actif sous les immobilisations incorporelles. »

Art. 21. L'article 26 du même arrêté, modifié par l'article 4 de l'arrêté royal du 27 décembre 1977, est remplacé par la disposition suivante :

§ 1er. Les droits d'usage dont l'entreprise dispose sur des immobilisations corporelles en vertu de contrats de location-financement ou de contrats similaires sont, sans préjudice aux disposi-

tion d'acquisition, il faut entendre soit le prix d'acquisition défini à l'article 21, soit le coût de revient défini à l'article 22, soit la valeur d'apport définie à l'article 23. »

Art. 17. In artikel 22 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de Franse tekst worden in beide volzinnen de woorden « prix de revient des fabrications » vervangen door de woorden « coût de revient des fabrications » ;

2° in de eerste volzin worden de woorden « pour zover deze kosten op de vervaardigingsperiode betrekking hebben » vervangen door de woorden « voor zover deze kosten op de normale productieperiode betrekking hebben » ;

3° een nieuw tweede lid wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« In de vervaardigingsprijs van activa mag geen rente worden opgenomen op vreemd vermogen dat wordt gebruikt voor de financiering van hun aanschaffing; constructie of produktie. Deze rente mag evenwel worden opgenomen in de vervaardigingsprijs van voorraden en bestellingen in uitvoering waarvan de produktie of de uitvoering meer dan één jaar bestrijkt en voor zover de rente op de normale productieperiode van deze voorraden of de normale uitvoeringstermijn van deze bestellingen betrekking heeft. Het opnemen van deze rente in de vervaardigingsprijs wordt bij de waarderingregels in de toelichting vermeld. »

Art. 18. Artikel 23 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 23. De inbrengwaarde stemt overeen met de bedongen waarde van de inbreng.

In geval van bestemming voor of inbreng in een onderneming die geen vennootschap met eigen rechtspersoonlijkheid is, moet onder inbrengwaarde worden verstaan de waarde van de goederen bij de inbreng of de bestemming. De inbrengwaarde mag niet hoger zijn dan de prijs die op het ogenblik van de inbreng of de bestemming voor de aankoop van de betrokken goederen op de markt zou moeten worden betaald.

De belastingen en kosten met betrekking tot de inbreng zijn niet begrepen in de inbrengwaarde; indien zij niet volledig ten laste worden gebracht van de resultatenrekening van het boekjaar in de loop waarvan de inbreng is geschied, worden ze opgenomen in de rubriek « Oprichtingskosten. »

Art. 19. In artikel 24 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid wordt de tweede zin geschrapt ;

2° een nieuw derde lid wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« Kosten die worden gemaakt in het kader van een herstructurering worden alleen dan onder de activa opgenomen, wanneer het gaat om welbepaalde kosten die verband houden met een ingrijpende wijziging in de structuur of de organisatie van de onderneming en die kosten ertoe strekken een gunstige en duurzame invloed te hebben op de rendabiliteit van de onderneming. In de toelichting moet worden verantwoord dat aan deze voorwaarden is voldaan. De herstructureringskosten die het karakter hebben van bedrijfskosten of van uitzonderlijke kosten worden geactiveerd door ze op zichtbare wijze in mindering te brengen van het totaal bedrag respectievelijk van de bedrijfskosten en van de uitzonderlijke kosten. »

Art. 20. In artikel 25 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord « kostprijs » wordt vervangen door het woord « vervaardigingsprijs » ;

2° het enige lid wordt een eerste lid en een tweede lid wordt toegevoegd, luidend als volgt :

« De ondernemingen bedoeld in artikel 12, § 2, van de wet van 17 juli 1975 vermelden in de toelichting het bedrag van de onder de immateriële vaste activa opgenomen kosten van onderzoek en ontwikkeling. »

Art. 21. Artikel 26 van hetzelfde besluit gewijzigd bij artikel 4 van het koninklijk besluit van 27 december 1977 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. De gebruiksrechten betreffende materiële vaste activa waarover de onderneming beschikt op grond van leasing of gelijkwaardige overeenkomsten worden onverminderd de toepassing van

tions des articles 12 et 28, § 2, portés à l'actif, à concurrence de la partie des versements échelonnés prévus au contrat, représentant la reconstitution en capital de la valeur du bien, objet du contrat.

Les engagements corrélatifs portés au passif sont évalués chaque année à la fraction des versements échelonnés afférents aux exercices ultérieurs, représentant la reconstitution en capital de la valeur du bien, objet du contrat.

§ 2. En ce qui concerne les biens acquis contre paiement d'une rente viagère :

1° la valeur d'acquisition s'entend comme étant le capital nécessaire, au moment de l'acquisition, pour assurer le service de la rente, augmenté, le cas échéant, du montant payé au comptant et des frais;

2° une provision est constituée à concurrence dudit capital nécessaire; cette provision est ajustée annuellement ».

Art. 22. L'article 27 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 27. § 1er. Les approvisionnements, les produits finis, les marchandises et les immeubles destinés à la vente sont évalués à leur valeur d'acquisition ou à la valeur de marché à la date de clôture de l'exercice, lorsque ce dernier lui est inférieur.

§ 2. Les en-cours de fabrication sont, sans préjudice à l'application de l'article 31, alinéas 1er et 3, évalués à leur coût de revient.

§ 3. Les commandes en cours d'exécution sont évaluées à leur coût de revient majoré, compte tenu du degré d'avancement des travaux des fabrications ou des prestations, de l'excédent du prix stipulé au contrat par rapport au coût de revient lorsque cet excédent est devenu raisonnablement certain; une entreprise peut toutefois adopter pour règle de maintenir les commandes en cours d'exécution ou certaines catégories d'entre elles au bilan à leur coût de revient.

Il est fait mention dans l'annexe, parmi les règles d'évaluation, des méthodes et critères adoptés pour l'évaluation des commandes en cours d'exécution.

Les risques et charges afférents à la poursuite de l'exécution de ces commandes font l'objet de provisions, conformément à l'article 19, dans la mesure où ces risques ne sont pas couverts par des réductions de valeur actées en exécution de l'article 31 ».

Art. 23. Dans le même arrêté, un article 27bis nouveau est introduit, libellé comme suit :

« Art. 27bis. § 1er. Sans préjudice aux dispositions des §§ 2 et 3 du présent article et de l'article 31, les créances sont portées au bilan à leur valeur nominale.

§ 2. L'inscription au bilan des créances à leur valeur nominale s'accompagne de l'inscription en comptes de régularisation du passif et de la prise en résultats pro rata temporis :

a) des intérêts inclus conventionnellement dans la valeur nominale des créances;

b) de la différence entre la valeur d'acquisition et la valeur nominale des créances;

c) de l'escompte des créances remboursables à une date éloignée de plus d'un an, qui ne sont pas productives d'intérêt ou qui sont assorties d'un taux d'intérêt anormalement faible. Cet escompte est calculé au taux du marché applicable à de telles créances, au moment de leur entrée dans le patrimoine de l'entreprise.

Pour les créances payables ou remboursables par versements échelonnés, dont le taux d'intérêt ou de chargement s'applique durant toute la durée du contrat sur le montant initial du financement ou du prêt, les montants respectifs des intérêts et chargements courus à prendre en résultats et des intérêts et chargements non courus à reporter sont déterminés par application du taux réel au solde restant dû en début de chaque période; ce taux réel est calculé compte tenu de l'échelonnement et de la périodicité des versements. Une autre méthode ne peut être appliquée que pour autant qu'elle donne, par exercice social, des résultats équivalents.

de artikelen 12 en 28, § 2, onder de activa opgenomen voor het gedeelte van de volgens de overeenkomst te storten termijnen, dat strekt tot de wedersamenstelling van de kapitaalwaarde van het goed waarop de overeenkomst betrekking heeft.

De overeenkomstige verplichtingen aan de passiefzijde worden ieder jaar gewaardeerd ten belope van het gedeelte der in de volgende boekjaren te storten termijnen, dat strekt tot de wedersamenstelling van de kapitaalwaarde van het goed waarop de overeenkomst betrekking heeft.

§ 2. Wat de goederen betreft die worden verkregen tegen betaling van een lijfrente :

1° wordt onder aanschaffingswaarde verstaan het kapitaal dat op het ogenblik van de aanschaffing nodig is om de rente te betalen, in voorkomend geval verhoogd met het bedrag dat bij de aanschaffing werd betaald en met de kosten;

2° wordt een voorziening gevormd ten belope van het bedrag van het hiervoor genoemde kapitaal; deze voorziening wordt jaarlijks aangepast ».

Art. 22. Artikel 27 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 27. § 1. De grond- en hulpstoffen, het gereed produkt, de handelsgoederen en de voor verkoop bestemde gebouwen worden gewaardeerd tegen aanschaffingswaarde of tegen de marktwaarde op balansdatum als die lager is.

§ 2. De goederen in bewerking worden, onverminderd de toepassing van artikel 31, eerste en derde lid, gewaardeerd tegen vervaardigingsprijs.

§ 3. De bestellingen in uitvoering worden gewaardeerd tegen vervaardigingsprijs, vermeerderd, naarmate de produktie of de werkzaamheden vorderen, met het verschil tussen de in de overeenkomst bepaalde prijs en de vervaardigingsprijs, wanneer dit verschil met voldoende zekerheid als verworven mag worden beschouwd; een onderneming kan echter ook als regel aannemen de bestellingen in uitvoering of betaalde soorten daarvan op de balans te blijven boeken tegen hun vervaardigingsprijs.

In de toelichting worden onder de waarderingsregels de methoden en criteria vermeld die voor de waardering van bestellingen in uitvoering zijn toegepast.

Voor de risico's en kosten verbonden aan de verdere uitvoering van deze bestellingen worden, overeenkomstig artikel 19, voorzieningen gevormd, voor zover deze risico's niet zijn gedekt door waardeverminderingen, geboekt met toepassing van artikel 31 ».

Art. 23. In hetzelfde besluit wordt een nieuw artikel 27bis ingevoegd luidend als volgt :

« Art. 27bis. § 1. Vorderingen worden in de balans opgenomen voor hun nominale waarde, onverminderd de toepassing van de §§ 2 en 3 van dit artikel en van artikel 31.

§ 2. Bij de boeking van een vordering in de balans voor haar nominale waarde worden in voorkomend geval in de overlopende rekeningen van het passief geboekt en pro rata temporis in resultaat genomen :

a) de rente die op basis van de overeenkomst tussen partijen in de nominale waarde van de vordering begrepen is;

b) het verschil tussen de aanschaffingswaarde en de nominale waarde van de vordering;

c) het disconto op een vordering die pas na verloop van een jaar moet worden betaald indien het gaat om een renteloze vordering of een vordering met een abnormaal lage rente. Het disconto wordt berekend op basis van de voor dergelijke vorderingen geldende marktrente op het ogenblik waarop de vordering werd opgenomen in het patrimonium van de onderneming.

Bij vorderingen die in termijnen worden betaald of afbetaald en waarvan de rente of het lastenpercentage gedurende de gehele contractduur wordt toegepast op het oorspronkelijke bedrag van de financiering of van de lening, worden de respectieve bedragen van de gelopen rente en het lastenpercentage die in resultaat moeten worden genomen en van de niet gelopen rente en het lastenpercentage die moeten worden overgedragen naar een volgend boekjaar bepaald door toepassing van de reële rente op het bij het begin van elke periode uitstaande saldo; deze reële rente wordt berekend met inachtneming van de spreiding en de periodiciteit van de betalingen. Een andere methode mag slechts worden toegepast op voorwaarde dat zij, per boekjaar, een gelijkwaardig resultaat oplevert.

Les intérêts et chargements ne peuvent être compensés avec les frais, charges et commissions exposés à l'occasion de ces opérations.

§ 3. Les titres à revenu fixe sont portés au bilan à leur valeur d'acquisition.

§ 4. Le § 1er ainsi que l'alinéa 1er, lettre a et les alinéas 2 et 3 du § 2 sont d'application analogique aux dettes; les entreprises peuvent également appliquer par analogie aux dettes le littéra c de l'alinéa 1er du § 2.

Art. 24. A l'article 28 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1er les mots « frais d'émission, des agios et primes de remboursement » sont remplacés par les mots « frais d'émission d'emprunts et des primes de remboursement »;

2° au § 2, l'alinéa 1er est complété comme suit :

« Si l'application d'un tel plan accéléré conduit à anticiper de manière significative, la prise en charge des amortissements par rapport à ce qui est économiquement justifié, il est fait mention dans l'annexe de la différence entre le montant cumulé de ces amortissements actés et celui des amortissements économiquement justifiés ainsi que de l'influence sur le montant des amortissements grevant le compte de résultats de l'exercice, d'amortissements excédant les amortissements économiquement justifiés, pris en charge au cours de l'exercice ou au cours d'exercices antérieurs »;

3° au même § 2, un alinéa 3 et un alinéa 4 nouveaux sont introduits, libellés comme suit :

« Les amortissements actés sur les immobilisations corporelles et incorporelles dont l'utilisation est limitée dans le temps ne peuvent faire l'objet d'une reprise que si, à raison de modifications des circonstances économiques ou technologiques, le plan d'amortissement antérieurement pratiqué s'avère avoir été trop rapide.

Si dans des cas exceptionnels l'amortissement des frais de recherche et de développement ou du goodwill est réparti sur une durée supérieure à cinq ans, il doit en être justifié dans l'annexe. »

Art. 25. A l'article 29 du même arrêté, modifié par l'article 5 de l'arrêté royal du 27 décembre 1977, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1er, les mots « en déduction des montants des sous-rubriques » sont remplacés par les mots « dans l'annexe et ventilés selon les sous-rubriques »;

2° au § 2, l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

« Les créances, y compris les titres à revenu fixe, portées sous les immobilisations financières font l'objet de réductions de valeur si leur remboursement à l'échéance est en tout ou en partie incertain ou compromis. »

Art. 26. A l'article 31 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1er est remplacé par la disposition suivante :

« Les en-cours de fabrication et les commandes en cours d'exécution font l'objet de réductions de valeur si leur coût de revient, majoré du montant estimé des coûts y afférents qui doivent encore être exposés, dépasse, selon le cas, leur prix de vente net à la date de clôture de l'exercice ou le prix prévu au contrat. »

2° l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

« Les éléments visés aux rubriques VIII et IX font l'objet de réductions de valeur lorsque leur valeur de réalisation à la date de clôture de l'exercice est inférieure à leur valeur d'acquisition »;

3° l'alinéa 4 est remplacé par la disposition suivante :

« Les créances portées sous les rubriques V et VII font l'objet de réductions de valeur si leur remboursement à l'échéance est en tout ou en partie incertain ou compromis. Elles peuvent également faire l'objet de réductions de valeur lorsque leur valeur de réalisation à la date de clôture de l'exercice est inférieure à leur valeur comptable déterminée conformément à l'article 27bis. »

Het bedrag van de rente of het lastenpercentage mag niet worden gecompenseerd met de kosten en provisies in verband met deze verrichtingen.

§ 3. Vastrentende effecten worden in de balans opgenomen voor hun aanschaffingswaarde.

§ 4. De §§ 1 en 2, eerste lid, a, alsmede het tweede en het derde lid zijn van overeenkomstige toepassing op de schulden; de ondernemingen kunnen eveneens § 2, eerste lid, c, op overeenkomstige wijze toepassen op de schulden. »

Art. 24. In artikel 28 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden « uitgiftkosten, van de disagio's en van de terugbetalingspremies op leningen » vervangen door de woorden « kosten bij uitgifte van leningen en van het disagio »;

2° aan § 2, eerste lid, wordt een nieuw zinsdeel toegevoegd, luidend als volgt :

« Wanneer de toepassing van een plan voor versnelde afschrijving met zich brengt dat aanzienlijk vlugger wordt afgeschreven dan economisch verantwoord, wordt in de toelichting melding gemaakt van het verschil tussen het gecumuleerd bedrag van de geboekte afschrijvingen en dat van de economisch verantwoorde afschrijvingen. Tevens wordt de invloed aangegeven van de tijdens het boekjaar of tijdens vorige boekjaren geboekte versnelde afschrijvingen op het bedrag van de afschrijvingen in de resultaterekening van het boekjaar »;

3° in dezelfde § 2 worden een nieuw derde en een nieuw vierde lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De afschrijvingen op materiële en immateriële vaste activa met beperkte gebruiksduur mogen slechts worden teruggenomen, wanneer blijkt dat het daarvoor toegepaste afschrijvingsplan, wegens gewijzigde economische of technologische omstandigheden, een te snelle afschrijving tot gevolg heeft gehad.

Wordt in uitzonderlijke gevallen de afschrijving van kosten voor onderzoek en ontwikkeling of van goodwill over meer dan vijf jaar gespreid dan moet dit worden verantwoord in de toelichting. »

Art. 25. In artikel 29 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij artikel 5 van het koninklijk besluit van 27 december 1977, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden « zichtbaar in mindering gebracht van de bedragen der onderrubrieken » vervangen door de woorden « vermeld in de toelichting per onderrubriek »;

2° in § 2 wordt het tweede lid vervangen door de volgende bepaling :

« Op de vorderingen, inclusief de vastrentende effecten, die in de financiële vaste activa zijn opgenomen, worden waardeverminderingen toegepast, zo er voor het geheel of een gedeelte van de vordering onzekerheid bestaat over de betaling hiervan op de vervaldag. »

Art. 26. In artikel 31 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Ten aanzien van de goederen in bewerking en de bestellingen in uitvoering worden waardeverminderingen toegepast, indien hun vervaardigingsprijs, vermeerderd met het geraamde bedrag van de nog te maken kosten, naar gelang het geval hoger is dan de netto-verkoopprijs op de datum van de jaarafsluiting, of dan de in de overeenkomst bedongen prijs »;

2° het tweede lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Op de activa behorende tot de posten VIII en IX worden waardeverminderingen toegepast wanneer de realisatiewaarde op de datum van de jaarafsluiting lager is dan de aanschaffingswaarde »;

3° het vierde lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Op de vorderingen opgenomen onder de posten V en VII worden waardeverminderingen toegepast, zo er voor het geheel of een gedeelte van de vordering onzekerheid bestaat over de betaling hiervan op de vervaldag. Op deze vorderingen mogen eveneens waardeverminderingen worden toegepast wanneer hun realisatiewaarde op de datum van de jaarafsluiting lager is dan hun boekwaarde vastgesteld overeenkomstig artikel 27bis. »

Art. 27. A l'article 32 du même arrêté, les mots « les matières premières, les matières consommables et les fournitures » sont remplacés par les mots « les approvisionnements ».

Art. 28. A l'article 33 du même arrêté modifié par l'article 6 de l'arrêté royal du 27 décembre 1977, un alinéa 3 est introduit, libellé comme suit :

« Lorsque, en particulier par application de la méthode Lifo, la valeur comptable des stocks diffère pour un montant important d'une évaluation sur la base de la valeur de marché à la date de clôture, le montant de cette différence est indiqué dans l'annexe, de manière globale pour chacun des postes de stocks figurant au bilan. Dans les entreprises visées à l'article 12, § 2 de la loi du 17 juillet 1975, cette différence peut être indiquée de manière globale pour l'ensemble des stocks. »

Art. 29. L'article 34 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 34. Les entreprises peuvent procéder à la réévaluation de leurs immobilisations corporelles ainsi que des participations, actions et parts figurant sous leurs immobilisations financières, ou de certaines catégories de ces immobilisations, lorsque la valeur de celles-ci, déterminée en fonction de leur utilité pour l'entreprise, présente un excédent certain et durable par rapport à leur valeur comptable. Si les actifs en cause sont nécessaires à la poursuite de l'activité de l'entreprise ou d'une partie de ses activités, ils ne peuvent être réévalués que dans la mesure où la plus-value exprimée est justifiée par la rentabilité de l'activité de l'entreprise ou par la partie concernée de ses activités.

La valeur réévaluée retenue pour ces immobilisations est justifiée dans l'annexe aux comptes annuels dans lesquels la réévaluation est actée pour la première fois.

Si la réévaluation porte sur des immobilisations corporelles dont l'utilisation est limitée dans le temps, la valeur réévaluée fait l'objet d'amortissements calculés selon un plan établi conformément à l'article 15, aux fins d'en répartir la prise en charge sur la durée résiduelle d'utilisation probable de l'immobilisation.

Les plus-values actées sont imputées directement à la rubrique III du passif « Plus-values de réévaluation » et y sont maintenues aussi longtemps que les biens auxquels elles sont afférentes ne sont pas réalisés. Ces plus-values peuvent toutefois :

- 1° être transférées aux réserves à concurrence du montant des amortissements actés sur la plus-value;
- 2° être incorporées au capital;
- 3° en cas de moins-value ultérieure, être annulées à concurrence du montant non encore amorti sur la plus-value. »

Art. 30. L'article 35 du même arrêté est abrogé.

Art. 31. L'article 36 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 36. Il est fait mention dans l'annexe parmi les règles d'évaluation visées à l'article 15, des méthodes et bases de conversion des avoirs, dettes et engagements libellés en devises étrangères, des méthodes de conversion des situations des succursales et sièges d'opérations à l'étranger et du mode de traitement dans les comptes des différences de change et des écarts de conversion des devises. »

Art. 32. L'intitulé du chapitre III du même arrêté est remplacé par le texte suivant :

« CHAPITRE III. — *Forme et contenu des comptes annuels dont la loi impose le dépôt* »

Art. 33. L'article 37 du même arrêté introduit par l'article 1er de l'arrêté royal du 14 février 1979 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 37. Les comptes annuels dont la loi prescrit le dépôt sont établis conformément aux dispositions des chapitres Ier, II et IV.

Ils sont présentés en milliers de francs s'il s'agit d'entreprises autres que celles visées à l'article 12, § 2 de la loi du 17 juillet 1975; ils sont présentés en francs si l'entreprise est visée à

Art. 27. In artikel 32 van hetzelfde besluit worden de woorden « de grondstoffen, de verbruiksgoederen en de hulpstoffen » vervangen door de woorden « de grond- en hulpstoffen ».

Art. 28. In artikel 33 van hetzelfde besluit gewijzigd bij artikel 6 van het koninklijk besluit van 27 december 1977 wordt een nieuw derde lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Wanneer, inzonderheid bij toepassing van de Lifo-methode, de boekwaarde van de voorraden aanzienlijk verschilt van de waarde berekend op basis van de marktwaarde op balansdatum, moet het totale bedrag van dit verschil, per voorraadpost die in de balans voorkomt, in de toelichting worden vermeld. Dit verschil kan door de in artikel 12, § 2, van de wet van 17 juli 1975 bedoelde ondernemingen door middel van een totaalbedrag voor het geheel van de betrokken posten worden opgegeven. »

Art. 29. Artikel 34 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 34. De ondernemingen mogen de materiële vaste activa, de deelnemingen en aandelen die onder de financiële vaste activa voorkomen of bepaalde soorten hiervoor genoemde vaste activa herwaarderden, wanneer de waarde van deze activa, bepaald in functie van hun nut voor de onderneming, op vaststaande en duurzame wijze uitstijgt boven hun boekwaarde. Wanneer de betrokken activa noodzakelijk zijn voor de voortzetting van het bedrijf van de ondernemer, of van een onderdeel daarvan mogen zij slechts worden geherwaardeerd in de mate waarin de aldus uitgedrukte meerwaarde wordt verantwoord door de rendabiliteit van de onderneming of van het betrokken bedrijfsdeel.

De geherwaardeerde waarde die voor deze vaste activa in aanmerking wordt genomen wordt verantwoord in de toelichting bij de jaarrekening waarin de herwaarderding voor het eerst werd toegepast.

Heeft de herwaarderding betrekking op materiële vaste activa met een beperkte gebruiksduur, dan wordt op basis van de geherwaardeerde waarde afgeschreven volgens een overeenkomstig artikel 15 opgemaakt plan dat ertoe strekt de toerekening van de geherwaardeerde waarde te spreiden over de vermoedelijke residuele gebruiksduur van de betrokken activa.

De geboekte meerwaarden worden rechtstreeks toegerekend aan rubriek III van het passief « Herwaarderingsmeerwaarden » en daar behouden zolang de goederen waarop ze betrekking hebben, niet werden gerealiseerd. Deze meerwaarden mogen nochtans :

- 1° worden overgebracht naar een reserve tot het beloop van de op de meerwaarde geboekte afschrijvingen;
- 2° in kapitaal worden omgezet;
- 3° bij latere minderwaarde worden afgeboekt tot het beloop van het nog niet afgeschreven gedeelte van de meerwaarde. »

Art. 30. Artikel 35 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 31. Artikel 36 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 36. De methoden en grondslagen voor de omrekening van in vreemde valuta uitgedrukte bezittingen, schulden en verplichtingen, alsmede de methoden voor de omrekening van de financiële staten van bijkantoren of centra van werkzaamheden in het buitenland, worden in de toelichting vermeld bij de in artikel 15 bedoelde waarderingsregels. Hetzelfde geldt voor de wijze waarop de wisselresultaten en de resultaten uit de omrekening van vreemde valuta in de jaarrekening worden verwerkt. »

Art. 32. Het opschrift van hoofdstuk III van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende tekst :

« HOOFDSTUK III. — *Vorm en inhoud van de jaarrekening die volgens de wet moet worden neergelegd* »

Art. 33. Artikel 37 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 14 februari 1979, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 37. De jaarrekening waarvan de neerlegging bij de wet is voorgeschreven, wordt opgesteld overeenkomstig de hoofdstukken I, II en IV.

In de jaarrekening van de ondernemingen die niet bedoeld zijn in artikel 12, § 2, van de wet van 17 juli 1975 worden de bedragen uitgedrukt in duizenden franken; in de jaarrekening van de onder-

l'article 12, § 3 de la loi. Les documents font explicitement mention du fait que les comptes sont établis en milliers de francs ou en francs. »

Art. 34. L'article 38 du même arrêté est abrogé.

Art. 35. L'article 39 du même arrêté est abrogé.

Art. 36. L'article 40 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 40. Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux entreprises en liquidation.

Dans les cas où, en exécution ou non d'une décision de mise en liquidation, l'entreprise renonce à poursuivre ses activités ou lorsque la perspective de continuité de ses activités, visée à l'article 15, alinéa 3 ne peut être maintenue, les règles d'évaluation sont adaptées en conséquence et, notamment :

- a) les frais d'établissement doivent être complètement amortis;
- b) les immobilisations et les actifs circulants font, le cas échéant, l'objet d'amortissements ou de réduction de valeur additionnels pour en ramener la valeur comptable à la valeur probable de réalisation;
- c) des provisions sont formées pour faire face aux charges inhérentes à la cessation des activités, notamment au coût des indemnités à verser au personnel.

L'alinéa 2 est également applicable en cas de fermeture d'une branche d'activité ou d'un établissement de l'entreprise, en ce qui concerne les actifs, les passifs et les engagements relatifs à cette branche d'activité ou à cet établissement. »

Art. 37. L'article 41 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 41. Les entreprises d'assurances, autres que celles visées à l'article 18, § 2, alinéa 2 de la loi du 17 juillet 1975, ainsi que les entreprises de réassurances, établissent leurs comptes annuels conformément à l'arrêté royal du 12 novembre 1979 relatif aux comptes annuels des entreprises d'assurances agréées en application de la législation relative au contrôle des entreprises d'assurances. »

Art. 38. L'article 42 du même arrêté est abrogé.

Art. 39. Dans l'article 43 du même arrêté, les mots « 48, alinéas 2 et 3 » sont remplacés par les mots « 44, § 2 » et les mots « des articles 15 à 33 de l'arrêté royal du 4 mars 1965 portant exécution du Code des impôts sur les revenus » sont remplacés par les mots « de l'arrêté royal pris en exécution de cet article. »

Art. 40. L'article 44 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 44. Peuvent être portées directement à la rubrique III du passif « Plus-values de réévaluation » et y être maintenues jusqu'à la date de réalisation des biens auxquels elles sont afférentes :

1° les reprises de réductions de valeur actées sur les participations, les titres et autres valeurs de portefeuille, avant le 1er janvier 1976 ou, pour les entreprises dont l'exercice ne coïncide pas avec l'année civile, avant le début de l'exercice clôturé en 1977;

2° les reprises de réductions de valeur actées sur les immobilisations incorporelles et sur les immobilisations corporelles dont l'utilisation n'est pas limitée dans le temps. »

Art. 41. A l'article 45 du même arrêté, les mots « êtres inscrits au passif » sont remplacés par les mots « faire l'objet de provisions. »

namingen bedoeld in artikel 12, § 2, van die wet, worden ze in franken uitgedrukt. In de jaarrekening wordt uitdrukkelijk vermeld dat de bedragen in duizenden franken of in franken zijn uitgedrukt. »

Art. 34. Artikel 38 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 35. Artikel 39 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 36. Artikel 40 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 40. De bepalingen van dit besluit zijn van toepassing op de ondernemingen in vereffening.

Indien de onderneming — al dan niet ingevolge een beslissing tot in vereffeningstelling — besluit haar bedrijf stop te zetten of indien, in tegenstelling met het bepaalde in artikel 15, derde lid, er niet meer kan van worden uitgegaan dat de onderneming haar bedrijf zal voortzetten, worden de waarderingregels dienovereenkomstig aangepast en geldt in het bijzonder het volgende :

- a) de oprichtingskosten moeten volledig worden afgeschreven;
- b) voor de vaste en de vlottende activa moet zo nodig tot aanvullende afschrijvingen of waardeverminderingen worden overgegaan om de boekwaarde terug te brengen tot de vermoedelijke realisatiewaarde;
- c) een voorziening moet worden gevormd voor de kosten die verbonden zijn aan de beëindiging van de werkzaamheden, inzonderheid voor de aan het personeel uit te keren vergoedingen.

Ingeval een bedrijfsonderdeel of een vestiging van een onderneming wordt gesloten, is het tweede lid van overeenkomstige toepassing op de activa, de passiva en de verplichtingen die betrekking hebben op dat bedrijfsonderdeel of die vestiging. »

Art. 37. Artikel 41 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 41. De verzekeringsondernemingen die niet worden bedoeld bij artikel 18, § 2, tweede lid, van de wet van 17 juli 1975, alsmede de herverzekeringsondernemingen maken hun jaarrekening op overeenkomstig het koninklijk besluit van 12 november 1979 betreffende de jaarrekening van de verzekeringsondernemingen die zijn toegelaten bij toepassing van de wetgeving betreffende de controle der verzekeringsondernemingen. »

Art. 38. Artikel 42 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 39. In artikel 43 van hetzelfde besluit worden de woorden « van artikel 48, tweede en derde lid » vervangen door de woorden « van artikel 44, § 2, » en de woorden « van artikelen 15 tot 33 van het koninklijk besluit van 4 maart 1965 tot uitvoering van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen » door de woorden « van het koninklijk besluit genomen ter uitvoering van dit artikel. »

Art. 40. Artikel 44 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

Art. 40. Onder post III aan de passiefzijde « Herwaarderingsmeerwaarden » mogen rechtstreeks worden geboekt en gehandhaafd tot op het ogenblik waarop de betrokken goederen gerealiseerd zijn :

1° de terugnemings van waardeverminderingen op deelnemingen, effecten en andere in portefeuille gehouden waardepapieren, voor zover deze waardeverminderingen werden geboekt vóór 1 januari 1976 of, indien de onderneming het boekjaar anders dan per 31 december afsluit, vóór het begin van het boekjaar afgesloten in de loop van 1977;

2° de terugnemings van waardeverminderingen geboekt op immateriële vaste activa en op materiële vaste activa zonder beperkte gebruiksduur. »

Art. 41. In artikel 45 van hetzelfde besluit worden de woorden « moeten de verbintenissen die voor de onderneming voortvloeiën uit aanvullende stelsels van rust- en overlevingspensioen, gestipuleerd in het voordeel van de personeels- of directieleden, slechts op het passief geboekt worden » vervangen door de woorden « moet voor de verplichtingen die voor de onderneming voortvloeiën uit regelingen met betrekking tot een aanvullend rust- en overlevingspensioen ten behoeve van haar personeels- of directieleden slechts een voorziening worden gevormd. »

Art. 42. A l'article 46 du même arrêté, modifié par l'article 7 de l'arrêté royal du 27 décembre 1977, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1er, les mots « suivant l'entrée en vigueur du présent arrêté » sont remplacés par les mots « auquel s'appliquent pour une entreprise les dispositions du présent arrêté. »

2° aux alinéas 1er et 2 du texte français, les mots « prix d'acquisition sont remplacés par les mots « valeur d'acquisition » ;

3° à l'alinéa 3, les mots « pour une entreprise » sont insérés après les mots « auquel s'appliquent » ;

4° un nouvel alinéa 4 est introduit, libellé comme suit :

« Les entreprises ont la faculté de maintenir à la rubrique III « Plus-values de réévaluation », les plus-values actées antérieurement au début de l'exercice prenant cours après le 31 décembre 1983. »

Art. 43. A l'article 46bis du même arrêté introduit par l'article 8 de l'arrêté royal du 27 décembre 1977 et modifié par l'article 2 de l'arrêté royal du 14 février 1979, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1er, 2°, les mots « I.B. Biens et services divers » sont remplacés par les mots « II.B. Services et biens divers » ;

2° le § 1er, 3° est remplacé par la disposition suivante :

« Le tableau III de l'annexe ne s'applique pas » ;

3° au § 1er, le 4° est remplacé par la disposition suivante :

« dans le chef du propriétaire qui donne en location-financement, les biens sont portés à l'actif du bilan sous la rubrique « Autres immobilisations corporelles » et les redevances et loyers sont portés au compte de résultats parmi les produits d'exploitation » ;

4° le § 2 est abrogé ;

5° au § 3, 1°, les mots « I.B. Biens et services divers » sont remplacés par les mots « II.B. Services et biens divers » ;

6° au 3° du § 3, les mots « prévu au point 4 de l'annexe » sont remplacés par les mots « prévu au point 3 de l'annexe » ;

7° au § 3, le 4° est remplacé par la disposition suivante :

« dans le chef du propriétaire qui donne en location-financement, les biens sont portés à l'actif du bilan sous la rubrique « Autres immobilisations corporelles » et les redevances et loyers sont portés au compte de résultats parmi les produits d'exploitation » ;

8° un § 4 nouveau est introduit, libellé comme suit :

« § 4. Pour l'application du § 1er, 1° à 3° et du § 3, 1° à 3° du présent article la date du 1er janvier 1980 est remplacée par celle du 1er janvier 1984, en ce qui concerne les entreprises qui au cours de l'exercice clôturé en 1983 n'occupaient en moyenne pas plus de cent travailleurs, avaient un chiffre d'affaires hors taxe sur la valeur ajoutée, ne dépassant pas cent millions et dont le total du bilan, au terme de cet exercice, ne dépassait pas 50 millions de francs. »

Art. 44. L'article 47 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 47. Les articles 10, 11, alinéas 2 et 3 et 17, ne sont pas applicables aux comptes annuels du premier exercice auquel s'appliquent pour une entreprise les dispositions du présent arrêté. »

Art. 45. L'article 48 du même arrêté modifié par l'article 3 de l'arrêté royal du 14 février 1979 est abrogé.

Art. 42. In artikel 46 van hetzelfde besluit gewijzigd bij artikel 7 van het koninklijk besluit van 27 december 1977, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « na het invoege treden van dit besluit » vervangen door de woorden « waarin voor een onderneming dit besluit toepasselijk wordt » ;

2° in het eerste en het tweede lid van de Franse tekst worden de woorden « prix d'acquisition » vervangen door de woorden « valeur d'acquisition » ;

3° in het derde lid worden de woorden « voor een onderneming » ingevoegd na de woorden « voor het eerste boekjaar waarop » ;

4° een nieuw vierde lid wordt ingevoegd luidend als volgt :

« Zijn door een onderneming meerwaarden geboekt tijdens een boekjaar dat vooraf gaat aan het boekjaar dat ingaat na 31 december 1983, dan mogen deze meerwaarden in rubriek III « Herwaarderingsmeerwaarden » behouden blijven. »

Art. 43. In artikel 46bis van hetzelfde besluit ingevoegd bij artikel 8 van het koninklijk besluit van 27 december 1977 en gewijzigd bij artikel 2 van het koninklijk besluit van 14 februari 1979, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, 2° worden de woorden « I.B. Diverse goederen en diensten » vervangen door de woorden « II.B. Diensten en diverse goederen » ;

2° § 1, 3° wordt door de volgende bepaling vervangen :

« is tabel III van toelichting niet van toepassing » ;

3° § 1, 4° wordt door de volgende bepaling vervangen :

« boekt de eigenaar het in leasing gegeven goed op de balans, onder de actiefpost « Andere materiële vaste activa », en de vergoedingen en huurgelden op de resultatenrekening onder de bedrijfsopbrengsten » ;

4° § 2 wordt opgeheven ;

5° in § 3, 1° worden de woorden « I.B. Diverse goederen en diensten » vervangen door de woorden « II.B. Diensten en diverse goederen » ;

6° in § 3, 3° worden de woorden « waarvan sprake in nummer 4 van de toelichting » vervangen door de woorden « waarvan sprake is onder nummer 3 van de toelichting » ;

7° § 3, 4° wordt door de volgende bepaling vervangen :

« boekt de eigenaar het in leasing gegeven goed op de balans, onder de actiefpost « Andere materiële vaste activa », en de vergoedingen en huurgelden op de resultatenrekening, onder de bedrijfsopbrengsten » ;

8° een nieuwe § 4 wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« § 4. Wat de toepassing betreft van § 1, 1° tot 3° en § 3, 1° tot 3° van dit artikel, wordt voor de ondernemingen die tijdens het in 1983 afgesloten boekjaar als jaargemiddelde niet meer dan honderd werknemers in dienst hadden, waarvan de omzet, exclusief de belasting over de toegevoegde waarde, niet hoger was dan honderd miljoen frank en waarvan het balanstotaal aan het einde van dat boekjaar niet hoger was dan vijftig miljoen frank, de datum van 1 januari 1980 vervangen door de datum van 1 januari 1984. »

Art. 44. Artikel 47 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 47. De artikelen 10, 11, tweede en derde lid, en 17 zijn niet van toepassing op de jaarrekening over het eerste boekjaar waarop voor een onderneming de bepalingen van dit besluit van toepassing zijn. »

Art. 45. Artikel 48 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij artikel 3 van het koninklijk besluit van 14 februari 1979, wordt opgeheven.

**CHAPITRE II. — Modifications à l'annexe
de l'arrêté royal du 8 octobre 1976**

Art. 46. Dans l'annexe du même arrêté, le chapitre Ier est remplacé par les chapitres Ier et II suivants :

CHAPITRE Ier. — Comptes annuels

Section 1 : Schéma du bilan

Actif

Actifs immobilisés :

- I Frais d'établissement.
- II Immobilisations incorporelles.
- III Immobilisations corporelles.
 - A. Terrains et constructions.
 - B. Installations, machines et outillage.
 - C. Mobilier et matériel roulant.
 - D. Location-financement et droits similaires.
 - E. Autres immobilisations corporelles.
 - F. Immobilisations en cours et acomptes versés.
- IV Immobilisations financières.
 - A. Entreprises liées.
 - 1. Participations.
 - 2. Créances.
 - B. Autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation.
 - 1. Participations.
 - 2. Créances.
 - C. Autres immobilisations financières.
 - 1. Actions et parts.
 - 2. Créances et cautionnements en numéraire.

Actifs circulants :

- V Créances à plus d'un an.
 - A. Créances commerciales.
 - B. Autres créances.
- VI Stocks et commandes en cours d'exécution.
 - A. Stocks.
 - 1. Approvisionnements.
 - 2. En-cours de fabrication.
 - 3. Produits finis.
 - 4. Marchandises.
 - 5. Immeubles destinés à la vente.
 - 6. Acomptes versés.
 - B. Commandes en cours d'exécution.
- VII Créances à un an au plus.
 - A. Créances commerciales.
 - B. Autres créances.
- VIII Placements de trésorerie.
 - A. Actions propres.
 - B. Autres placements.
- IX Valeurs disponibles.
- X Comptes de régularisation.

Total de l'actif :

Passif

Capitaux propres :

- I Capital.
 - A. Capital souscrit.
 - B. Capital non appelé (—).
- II Primes d'émission.
- III Plus-values de réévaluation.

**HOOFDSTUK II. — Wijzigingen in de bijlage
bij het koninklijk besluit van 8 oktober 1976**

Art. 46. In de bijlage bij hetzelfde besluit wordt hoofdstuk I vervangen door de volgende hoofdstukken I en II :

HOOFDSTUK I. — De jaarrekening

Afdeling 1 : Schema van de balans

Activa

Vaste activa :

- I Oprichtingskosten.
- II Immateriële vaste activa.
- III Materiële vaste activa.
 - A. Terreinen en gebouwen.
 - B. Installaties, machines en uitrusting.
 - C. Meubilair en rollend materieel.
 - D. Leasing en soortgelijke rechten.
 - E. Overige materiële vaste activa.
 - F. Activa in aanbouw en vooruitbetalingen.
- IV Financiële vaste activa.
 - A. Verbonden ondernemingen.
 - 1. Deelnemingen.
 - 2. Vorderingen.
 - B. Ondernemingen waarmee een deelnemingsverhouding bestaat.
 - 1. Deelnemingen.
 - 2. Vorderingen.
 - C. Andere financiële vaste activa.
 - 1. Aandelen.
 - 2. Vorderingen en borgtochten in contanten.

Vlottende activa :

- V Vorderingen op meer dan één jaar.
 - A. Handelsvorderingen.
 - B. Overige vorderingen.
- VI Voorraden en bestellingen in uitvoering.
 - A. Voorraden.
 - 1. Grond- en hulpstoffen.
 - 2. Goederen in bewerking.
 - 3. Gereed produkt.
 - 4. Handelsgoederen.
 - 5. Onroerende goederen bestemd voor verkoop.
 - 6. Vooruitbetalingen.
 - B. Bestellingen in uitvoering.
- VII Vorderingen op ten hoogste één jaar.
 - A. Handelsvorderingen.
 - B. Overige vorderingen.
- VIII Geldbeleggingen.
 - A. Eigen aandelen.
 - B. Overige beleggingen.
- IX Liquide middelen.
- X Overlopende rekeningen.

Totaal der activa :

Passiva

Eigen vermogen :

- I Kapitaal.
 - A. Geplaatst kapitaal.
 - B. Niet opgevraagd kapitaal (—).
- II Uitgiftepremies.
- III Herwaarderingsmeerwaarden.

- IV Réserves.**
- A. Réserve légale.
 - B. Réserves indisponibles.
 1. Pour actions propres.
 2. Autres.
 - C. Réserves immunisées.
 - D. Réserves disponibles.
- V Bénéfice reporté (Perte reportée).**
- VI Subsidies en capital.**
Provisions pour risques et charges :
- VII Provisions pour risques et charges.**
- A. Pensions et obligations similaires.
 - B. Charges fiscales.
 - C. Grosses réparations et gros entretien.
 - D. Autres risques et charges.
- Dettes :
- VIII Dettes à plus d'un an.**
- A. Dettes financières.
 1. Emprunts subordonnés.
 2. Emprunts obligataires non subordonnés.
 3. Dettes de location-financement et assimilées.
 4. Etablissements de crédit.
 5. Autres emprunts.
 - B. Dettes commerciales.
 1. Fournisseurs.
 2. Effets à payer.
 - C. Acomptes reçus sur commandes.
 - D. Autres dettes.
- IX Dettes à un an au plus.**
- A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année.
 - B. Dettes financières.
 1. Etablissements de crédit.
 2. Autres emprunts.
 - C. Dettes commerciales.
 1. Fournisseurs.
 2. Effets à payer.
 - D. Acomptes reçus sur commandes.
 - E. Dettes fiscales, salariales et sociales.
 1. Impôts.
 2. Rémunérations et charges sociales.
 - F. Autres dettes.
- X Comptes de régularisation.**
Total du passif :
- Section 2 : Schéma du compte de résultats
(Présentation sous la forme de liste)*
- I Ventes et prestations.**
- A. Chiffre d'affaires.
 - B. Variation des en-cours de fabrication, des produits finis et des commandes en cours d'exécution (augmentation +; réduction -).
 - C. Production immobilisée.
 - D. Autres produits d'exploitation.
- II Coût des ventes et des prestations.**
- A. Approvisionnements et marchandises.
 1. Achats.
 2. Variation des stocks (augmentation -; réduction +).
 - B. Services et biens divers.
 - C. Rémunérations, charges sociales et pensions.
 - D. Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles.

- IV Reserves.**
- A. Wettelijke reserve.
 - B. Onbeschikbare reserves.
 1. Voor eigen aandelen.
 2. Andere.
 - C. Belastingvrije reserves.
 - D. Beschikbare reserves.
- V Overgedragen winst (Overgedragen verlies).**
- VI Kapitaalsubsidies.**
Voorzieningen voor risico's en kosten :
- VII Voorzieningen voor risico's en kosten.**
- A. Pensioenen en soortgelijke verplichtingen.
 - B. Belastingen.
 - C. Grote herstellings- en onderhoudswerken.
 - D. Overige risico's en kosten.
- Schulden :
- VIII Schulden op meer dan één jaar.**
- A. Financiële schulden.
 1. Achtergestelde leningen.
 2. Niet achtergestelde obligatieleningen.
 3. Leasingschulden en soortgelijke schulden.
 4. Kredietinstellingen.
 5. Overige leningen.
 - B. Handelsschulden.
 1. Leveranciers.
 2. Te betalen wissels.
 - C. Ontvangen vooruitbetalingen op bestellingen.
 - D. Overige schulden.
- IX Schulden op ten hoogste één jaar.**
- A. Schulden op meer dan één jaar die binnen het jaar vervallen.
 - B. Financiële schulden.
 1. Kredietinstellingen.
 2. Overige leningen.
 - C. Handelsschulden.
 1. Leveranciers.
 2. Te betalen wissels.
 - D. Ontvangen vooruitbetalingen op bestellingen.
 - E. Schulden met betrekking tot belastingen, bezoldigingen en sociale lasten.
 1. Belastingen.
 2. Bezoldigingen en sociale lasten.
 - F. Overige schulden.
- X Overlopende rekeningen.**
Totaal der passiva :
- Afdeling 2. : Schema van de resultatenrekening
(Voorstelling in staffelvorm)*
- I Bedrijfsopbrengsten.**
- A. Omzet.
 - B. Wijziging in de voorraad goederen in bewerking en gereed produkt en in de bestellingen in uitvoering (toename +; afname -).
 - C. Geproduceerde vaste activa.
 - D. Andere bedrijfsopbrengsten.
- II Bedrijfskosten.**
- A. Handelsgoederen, grond- en hulpstoffen.
 1. Inkopen.
 2. Wijziging in de voorraad (toename -; afname +).
 - B. Diensten en diverse goederen.
 - C. Bezoldigingen, sociale lasten en pensioenen.
 - D. Afschrijvingen en waardeverminderingen op oprichtingskosten, op immateriële en materiële vaste activa.

- E. Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales (dotations +; reprises —).
- F. Provisions pour risques et charges (dotations +; utilisations et reprises —).
- G. Autres charges d'exploitation.
- III Bénéfice (Perte) d'exploitation.**
- IV Produits financiers.**
- A. Produits des immobilisations financières.
- B. Produits des actifs circulants.
- C. Autres produits financiers.
- V Charges financières.**
- A. Charges des dettes.
- B. Réductions de valeur sur actifs circulants autres que ceux visés sub II, E. (dotations +; reprises —).
- C. Autres charges financières.
- VI Bénéfice courant (Perte courante) avant impôts.**
- VII Produits exceptionnels.**
- A. Reprises d'amortissements et de réductions de valeur sur immobilisations incorporelles et corporelles.
- B. Reprises de réductions de valeur sur immobilisations financières.
- C. Reprises de provisions pour risques et charges exceptionnels.
- D. Plus-values sur réalisation d'actifs immobilisés.
- E. Autres produits exceptionnels.
- VIII Charges exceptionnelles.**
- A. Amortissements et réductions de valeur exceptionnels sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles.
- B. Réductions de valeur sur immobilisations financières.
- C. Provisions pour risques et charges exceptionnels.
- D. Moins-values sur réalisation d'actifs immobilisés.
- E. Autres charges exceptionnelles.
- IX Bénéfice (Perte) de l'exercice avant impôts.**
- X Impôts sur le résultat.**
- A. Impôts.
- B. Régularisations d'impôts et reprises de provisions fiscales.
- XI Bénéfice (Perte) de l'exercice.**
- XII Transfert aux réserves immunisées.**
- XIII Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter.**

Affectations et prélèvements :

- A. Bénéfice (Perte) à affecter.**
1. Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter.
2. Bénéfice reporté (Perte reportée) de l'exercice précédent.
- B. Prélèvements sur les capitaux propres.**
1. Sur le capital et les primes d'émission.
2. Sur les réserves.
- C. Dotations aux réserves.**
1. A la réserve légale.
2. Aux autres réserves.
- D. Résultat à reporter.**
1. Bénéfice à reporter.
2. Perte à reporter.
- E. Intervention d'associés dans la perte.**
- F. Bénéfice à distribuer.**
1. Rémunération du capital (a).
2. Administrateurs ou gérants (a).
3. Autres allocataires (a).

(a) Uniquement dans les sociétés à responsabilité limitée de droit belge.

- E. Waardeverminderingen op voorraden, bestellingen in uitvoering en handelsvorderingen (toevoegingen +; terugnemingen —).
- F. Voorzieningen voor risico's en kosten (toevoegingen +; bestedingen en terugnemingen —).
- G. Andere bedrijfskosten.
- III Bedrijfswinst (Bedrijfsverlies).**
- IV Financiële opbrengsten.**
- A. Opbrengsten uit financiële vaste activa.
- B. Opbrengsten uit vlottende activa.
- C. Andere financiële opbrengsten.
- V Financiële kosten.**
- A. Kosten van schulden.
- B. Waardeverminderingen op vlottende activa andere dan bedoeld onder II, E. (toevoegingen +; terugnemingen —).
- C. Andere financiële kosten.
- VI Winst (Verlies) uit de gewone bedrijfsuitoefening, vóór belasting.**
- VII Uitzonderlijke opbrengsten.**
- A. Terugneming van afschrijvingen en van waardeverminderingen op immateriële en materiële vaste activa.
- B. Terugneming van waardeverminderingen op financiële vaste activa.
- C. Terugneming van voorzieningen voor uitzonderlijke risico's en kosten.
- D. Meerwaarden bij de realisatie van vaste activa.
- E. Andere uitzonderlijke opbrengsten.
- VIII Uitzonderlijke kosten.**
- A. Uitzonderlijke afschrijvingen en waardeverminderingen op oprichtingskosten, op immateriële en materiële vaste activa.
- B. Waardeverminderingen op financiële vaste activa.
- C. Voorzieningen voor uitzonderlijke risico's en kosten.
- D. Minderwaarden bij de realisatie van vaste activa.
- E. Andere uitzonderlijke kosten.
- IX Winst (Verlies) van het boekjaar vóór belasting.**
- X Belastingen op het resultaat.**
- A. Belastingen.
- B. Regularisering van belastingen en terugnemingen van voorzieningen voor belastingen.
- XI Winst (Verlies) van het boekjaar.**
- XII Overboeking naar de belastingvrije reserves.**
- XIII Te bestemmen winst (Te verwerken verlies) van het boekjaar.**

Resultaatverwerking.

- A. Te bestemmen winstsaldo (Te verwerken verliesaldo).**
1. Te bestemmen winst (Te verwerken verlies) van het boekjaar.
2. Overgedragen winst (Overgedragen verlies) van het vorige boekjaar.
- B. Onttrekking aan de eigen middelen.**
1. Aan het kapitaal en aan de uitgiftepremies.
2. Aan de reserves.
- C. Toevoeging aan de reserves.**
1. Aan de wettelijke reserve.
2. Aan de overige reserves.
- D. Over te dragen resultaat.**
1. Over te dragen winst.
2. Over te dragen verlies.
- E. Tussenkost van de vennoten in het verlies.**
- F. Uit te keren winst.**
1. Vergoeding van het kapitaal (a).
2. Bestuurders of zaakvoerders (a).
3. Andere rechthebbenden (a).

(a) Alleen voor de vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid naar Belgisch recht.

Section 2bis : Schéma du compte de résultats

(Présentation sous la forme de compte)

CHARGES

Résultats d'exploitation

PRODUITS

II Coût des ventes et des prestations.

A. Approvisionnements et marchandises.

1. Achats.

2. Variation des stocks (augmentation —; réduction +).

B. Services et biens divers.

C. Rémunérations, charges sociales et pensions.

D. Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles.

E. Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales (dotations +; reprise —).

F. Provisions pour risques et charges (dotations +; utilisations et reprises —).

G. Autres charges d'exploitation.

I Ventes et prestations.

A. Chiffre d'affaires.

B. Variation des en-cours de fabrication, des produits finis et des commandes en cours d'exécution (augmentation +; réduction —).

C. Production immobilisée.

D. Autres produits d'exploitation.

Résultats financiers

V Charges financières.

A. Charges des dettes.

B. Réductions de valeur sur actifs circulants autres que ceux visés sub II, E. (dotations +; reprises —).

C. Autres charges financières.

IV Produits financiers.

A. Produits des immobilisations financières.

B. Produits des actifs circulants.

C. Autres produits financiers.

Résultats exceptionnels

VIII Charges exceptionnelles.

A. Amortissements et réductions de valeur exceptionnels sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles.

B. Réductions de valeur sur immobilisations financières.

C. Provisions pour risques et charges exceptionnelles.

D. Moins-values sur réalisation d'actifs immobilisés.

E. Autres charges exceptionnelles.

VII Produits exceptionnels.

A. Reprises d'amortissements et de réductions de valeur sur immobilisations incorporelles et corporelles.

B. Reprises de réductions de valeur sur immobilisations financières.

C. Reprises de provisions pour risques et charges exceptionnelles.

D. Plus-values sur réalisation d'actifs immobilisés.

E. Autres charges exceptionnelles.

Impôts sur le résultat

X A. Impôts.

X B. Régularisations d'impôts et reprises de provisions fiscales.

Résultat de l'exercice

XI Bénéfice de l'exercice.

XI Perte de l'exercice.

Transfert aux réserves immunisées

XII Transfert aux réserves immunisées.

Résultat de l'exercice à affecter

XIII Bénéfice de l'exercice à affecter.

XIII Perte de l'exercice à affecter.

Affectations et prélèvements

A. Bénéfice (Perte) à affecter.

1. Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter.
2. Bénéfice reporté (Perte reportée) de l'exercice précédent.

B. Prélèvements sur les capitaux propres.

1. Sur le capital et les primes d'émission.
2. Sur les réserves.

C. Dotations aux réserves.

1. A la réserve légale.
2. Aux autres réserves.

D. Résultat à reporter.

1. Bénéfice à reporter.
2. Perte à reporter.

E. Intervention d'associés dans la perte.

F. Bénéfice à distribuer.

1. Rémunération du capital (a).
2. Administrateurs ou gérants (a).
3. Autres allocataires (a).

(a) Uniquement dans les sociétés à responsabilité limitée de droit belge.

Afdeling 2bis : Schema van de resultatenrekening

(Voorstelling in scotroform)

KOSTEN

Bedrijfsresultaten

OPBRENGSTEN

II Bedrijfskosten.

- A. Handelsgoederen, grond- en hulpstoffen.
 1. Inkoop.
 2. Wijziging in de voorraad (toename —; afname +).
- B. Diensten en diverse goederen.
- C. Bezoldigingen, sociale lasten en pensioenen.
- D. Afschrijvingen en waardeverminderingen op oprichtingskosten, op immateriële en materiële vaste activa.
- E. Waardeverminderingen op voorraden, bestellingen in uitvoering en handelsvorderingen (toevoegingen +; terugnemingen —).
- F. Voorzieningen voor risico's en kosten (toevoegingen +; bestedingen en terugnemingen —).
- G. Andere bedrijfskosten.

I Bedrijfsopbrengsten.

- A. Omzet.
- B. Wijziging in de voorraad goederen in bewerking en gereed produkt en in de bestellingen in uitvoering (toename +; afname —).
- C. Geproduceerde vaste activa.
- D. Andere bedrijfsopbrengsten.

Financiële resultaten

V Financiële kosten.

- A. Kosten van schulden.
- B. Waardeverminderingen op vlottende activa andere dan beoeld onder II, E. (toevoegingen +; terugnemingen —).
- C. Andere financiële kosten.

IV Financiële opbrengsten.

- A. Opbrengsten uit financiële vaste activa.
- B. Opbrengsten uit vlottende activa.
- C. Andere financiële opbrengsten.

*Uitzonderlijke resultaten***VIII Uitzonderlijke kosten.**

- A. Uitzonderlijke afschrijvingen en waardeverminderingen op oprichtingskosten, op immateriële en materiële vaste activa.
- B. Waardeverminderingen op financiële vaste activa.
- C. Voorzieningen voor uitzonderlijke risico's en kosten.
- D. Minderwaarden bij de realisatie van vaste activa.
- E. Andere uitzonderlijke kosten.

VII Uitzonderlijke opbrengsten.

- A. Terugneming van afschrijvingen en van waardeverminderingen op immateriële en materiële vaste activa.
- B. Terugneming van waardeverminderingen op financiële vaste activa.
- C. Terugneming van voorzieningen voor uitzonderlijke risico's en kosten.
- D. Meerwaarden bij de realisatie van vaste activa.
- E. Andere uitzonderlijke opbrengsten.

*Belastingen op het resultaat***X A. Belastingen.****X B. Regularisering van belastingen en terugneming van voorzieningen voor belastingen.***Resultaat van het boekjaar***XI Winst van het boekjaar.****XI Verlies van het boekjaar.***Overboeking naar de belastingvrije reserves***XII Overboeking naar de belastingvrije reserves.***Te bestemmen resultaat van het boekjaar***XIII Te bestemmen winst van het boekjaar.****XIII Te verwerken verlies van het boekjaar.***Resultaatverwerking*

- A. Te bestemmen winstsaldo (Te verwerken verliessaldo).
 - 1. Te bestemmen winst (Te verwerken verlies) van het boekjaar.
 - 2. Overgedragen winst (Overgedragen verlies) van het vorige boekjaar.
- B. Onttrekking aan de eigen middelen.
 - 1. Aan het kapitaal en aan de uitgiftepremies
 - 2. Aan de reserves.
- C. Toevoeging aan de reserves.
 - 1. Aan de wettelijke reserve.
 - 2. Aan de overige reserves.
- D. Over te dragen resultaat.
 - 1. Over te dragen winst.
 - 2. Over te dragen verlies.
- E. Tussenkost van de vennoten in het verlies.
- F. Uit te keren winst.
 - 1. Vergoeding van het kapitaal (a).
 - 2. Bestuurders of zaakvoerders (a).
 - 3. Andere rechthebbenden (a).

(a) Alleen voor vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid naar Belgisch recht.

Section 3. — Contenu de l'annexe

Outre la description résumée des règles d'évaluation prévue par l'article 15, alinéa 2, et, le cas échéant, les mentions prescrites par les articles 4, alinéa 2, 10, alinéa 2, 11, alinéa 3, 14, alinéa 2, 16, alinéas 2 et 3, 17, alinéa 3, 19, alinéas 3 et 4, 22, alinéas 1er et 2, 24, alinéa 3, 27, § 3, 28, § 2, alinéas 1er et 4, 29, § 1, 33, alinéa 3, 34, alinéa 2, 36 et 46bis, §§ 1er et 3, l'annexe comprend les renseignements et états suivants :

I. Un état des frais d'établissement (rubrique I de l'actif) mentionnant leur valeur comptable nette au terme de l'exercice précédent, les mutations de l'exercice (nouveaux frais engagés, amortissements, autres), ainsi que la valeur comptable nette au terme de l'exercice, ventilée entre :

— Frais de constitution et d'augmentation de capital, frais d'émission d'emprunts, primes de remboursement et autres frais d'établissement,

- Intérêts intercalaires
- Frais de restructuration.

II. Un état des immobilisations incorporelles (rubrique II de l'actif) ventilant celles-ci entre :

- Frais de recherche et de développement
- Concessions, brevets, licences, savoir-faire, marques et droits similaires
- Goodwill
- Acomptes versés

et mentionnant pour chacun de ces postes les indications prévues aux littéras a, c et d de l'état n° III ci-dessous.

Les plus-values actées antérieurement au début de l'exercice prenant cours après le 31 décembre 1983 sont regroupées au littéra a avec la valeur d'acquisition au début de cet exercice.

III. Un état des immobilisations corporelles (rubrique III de l'actif) ventilant celles-ci entre :

- Terrains et constructions (III.A)
- Installations, machines et outillage (III.B)
- Mobilier et matériel roulant (III.C)
- Location-financement et droits similaires (III.D)
- Autres immobilisations corporelles (III.E)
- Immobilisations en cours et acomptes versés (III.F)

et mentionnant pour chacun de ces postes :

a) en valeur d'acquisition, le montant au terme de l'exercice précédent, les mutations de l'exercice (acquisitions, y compris la production immobilisée, cessions et désaffectations, transferts d'une rubrique à une autre), ainsi que le montant en fin d'exercice;

b) les plus-values existant au terme de l'exercice précédent, les mutations de l'exercice (plus-values actées, acquises de tiers, annulées, transférées d'une rubrique à une autre), ainsi que le montant en fin d'exercice de ces plus-values;

c) les amortissements et réductions de valeur existant au terme de l'exercice précédent, les mutations de l'exercice (amortissements et réductions de valeur actés à charge du compte de résultats, repris en compte de résultats, acquis de tiers, annulés, transférés d'une rubrique à une autre), ainsi que le montant en fin d'exercice de ces amortissements et réductions de valeur;

d) la valeur comptable nette en fin d'exercice.

Pour les droits dont l'entreprise dispose en vertu de contrats de location-financement et de contrats similaires, la valeur comptable nette en fin d'exercice est ventilée entre : terrains et constructions; installations, machines et outillage; mobilier et matériel roulant.

Afdeling 3. — Vermeldingen op te nemen in de toelichting

Naast de samenvatting van de waarderingsregels krachtens artikel 15, tweede lid, en naast de vermeldingen die in voorkomend geval mochten worden opgenomen krachtens de artikelen 4, tweede lid, 10, tweede lid, 11, derde lid, 14, tweede lid, 16, tweede en derde lid, 17, derde lid, 19, derde en vierde lid, 22, eerste en tweede lid, 24, derde lid, 27, § 3, 28, § 2, eerste en vierde lid, 29 § 1, 33, derde lid, 34, tweede lid, 36 en 46bis, §§ 1 en 3, worden in de toelichting de hierna volgende gegevens opgenomen :

I. Een staat van de oprichtingskosten (post I van de activa), met de vermelding van hun netto-boekwaarde per einde van het vorige boekjaar, de mutaties tijdens het boekjaar (nieuwe kosten van het boekjaar, afschrijvingen, andere) alsmede de netto-boekwaarde per einde van het boekjaar. Deze laatste wordt uitgesplitst in :

— Kosten van oprichting of kapitaalverhoging, kosten bij uitgifte van leningen, disagio en andere oprichtingskosten;

- Intercalair interesten
- Herstructureringskosten.

II. Een staat van de immateriële vaste activa (post II van de activa) die een uitsplitsing bevat in :

- Kosten van onderzoek en ontwikkeling
- Concessies, octrooien, licenties, know-how, merken en soortgelijke rechten
- Goodwill
- Vooruitbetalingen

en voor elk van deze posten de gegevens vermeldt bedoeld onder de punten a c en d van de hieronder vermelde staat III.

De meerwaarden die werden geboekt vóór het begin van het boekjaar dat ingaat na 31 december 1983 worden onder punt a vermeld samen met de aanschaffingswaarde bij het begin van dat boekjaar.

III. Een staat van de materiële vaste activa (post III van de activa) die een uitsplitsing bevat in :

- Terreinen en gebouwen (III.A)
- Installaties, machines en uitrusting (III.B)
- Meubilair en rollend materieel (III.C)
- Leasing en soortgelijke rechten (III.D)
- Overige materiële vaste activa (III.E)
- Activa in aanbouw en vooruitbetalingen (III.F)

en voor elk van deze posten de volgende gegevens vermeldt :

a) het bedrag van de aanschaffingswaarde per einde van het vorige boekjaar, de mutaties ervan tijdens het boekjaar (aanschaffingen, met inbegrip van de geproduceerde vaste activa, overdrachten en buitengebruikstellingen, overboekingen van een post naar een andere) en het bedrag ervan per einde van het boekjaar;

b) het bedrag van de meerwaarden per einde van het vorige boekjaar, de mutaties ervan tijdens het boekjaar (geboekte meerwaarden, meerwaarden verworven van derden, afgeboekte meerwaarden, overboekingen van een post naar een andere) en het bedrag ervan per einde van het boekjaar;

c) het bedrag van de afschrijvingen en de waardeverminderingen per einde van het vorige boekjaar, de mutaties ervan tijdens het boekjaar (geboekt of teruggenomen via de resultatenrekening, verworven van derden, afgeboekt, overgeboekt van een post naar een andere) en het bedrag van deze afschrijvingen en waardeverminderingen per einde van het boekjaar;

d) het bedrag van de netto-boekwaarde per einde van het boekjaar.

Voor de rechten waarover de onderneming beschikt op grond van leasing of een gelijkaardige overeenkomst wordt de netto-boekwaarde op het einde van het boekjaar uitgesplitst in : terreinen en gebouwen; installaties, machines en uitrusting; meubilair en rollend materieel.

IV. Un état des immobilisations financières (rubrique IV de l'actif) ventilant celles-ci :

A. d'une part, entre :

- Participations dans des entreprises liées (IV.A.1)
- Autres participations (IV.B.1)
- Autres actions ou parts (IV.C.1)

et mentionnant pour chacun de ces postes, les indications prévues aux lettres a, b, c et d de l'état n° III, ci-dessus, ainsi que, quant aux montants non appelés, le montant au terme de l'exercice précédent, le total des mutations de l'exercice ainsi que le montant en fin d'exercice;

B. d'autre part, entre :

- Créances sur entreprises liées (IV.A.2)
- Créances sur autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation (IV.B.2)
- Autres créances (IV.C.2)

et mentionnant pour chacun de ces postes, la valeur comptable nette au terme de l'exercice précédent, les mutations de l'exercice (additions, remboursements, réductions de valeur actées et reprises, différences de change, autres), la valeur comptable en fin d'exercice, ainsi que le montant des réductions de valeur accumulées en fin d'exercice.

V. La liste des sociétés dans lesquelles l'entreprise détient une participation au sens du présent arrêté, ainsi que des autres sociétés dans lesquelles l'entreprise détient des actions représentant dix pour cent au moins du capital souscrit.

Pour chacune des sociétés sont indiqués : la dénomination et le siège; le nombre d'actions détenues directement par l'entreprise et le pourcentage que cette détention représente, ainsi que le pourcentage d'actions détenues par les filiales et sous-filiales de l'entreprise; le montant des fonds propres et le résultat net du dernier exercice dont les comptes annuels sont disponibles.

Le montant des fonds propres et le montant du résultat net du dernier exercice dont les comptes annuels sont disponibles peuvent ne pas être mentionnés si la société concernée n'est pas tenue de rendre ces indications publiques; cette exception n'est toutefois pas applicable aux filiales et sous-filiales.

Le montant des fonds propres et du résultat net des sociétés étrangères est exprimé en monnaie étrangère; cette monnaie est mentionnée.

Le nombre et la quotité des actions détenues sont, le cas échéant, mentionnés par catégories différentes d'actions émises.

VI. Quant aux placements de trésorerie, les « autres placements » (rubrique VIII.B de l'actif) sont ventilés entre :

- actions et parts, avec mention explicite du montant non appelé;
- titres à revenu fixe avec mention distincte des titres émis par des établissements de crédit;
- compte à terme sur les établissements de crédit, ventilés selon que leur durée résiduelle ou la durée de leur préavis est de un mois au plus, se situe entre plus d'un mois et un an au plus, ou est de plus d'un an.

Les chiffres correspondants de l'exercice précédent sont mentionnés.

VII. Quant aux comptes de régularisation (rubrique X de l'actif), une ventilation de ce poste si celui-ci représente un montant important.

VIII. Un état du capital, mentionnant :

A. — le montant du capital souscrit ainsi que la nature et le montant des diverses modifications de celui-ci au cours de l'exercice et le nombre d'actions concernées;

— la représentation du capital en fin d'exercice; s'il existe plusieurs catégories d'actions représentatives du capital, le nombre d'actions de chaque catégorie et le montant du capital qu'elles représentent;

— la ventilation du capital en actions nominatives et actions au porteur;

IV. Een staat van de financiële vaste activa (post IV van de activa) die een uitsplitsing bevat in :

A. eendeels :

- Deelnemingen in verbonden ondernemingen (IV.A.1)
- Andere deelnemingen (IV.B.1)
- Andere aandelen (IV.C.1)

met vermelding voor elk van deze posten van de gegevens bedoeld onder de punten a, b, c en d van de hierboven vermelde staat III evenals van de niet opgevraagde bedragen per einde van het vorig boekjaar, de mutaties ervan tijdens het boekjaar en het bedrag ervan per einde van het boekjaar;

B. anderdeels :

- Vorderingen op verbonden ondernemingen (IV.A.2)
- Vorderingen op ondernemingen waarmee een deelnemingsverhouding bestaat (IV.B.2)
- Andere vorderingen (IV.C.2)

met vermelding voor elk van deze posten van de netto-boekwaarde per einde van het vorige boekjaar, de mutaties ervan tijdens het boekjaar (toevoegingen, terugbetalingen, geboekte en teruggenomen waardeverminderingen, wisselkoersverschillen, overige), de boekwaarde per einde van het boekjaar en het gecumuleerde bedrag van de waardeverminderingen per einde van het boekjaar.

V. De lijst van de vennootschappen waarin de onderneming een deelneming bezit in de zin van dit besluit, alsmede van de andere vennootschappen waarin de onderneming aandelen bezit ten belope van ten minste tien procent van het geplaatste kapitaal.

Voor elk van deze vennootschappen moeten de volgende gegevens worden verstrekt : de naam en de zetel; het aantal aandelen dat rechtstreeks door de onderneming wordt gehouden, het deel van het kapitaal dat deze aandelen vertegenwoordigen alsmede het deel vertegenwoordigd door de aandelen gehouden door dochters en kleindochters van de onderneming; het bedrag van de eigen middelen en het netto-resultaat over het laatste boekjaar waarvan de jaarrekening beschikbaar is.

Het bedrag van de eigen middelen en het netto-resultaat van het laatste boekjaar waarvan de jaarrekening beschikbaar is mogen worden achterwege gelaten indien de betrokken vennootschap deze gegevens niet moet openbaar maken; deze uitzondering geldt evenwel niet ten aanzien van de dochters en de kleindochters.

Het bedrag van de eigen middelen en van het netto-resultaat van de buitenlandse vennootschappen wordt uitgedrukt in vreemde munt; deze munt wordt vermeld.

Het aantal gehouden aandelen en het kapitaalgedeelte dat ze vertegenwoordigen worden, in voorkomend geval, aangegeven per soort uitgegeven aandelen.

VI. Wat de geldbeleggingen betreft, worden de « overige beleggingen » (post VIII.B van de activa) uitgesplitst in :

- aandelen, met uitdrukkelijke vermelding van het niet opgevraagde bedrag;
- vastrentende effecten, met afzonderlijke vermelding van de effecten uitgegeven door kredietinstellingen;
- termijnrekeningen op kredietinstellingen, uitgesplitst naar gelang de resterende looptijd of de opzegtermijn hoogstens één maand, meer dan één maand en hoogstens één jaar, of meer dan één jaar bedraagt.

De vergelijkende bedragen over het vorige boekjaar worden vermeld.

VII. Wat de overlopende rekeningen betreft (post X van de activa) een uitsplitsing van deze post indien daaronder een belangrijk bedrag voorkomt.

VIII. Een staat met betrekking tot het kapitaal, die vermeldt :

- A. — het bedrag van het geplaatste kapitaal, evenals de aard en het bedrag van de verschillende wijzigingen daarvan tijdens het boekjaar en het aantal daarbij betrokken aandelen;
- de samenstelling van het kapitaal bij de jaarafsluiting; indien er verschillende soorten aandelen bestaan die het kapitaal vertegenwoordigen, het aantal aandelen van elke soort en het kapitaalbedrag dat ze vertegenwoordigen;
- de uitsplitsing van het kapitaal in aandelen op naam en aan toonder;

B. le montant du capital non appelé et du capital appelé, non versé, en regard de la liste prévue à l'article 51 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, si cette disposition est applicable à l'entreprise;

C. le nombre d'actions propres détenues respectivement par la société elle-même et par ses filiales et sous-filiales ainsi que le montant du capital que ces actions représentent;

D. les engagements d'émission d'actions suite à l'exercice de droits de conversion ou de souscription en indiquant le montant des emprunts convertibles en cours et le nombre de droits de souscription en circulation ainsi que le nombre maximum d'actions à émettre et le montant correspondant du capital à souscrire,

E. le montant du capital autorisé non souscrit;

F. le nombre de parts émises, non représentatives du capital, le nombre de voix y attachées, ainsi que le nombre de ces parts détenues respectivement par la société elle-même et par ses filiales et sous-filiales.

IX. Quant aux provisions pour risques et charges (rubrique VII du passif), une ventilation du poste « VII.D. Autres risques et charges » si celui-ci représente un montant important.

X. Un état des dettes comportant :

A. une ventilation, par poste prévu à la rubrique VIII du passif, des dettes à l'origine à plus d'un an, selon que leur durée résiduelle est d'un an au plus, de plus d'un an mais de cinq ans au plus, ou de plus de cinq ans;

B. le montant des dettes (rubriques VIII et IX du passif) ou de la partie de ces dettes qui sont garanties :

1° par les pouvoirs publics belges;
2° par des sûretés réelles sur les actifs de l'entreprise, constituées ou irrévocablement promises.

Ne sont pas mentionnées parmi les dettes garanties, les dettes assorties d'un privilège, sauf en ce qui concerne le privilège du vendeur. La réserve de propriété est assimilée à une garantie réelle.

Les montants visés sub 1° et 2° sont ventilés par poste prévu aux rubriques VIII et IX du passif, mais sans distinction selon leur terme.

C. 1. En ce qui concerne les dettes fiscales, salariales et sociales (rubrique IX.E. du passif), le montant des dettes échues (que des délais de paiement aient ou non été obtenus), envers :

- a) des administrations fiscales;
- b) l'Office National de Sécurité Sociale.

2. En ce qui concerne les impôts (rubrique IX.E.1. du passif), une ventilation entre les impôts à payer et les dettes fiscales estimées.

Les renseignements visés sub A. et B. 1° et 2° du présent tableau ainsi que ceux visés au tableau XVII.A.2. peuvent être remplacés par une énumération des dettes à plus d'un an et des dettes assorties de garanties, en mentionnant pour chacune d'elles la nature de la dette selon les rubriques du bilan, son échéance et les garanties dont elle est assortie.

XI. Quant aux comptes de régularisation (rubrique X du passif) une ventilation de ce poste si celui-ci représente un montant important.

XII. Les indications suivantes relatives aux résultats d'exploitation de l'exercice et de l'exercice précédent :

A. une ventilation du chiffre d'affaires net (rubrique I.A.) par catégorie d'activité ainsi que par marché géographique, dans la mesure où, du point de vue de l'organisation de la vente des produits et de la prestation des services relevant des activités ordinaires de l'entreprise, ces catégories et marchés diffèrent entre eux de façon considérable;

B. quant aux autres produits d'exploitation (rubrique I.D.), le montant global des subsides (autres que les subsides liés à des investissements) et des montants compensatoires obtenus des pouvoirs publics;

B. het bedrag van het niet opgevraagde kapitaal en van het opgevraagde, niet gestorte kapitaal naast de lijst bedoeld in artikel 51 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, indien dit artikel op de onderneming toepasselijk is;

C. het aantal eigen aandelen dat respectievelijk door de vennootschap zelf en door haar dochters en kleindochters wordt gehouden, evenals het kapitaalbedrag vertegenwoordigd door deze aandelen;

D. de verplichtingen tot uitgifte van aandelen als gevolg van de uitoefening van conversie- of inschrijvingsrechten, met vermelding van het bedrag van de lopende converteerbare leningen, van het aantal inschrijvingsrechten in omloop, van het maximum aantal uit te geven aandelen en van het overeenstemmende bedrag te plaatsen kapitaal;

E. het bedrag van het toegestane, niet geplaatste kapitaal;

F. het aantal uitgegeven aandelen buiten kapitaal, het daaraan verbonden stemrecht, alsmede, in voorkomend geval, het aantal van deze aandelen dat respectievelijk door de vennootschap zelf en door haar dochters en kleindochters wordt gehouden.

IX. Wat de voorzieningen voor risico's en kosten (post VII van de passiva) betreft, een uitsplitsing van post « VII.D. Overige risico's en kosten » wanneer onder deze post een belangrijk bedrag voorkomt.

X. Een staat van de schulden, die vermeldt :

A. een uitsplitsing, per post van post VIII van de passiva, van de schulden met een oorspronkelijke looptijd van meer dan één jaar, naar gelang hun resterende looptijd hoogstens één jaar, meer dan één jaar doch hoogstens vijf jaar, of meer dan vijf jaar bedraagt;

B. het bedrag van de schulden (posten VIII en IX van de passiva) of van het gedeelte van de schulden die gewaarborgd zijn door :

1° Belgische overheidsinstellingen;

2° zakelijke zekerheden gesteld of onherroepelijk beloofd op activa van de onderneming.

De bevoorrechte schulden worden niet opgenomen onder de gewaarborgde schulden tenzij het gaat om het voorrecht van de verkoper. Het eigendomsvoorbehoud wordt gelijkgesteld met een zakelijke zekerheid.

De bedragen bedoeld onder 1° en 2° worden uitgesplitst per post voorzien in de rubrieken VIII en IX van de passiva, maar zonder onderscheid naar gelang van hun termijn.

C. 1. Wat de schulden met betrekking tot belastingen, bezoldigingen en sociale lasten betreft (post IX.E. van de passiva), het bedrag van de vervallen schulden (ongeacht of uitstel van betaling is verkregen) ten aanzien van :

a) het belastingbestuur;

b) de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid.

2. Wat de belastingen betreft (post IX.E.1. van de passiva) een uitsplitsing tussen de te betalen belastingen en de geschatte belastingsschulden.

De inlichtingen bedoeld onder de punten A. en B. 1° en 2° van deze staat alsmede de inlichtingen bedoeld onder punt A.2 van staat XVII mogen worden verstrekt in de vorm van een opsomming van de schulden op meer dan één jaar en van de gewaarborgde schulden met de vermelding voor elke schuld van haar aard (overeenkomstig de balansposten), haar vervaldag en de verstrekte waarborgen.

XI. Wat de overlopende rekeningen betreft (post X van de passiva), een uitsplitsing van deze post indien daaronder een belangrijk bedrag voorkomt.

XII. De volgende gegevens met betrekking tot de bedrijfsresultaten over het boekjaar en over het vorige boekjaar :

A. een uitsplitsing van de netto-omzet (post I.A.) naar categorie bedrijfsactiviteit en naar geografische markten, voor zover deze categorieën en markten, vanuit het oogpunt van de organisatie van de verkoop van goederen en de verlening van diensten in het kader van de normale bedrijfsuitoefening van de onderneming, onderling aanzienlijke verschillen te zien geven;

B. wat de andere bedrijfsopbrengsten betreft (post I.D.), het totaal bedrag van de subsidies — andere dan investeringssubsidies — en van de vanwege de overheid ontvangen compenserende bedragen;

C. quant au personnel et aux frais de personnel :

1. Effectif moyen du personnel pendant l'exercice, en distinguant les ouvriers, les employés, le personnel de direction et les autres personnes inscrites au registre du personnel;

2. la ventilation des rémunérations, charges sociales et pensions (rubrique II.C.) selon le schéma suivant :

- a) rémunérations et avantages sociaux directs;
- b) cotisations patronales d'assurances sociales;
- c) primes patronales pour assurances extra-légales;
- d) autres frais de personnel;
- e) pensions;

3. les provisions pour pensions (dotations +, utilisations et reprises —);

D. quant aux réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales (rubrique II.E.), le montant respectif des réductions de valeur actées d'une part, des reprises de réductions de valeur, d'autre part, afférentes

- 1° aux stocks et aux commandes en cours d'exécution;
- 2° aux créances commerciales;

E. quant aux provisions pour risques et charges (rubrique II.F.), une ventilation entre le montant des constitutions de provisions et celui des utilisations et des reprises de provisions;

F. quant aux autres charges d'exploitation (rubrique II.G.), une ventilation selon qu'il s'agit d'impôts et de taxes relatifs à l'exploitation ou d'autres charges.

XIII. Les indications suivantes relatives aux résultats financiers de l'exercice et de l'exercice précédent :

A. quant aux autres produits financiers (rubrique IV.C.) le montant des subsides en capital et en intérêts accordés par les pouvoirs publics, imputés au résultat de l'exercice, ainsi qu'une ventilation des autres produits portés sous cette rubrique, s'ils représentent des montants importants;

B. quant aux charges des dettes (rubrique V.A.), le montant des intérêts et charges financières portés à l'actif;

C. quant aux réductions de valeur sur actifs circulants (rubrique V.B.), le montant respectif des réductions de valeur et des reprises de réductions de valeur;

D. quant aux autres charges financières (rubrique V.C.), le montant de l'escompte à charge de l'entreprise sur la négociation de créances (effets de commerce, factures et autres créances), ainsi qu'une ventilation des autres charges portées sous cette rubrique, si elles représentent des montants importants.

XIV. Quant aux résultats exceptionnels, une ventilation des postes « autres produits exceptionnels » et « autres charges exceptionnelles » si ces postes représentent des montants importants.

XV. Quant aux impôts sur le résultat (rubrique X) :

A. une ventilation des impôts sur le résultat, en distinguant :

1. en ce qui concerne les impôts sur le résultat de l'exercice :

- a) les impôts et précomptes dus ou versés;
- b) l'excédent de versements d'impôts ou de précomptes porté à l'actif (—);
- c) les suppléments d'impôts estimés (portés à la rubrique IX.D.1. du passif);

2. et en ce qui concerne les impôts sur le résultat d'exercices antérieurs :

- a) les suppléments d'impôts dus ou versés;
- b) les suppléments d'impôts estimés (portés à la rubrique IX.D.1. du passif) ou provisionnés (portés à la rubrique VII du passif);

B. dans la mesure où le résultat de l'exercice est influencé de manière sensible au niveau des impôts par une disparité entre le bénéfice, avant impôts, exprimé dans les comptes et le bénéfice

C. wat personeel en personeelskosten betreft :

1. het gemiddeld personeelsbestand tijdens het boekjaar, waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen arbeiders, bedienden, het directiepersoneel en het andere personeel ingeschreven in het personeelsregister;

2. een uitsplitsing van de bezoldigingen, sociale lasten en pensioenen (post II.C.) naar volgend schema :

- a) bezoldigingen en rechtstreekse sociale voordelen;
- b) patronale bijdragen voor sociale verzekeringen;
- c) patronale premies voor buitenwettelijke verzekeringen;
- d) andere personeelskosten;
- e) pensioenen;

3. de voorzieningen voor pensioenen (toevoegingen +; bestedingen en terugnemingen —);

D. wat betreft de waardeverminderingen op voorraden, bestellingen in uitvoering en handelsvorderingen (post II.E.) het respectievelijk bedrag van de geboekte waardeverminderingen censeels, en van de terugnemingen van waardeverminderingen anderdeels, uitgesplitst naar

- 1° voorraden en bestellingen in uitvoering;
- 2° handelsvorderingen;

E. wat de voorzieningen voor risico's en kosten betreft (post II.F.), een uitsplitsing van het bedrag naar toevoegingen eenseels en bestedingen en terugnemingen anderdeels;

F. wat de andere bedrijfskosten betreft (post II.G.) een uitsplitsing naar gelang het belastingen en taksen op de bedrijfsuitvoering zijn of andere kosten.

XIII. De volgende gegevens betreffende de financiële resultaten van het boekjaar en van het voorafgaande boekjaar :

A. wat de andere financiële opbrengsten betreft (post IV.C.), het bedrag van de geboekte kapitaal- en interestsubsidies door de overheid toegekend en aangerekend op het resultaat van het boekjaar, alsmede een uitsplitsing van de overige financiële opbrengsten die onder deze post werden opgenomen, indien het belangrijke bedragen betreft;

B. wat de kosten van schulden betreft (post V.A.), het bedrag van de geactiveerde interesten en financiële kosten;

C. wat betreft de waardeverminderingen op vlottende activa (post V.B.) het respectievelijk bedrag van de waardeverminderingen en van de terugnemingen van waardeverminderingen;

D. wat de andere financiële kosten betreft (post V.C.), het bedrag van het disconto ten laste van de onderneming bij de verhandeling van vorderingen (handelseffecten, facturen en andere vorderingen) alsmede een uitsplitsing van de overige onder deze post opgenomen kosten, indien het om belangrijke bedragen gaat.

XIV. Wat de uitzonderlijke resultaten betreft, een uitsplitsing van de posten « andere uitzonderlijke opbrengsten » en « andere uitzonderlijke kosten », indien het om belangrijke bedragen gaat.

XV. Wat de belastingen op het resultaat betreft (post X) de volgende gegevens :

A. een uitsplitsing van de belastingen op het resultaat in :

1. belastingen op het resultaat van het boekjaar, uitgesplitst naar :
 - a) verschuldigde of betaalde belastingen en voorheffingen;
 - b) geactiveerde overschotten van betaalde belastingen en voorheffingen (—);
 - c) geraamde belastingssupplementen (opgenomen onder post IX.D.1. van de passiva);

2. belastingen op het resultaat van vorige boekjaren uitgesplitst naar :

- a) verschuldigde of betaalde belastingssupplementen;
- b) geraamde belastingssupplementen (opgenomen onder post IX.D.1. van de passiva) of belastingssupplementen waarvoor een voorziening werd gevormd (opgenomen onder post VII van de passiva);

B. in de mate waarin het resultaat van het boekjaar op belangrijke wijze werd beïnvloed op het stuk van de belastingen, door een verschil tussen de winst vóór belastingen, zoals deze blijkt

taxable estimé, les principales sources de cette disparité avec mention particulière de celles découlant de décalages dans le temps entre le bénéfice comptable et le bénéfice fiscal;

C. des indications sur l'influence des résultats exceptionnels sur le montant des impôts sur le résultat de l'exercice;

D. dans la mesure où ces indications sont importantes pour l'appréciation de la situation financière de l'entreprise, des indications relatives à l'état, en fin d'exercice, des sources de latences fiscales. Seront notamment indiquées au titre de latences fiscales actives, les pertes fiscales cumulées, déductibles des bénéfices taxables ultérieurs.

XVI. L'indication du montant, pour l'exercice et pour l'exercice précédent, des autres taxes et impôts à charge de tiers en distinguant :

A. le montant total des taxes sur la valeur ajoutée, des taxes d'égalisation et des taxes spéciales portées en compte, pendant l'exercice :

1. à l'entreprise (déductible);
2. par l'entreprise;

B. les montants retenus à charge de tiers, au titre de :

1. précompte professionnel;
2. précompte mobilier.

XVII. Les indications suivantes relatives aux droits et engagements hors bilan :

A. 1. le montant des garanties personnelles constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise pour sûreté de dettes ou d'engagements de tiers, avec mention séparée des effets de commerce cédés par l'entreprise sous son endos;

2. le montant des garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise sur ses actifs propres, pour sûreté respectivement de ses dettes et engagements propres et des dettes et engagements de tiers, en mentionnant :

— quant aux hypothèques, la valeur comptable des immeubles grevés et le montant de l'inscription;

— quant au gage sur fonds de commerce, le montant de l'inscription;

— quant aux gages (y compris la réserve de propriété) constitués sur d'autres actifs, la valeur comptable des actifs gagés;

— quant aux sûretés constituées sur actifs futurs, le montant des actifs en cause;

3. s'ils ne sont pas portés au bilan, les biens et valeurs détenus par des tiers en leur nom mais aux risques et profits de l'entreprise;

4. les engagements importants d'acquisition ou de cession d'immobilisations, ventilés entre les engagements d'acquisition et les engagements de cession;

5. le montant des marchés à terme, avec mention séparée du montant des marchandises achetées (à recevoir), des marchandises vendues (à livrer), des devises achetées (à recevoir) et des devises vendues (à livrer);

B. des indications relatives aux garanties techniques attachées à des ventes ou des prestations déjà effectuées;

C. une information au sujet des litiges importants et des autres engagements importants non visés ci-dessus;

D. si les membres du personnel ou les dirigeants de l'entreprise bénéficient d'un régime complémentaire de pension de retraite ou de survie, une description succincte de ce régime et des mesures prises par l'entreprise pour couvrir la charge qui en résultera. En ce qui concerne les pensions, dont le service incombe à l'entreprise elle-même, le montant des engagements qui résultent pour elle de prestations déjà effectuées fait l'objet d'une estimation dont les bases et méthodes sont énoncées de manière succincte.

uit de jaarrekening en de geraamde belastbare winst, worden de belangrijkste oorzaken van dit verschil aangeduid met bijzondere vermelding van deze die voortspruiten uit het tijdsverschil tussen de vaststelling van de boekwinst en de fiscale winst;

C. aanduidingen over de invloed van de uitzonderlijke resultaten op de belastingen op het resultaat van het boekjaar;

D. in de mate waarin deze informatie belangrijk is om een inzicht te verkrijgen in de financiële positie van de onderneming worden inlichtingen verstrekt over de bronnen, op het einde van het boekjaar, van belastinglatenties. In het bijzonder worden als bronnen van actieve belastinglatenties vermeld, de gecumuleerde fiscale verliezen die aftrekbaar zijn van latere belastbare winsten.

XVI. De vermelding van het bedrag, voor het boekjaar en voor het vorige boekjaar, van de andere taksen en belastingen ten laste van derden, waarbij worden onderscheiden :

A. de belasting over de toegevoegde waarde, de egalisatiebelasting en de speciale taks in rekening gebracht tijdens het boekjaar :

1. aan de onderneming (aftrekbaar);
2. door de onderneming;

B. de ingehouden bedragen ten laste van derden bij wijze van :

1. bedrijfsvoorheffing;
2. roerende voorheffing.

XVII. De volgende gegevens met betrekking tot niet in de balans opgenomen rechten en verplichtingen :

A. 1. het bedrag van de persoonlijke zekerheden die door de onderneming werden gesteld of onherroepelijk beloofd als waarborg voor schulden en verplichtingen van derden, met afzonderlijke vermelding van de door de onderneming overgedragen en door haar geëndosseerde wissels;

2. het bedrag van de zakelijke zekerheden die door de onderneming werden gesteld of onherroepelijk beloofd op haar eigen activa als waarborg voor eigen schulden en verplichtingen eendeels en voor schulden en verplichtingen van derden anderdeels, met volgende vermeldingen :

— wat de hypotheek betreft, de boekwaarde van de bezwaarde activa en het bedrag van de hypotheecaire inschrijving;

— wat het pand op het handelsfonds betreft, het bedrag van de inschrijving;

— wat het pand (met inbegrip van het eigendomsvoorbehoud) betreft op andere activa, de boekwaarde van de in pand gegeven activa;

— wat de zekerheden betreft op nog door de onderneming te verwerven activa, het bedrag van de betrokken activa;

3. de goederen en waarden gehouden door derden in hun naam maar ten bate en op risico van de onderneming, voor zover deze goederen en waarden niet in de balans zijn opgenomen;

4. de belangrijke verplichtingen tot aan- of verkoop van vaste activa, uitgesplitst naar verplichtingen tot aankoop en verplichtingen tot verkoop;

5. het bedrag van de termijnverrichtingen, met afzonderlijke vermelding van het bedrag der gekochte (te ontvangen) goederen, van de verkochte (te leveren) goederen, van de gekochte (te ontvangen) deviezen en van de verkochte (te leveren) deviezen;

B. inlichtingen betreffende de technische waarborgen verbonden met reeds gepresteerde verkopen of diensten;

C. inlichtingen betreffende belangrijke hangende geschillen en andere belangrijke verplichtingen die hierboven niet zijn bedoeld;

D. indien ten behoeve van de personeels- of directieleden van de onderneming is voorzien in een aanvullend rust- of overlevingspensioen, een beknopte beschrijving van de desbetreffende regeling met opgave van de maatregelen die de onderneming heeft genomen om de daaruit voortvloeiende kosten te dekken. Wat de pensioenen betreft die door de onderneming zelf worden gedragen wordt het bedrag geschat van de verplichtingen die voortvloeien uit reeds gepresteed werk met een korte beschrijving van de wijze waarop dit bedrag wordt berekend.

XVIII. Un tableau relatif aux relations avec les entreprises liées mentionnant pour l'exercice clôturé et pour l'exercice précédent :

1. le montant des immobilisations financières en distinguant les participations, les créances subordonnées et les autres créances;
2. le montant des créances respectivement à plus d'un an et à un an au plus;
3. les placements de trésorerie en distinguant les actions et les créances;
4. les dettes respectivement à plus d'un an et à un an au plus;
5. les dettes et engagements garantis par l'entreprise et les dettes et engagements de l'entreprise garantis;

6. les autres engagements financiers significatifs;
7. les résultats financiers en distinguant quant aux produits :

- les produits des immobilisations financières,
- les produits des actifs circulants,
- les autres produits financiers,

et quant aux charges :

- les charges des dettes,
- les autres charges financières;

8. les plus- et les moins-values réalisées sur la cession d'actifs immobilisés.

Les mentions prévues aux n^{os} 1, 2 et 8 doivent également être données en ce qui concerne les entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation.

XIX. Les indications suivantes relatives aux administrateurs et gérants :

— le montant en fin d'exercice des créances existant à leur charge, ainsi que les garanties constituées en leur faveur, et les autres engagements significatifs souscrits en leur faveur, avec mention des conditions principales relatives à ces créances, garanties et engagements;

— le montant des rémunérations directes et indirectes et des pensions attribuées, à charge du compte de résultats, respectivement aux administrateurs et gérants et aux anciens administrateurs et gérants, pour autant que cette mention ne porte pas à titre exclusif ou principal sur la situation d'une seule personne identifiable.

CHAPITRE Ier. — Comptes annuels abrégés

Section I : Schéma du bilan

Actif

Actifs immobilisés :

- I. Frais d'établissement.
- II. Immobilisations incorporelles.
- III. Immobilisations corporelles.
 - A. Terrains et constructions.
 - B. Installations, machines et outillage.
 - C. Mobilier et matériel roulant.
 - D. Location-financement et droits similaires.
 - E. Autres immobilisations corporelles.
 - F. Immobilisations en cours et acomptes versés.
- IV. Immobilisations financières.

Actifs circulants :

- V. Créances à plus d'un an.
 - A. Créances commerciales.
 - B. Autres créances.
- VI. Stocks et commandes en cours d'exécution.
 - A. Stocks.
 - B. Commandes en cours d'exécution.

XVIII. Een staat over de betrekkingen met verbonden ondernemingen die zowel voor het afgesloten boekjaar als voor het vorige boekjaar vermeldt :

1. het bedrag van de financiële vaste activa waarbij worden onderscheiden de deelnemingen, de achtergestelde vorderingen en de andere vorderingen;

2. het bedrag van de vorderingen respectievelijk op meer dan één jaar en op hoogstens één jaar;

3. de geldbeleggingen met een onderscheid tussen aandelen en vorderingen;

4. het bedrag der schulden respectievelijk op meer dan één jaar en op hoogstens één jaar;

5. het bedrag der door de onderneming gewaarborgde schulden en verplichtingen en het bedrag van de gewaarborgde schulden en verplichtingen van de onderneming;

6. de andere betekenisvolle financiële verplichtingen;

7. de financiële resultaten waarbij worden onderscheiden inzake de opbrengsten :

- de opbrengsten uit financiële vaste activa,

- de opbrengsten uit vlottende activa,

- de andere financiële opbrengsten,

en inzake de kosten :

- de kosten van schulden,

- de andere financiële kosten;

8. de meer- en minderwaarden die werden verwezenlijkt bij de realisatie van vaste activa.

De vermeldingen bedoeld onder de punten 1, 2 en 8 moeten eveneens worden verstrekt voor de ondernemingen waarmee een deelnemingsverhouding bestaat.

XIX. De volgende gegevens over bestuurders en zaakvoerders :

— het bedrag per einde van het boekjaar van de vorderingen van de onderneming op bestuurders en zaakvoerders, alsmede de in hun voordeel toegestaan waarborgen en de andere betekenisvolle verplichtingen aangegaan in hun voordeel, met vermelding van de belangrijkste voorwaarden inzake deze vorderingen, waarborgen en verplichtingen;

— het bedrag van de rechtstreekse en onrechtstreekse bezoldigingen en van de ten laste van de resultatenrekening toegekende pensioenen, respectievelijk aan bestuurders en zaakvoerders en aan oud-bestuurders en zaakvoerders, voor zover deze vermelding niet uitsluitend of hoofdzakelijk betrekking heeft op de toestand van een enkel identificeerbaar persoon.

HOOFDSTUK II. — De jaarrekening in verkorte vorm

Afdeling 1 : Schema van de balans

Activa

Vaste activa :

- I. Oprichtingskosten.
- II. Immateriële vaste activa.
- III. Materiële vaste activa.
 - A. Terreinen en gebouwen.
 - B. Installaties, machines en uitrusting.
 - C. Meubilair en rollend materieel.
 - D. Leasing en soortgelijke rechten.
 - E. Overige materiële vaste activa.
 - F. Activa in aanbouw en vooruitbetalingen.
- IV. Financiële vaste activa.

Vlottende activa :

- V. Vorderingen op meer dan één jaar.
 - A. Handelsvorderingen.
 - B. Overige vorderingen.
- VI. Voorraden en bestellingen in uitvoering.
 - A. Voorraden.
 - B. Bestellingen in uitvoering.

VII. Créances à un an au plus.	
A. Créances commerciales.	
B. Autres créances.	
VIII. Placements de trésorerie.	
IX. Valeurs disponibles.	
X. Comptes de régularisation.	
Total de l'actif :	
	Passif
	Capitaux propres :
I. Capital.	
A. Capital souscrit.	
B. Capital non appelé (—).	
II. Primes d'émission.	
III. Plus-values de réévaluation.	
IV. Réserves.	
A. Réserve légale.	
B. Réserves indisponibles.	
1. Pour actions propres.	
2. Autres.	
C. Réserves immunisées.	
D. Réserves disponibles.	
V. Bénéfice reporté (Perte reportée).	
VI. Subsidés en capital.	
Provisions pour risques et charges :	
VII. Provisions pour risques et charges.	
Dettes :	
VIII. Dettes à plus d'un an.	
A. Dettes financières.	
1. Etablissements de crédit, dettes de location-financement et assimilées.	
2. Autres emprunts.	
B. Dettes commerciales.	
C. Acomptes reçus sur commandes.	
D. Autres dettes.	
IX. Dettes à un an au plus.	
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année.	
B. Dettes financières.	
1. Etablissements de crédit.	
2. Autres emprunts.	
C. Dettes commerciales.	
1. Fournisseurs.	
2. Effets à payer.	
D. Acomptes reçus sur commandes.	
E. Dettes fiscales, salariales et sociales.	
1. Impôts.	
2. Rémunérations et charges sociales.	
F. Autres dettes.	
X. Comptes de régularisation.	
Total du passif :	
	Section 2 : Schéma du compte de résultats
I. A.B. Marge brute d'exploitation (+) (—).	
C. Rémunérations, charges sociales et pensions (—).	
D. Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissements, sur immobilisations incorporelles et corporelles (—).	
E. Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales (—) (+).	
F. Provisions pour risques et charges (—) (+).	
G. Autres charges d'exploitation (—).	
Bénéfice (Perte) d'exploitation.	

VII. Vorderingen op ten hoogste één jaar.	
A. Handelsvorderingen.	
B. Overige vorderingen.	
VIII. Geldbeleggingen.	
IX. Liquide middelen.	
X. Overlopende rekeningen.	
Totaal der activa :	
	Passiva
	Eigen vermogen :
I. Kapitaal.	
A. Geplaatst kapitaal.	
B. Niet opgevraagd kapitaal (—).	
II. Uitgiftepremies.	
III. Herwaarderingsmeerwaarden.	
IV. Reserves.	
A. Wettelijke reserve.	
B. Onbeschikbare reserves.	
1. Voor eigen aandelen.	
2. Andere.	
C. Belastingvrije reserves.	
D. Beschikbare reserves.	
V. Overgedragen winst (Overgedragen verlies).	
VI. Kapitaalsubsidies.	
Voorzieningen voor risico's en kosten :	
VII. Voorzieningen voor risico's en kosten.	
Schulden :	
VIII. Schulden op meer dan één jaar.	
A. Financiële schulden.	
1. Kredietinstellingen, leasingschulden en soortgelijke.	
2. Overige leningen.	
B. Handelsschulden.	
C. Ontvangen vooruitbetalingen op bestellingen.	
D. Overige schulden.	
IX. Schulden op ten hoogste één jaar.	
A. Schulden op meer dan één jaar die binnen het jaar vervallen.	
B. Financiële schulden.	
1. Kredietinstellingen.	
2. Overige leningen.	
C. Handelsschulden.	
1. Leveranciers.	
2. Te betalen wissels.	
D. Ontvangen vooruitbetalingen op bestellingen.	
E. Schulden met betrekking tot belastingen, bezoldigingen en sociale lasten.	
1. Belastingen.	
2. Bezoldigingen en sociale lasten.	
F. Overige schulden.	
X. Overlopende rekeningen.	
Totaal der passiva :	
	Afdeling 2 : Schema van de resultatenrekening
I. A.B. Bruto-marge (+) (—).	
C. Bezoldigingen, sociale lasten en pensioenen (—).	
D. Afschrijvingen en waardeverminderingen op oprichtingskosten, op immateriële en materiële vaste activa (—).	
E. Waardeverminderingen op voorraden, op bestellingen in uitvoering en op handelsvorderingen (—) (+).	
F. Voorzieningen voor risico's en kosten (—) (+).	
G. Andere bedrijfskosten (—).	
Bedrijfswinst (Bedrijfsverlies).	

- II. Produits financiers (+).**
Charges financières (—).
Bénéfice courant (Perte courante) avant impôts.
- III. Produits exceptionnels (+).**
Charges exceptionnelles (—).
Bénéfice (Perte) de l'exercice avant impôts.
- IV. Impôts sur le résultat (—) (+).**
Bénéfice (Perte) de l'exercice.
- V. Transfert aux réserves immunisées (—).**
Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter.
- Affectations et prélèvements.
- A. Bénéfice (Perte) à affecter.**
1. Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter.
2. Bénéfice (Perte) reporté(e) de l'exercice précédent.
- B. Prélèvements sur les capitaux propres (+).**
- C. Dotations aux réserves (—).**
1. A la réserve légale.
2. Aux autres réserves.
- D. Résultat à reporter.**
1. Bénéfice à reporter (—).
2. Perte à reporter (+).
- E. Intervention d'associés (ou du propriétaire) dans la perte (—).**
- F. Bénéfice à distribuer (—).**
1. Rémunération du capital (a).
2. Administrateurs ou gérants (a).
3. Autres allocataires (a).

Section 3. — Contenu de l'annexe

Outre la description résumée des règles d'évaluation prévue par l'article 15, alinéa 2, et, le cas échéant, les mentions prescrites par les articles 4, alinéa 2, 10, alinéa 2, 11, alinéa 3, 14, alinéa 2, 16, alinéas 2 et 3, 17, alinéa 3, 19, alinéas 3 et 4, 22, alinéas 1er et 2, 24, alinéa 3, 27, § 3, 28, § 2, alinéas 1er et 4, 33, alinéa 3, 34, alinéa 2, 36 et 46bis, §§ 1er et 3, l'annexe comprend les renseignements et états suivants :

I. Un état des immobilisations (rubriques II, III et IV de l'actif) mentionnant, respectivement pour les immobilisations incorporelles, les immobilisations corporelles et les immobilisations financières, les indications suivantes :

a) en valeur d'acquisition, le montant au terme de l'exercice précédent, les mutations de l'exercice (acquisitions, y compris la production immobilisée, cessions et désaffectations, transferts d'une rubrique à une autre, ainsi que pour les immobilisations financières les autres mutations) ainsi que le montant en fin d'exercice;

b) sauf pour les immobilisations incorporelles, les plus-values existant au terme de l'exercice précédent, les mutations de l'exercice (plus-values actées, acquises de tiers, annulées, transférées d'une rubrique à une autre), ainsi que le montant en fin d'exercice de ces plus-values;

c) les amortissements et réductions de valeur existant au terme de l'exercice précédent, les mutations de l'exercice (amortissements et réductions de valeur actés à charge des résultats, repris en compte de résultats, acquis de tiers, annulés, transférés d'une rubrique à une autre), ainsi que le montant en fin d'exercice de ces amortissements et réductions de valeur;

d) les montants non appelés sur immobilisations financières au terme de l'exercice précédent, les mutations de l'exercice, ainsi que les montants en fin d'exercice;

e) la valeur comptable nette en fin d'exercice.

(a) Uniquement dans les sociétés à responsabilité limitée de droit belge.

- II. Financière opbrengsten (+).**
Financiële kosten (—).
Winst (Verlies) uit de gewone bedrijfsuitoefening, vóór belasting.
- III. Uitzonderlijke opbrengsten (+).**
Uitzonderlijke kosten (—).
Winst (Verlies) van het boekjaar vóór belasting.
- IV. Belastingen op het resultaat (—) (+).**
Winst (Verlies) van het boekjaar.
- V. Overboeking naar de belastingvrije reserves (—).**
Te bestemmen winst (Te verwerken verlies) van het boekjaar.
- Resultaatverwerking:
- A. Te bestemmen winst (Te verwerken verlies).**
1. Te bestemmen winst (Te verwerken verlies) van het boekjaar.
2. Overgedragen winst (Overgedragen verlies) van het vorige boekjaar.
- B. Onttrekking aan de eigen middelen (+).**
- C. Toevoeging aan de reserves (—).**
1. Aan de wettelijke reserve.
2. Aan de overige reserves.
- D. Over te dragen resultaat.**
1. Over te dragen winst (—).
2. Over te dragen verlies (+).
- E. Tussenkost van de vennoten (of van de eigenaar) in het verlies (+).**
- F. Uit te keren winst (—).**
1. Vergoeding van het kapitaal (a).
2. Beheerders of zaakvoerders (a).
3. Andere rechthebbenden (a).

Afdeling 3. — Vermeldingen op te nemen in de toelichting

Naast de samenvatting van de waarderingsregels krachtens artikel 15, tweede lid en naast de vermeldingen die in voorkomend geval moeten worden opgenomen krachtens de artikelen 4, tweede lid, 10, tweede lid, 11, derde lid, 14, tweede lid, 16, tweede en derde lid, 17, derde lid, 19, derde en vierde lid, 22, eerste en tweede lid, 24, derde lid, 27, § 3, 28, § 2, eerste en vierde lid, 33, derde lid, 34, tweede lid, 36 en 46bis, §§ 1 en 3, worden in de toelichting de hierna volgende gegevens opgenomen :

I. Een staat van de vaste activa (posten II, III en IV van de activa) die respectievelijk inzake de immateriële, de materiële en de financiële vaste activa de volgende gegevens bevat :

a) het bedrag van de aanschaffingswaarde per einde van het vorige boekjaar, de mutaties ervan tijdens het boekjaar (aanschaffingen, met inbegrip van de geproduceerde vaste activa, overdrachten en buitengebruikstellingen, overboekingen van een post naar een andere, evenals voor de financiële vaste activa de andere mutaties), en van het bedrag ervan per einde van het boekjaar;

b) uitgezonderd voor de immateriële vaste activa, het bedrag van de meerwaarden per einde van het vorige boekjaar, de mutaties ervan tijdens het boekjaar (geboekte meerwaarden, meerwaarden verworven van derden, afgeboekte meerwaarden, overboekingen van een post naar een andere) en het bedrag ervan per einde van het boekjaar;

c) het bedrag van de afschrijvingen en de waardeverminderingen per einde van het vorige boekjaar, de mutaties ervan tijdens het boekjaar (geboekt of teruggenomen via de resultatenrekening, verworven van derden, afgeboekt, overgeboekt van een post naar een andere) en het bedrag ervan per einde van het boekjaar;

d) wat de financiële vaste activa betreft, de niet opgevraagde bedragen per einde van het vorige boekjaar, de mutaties ervan tijdens het boekjaar, evenals het bedrag ervan per einde van het boekjaar;

e) het bedrag van de netto-boekwaarde per einde van het boekjaar.

(a) Alleen voor de vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid naar Belgisch recht.

II. La liste des sociétés dans lesquelles l'entreprise détient une participation au sens du présent arrêté, ainsi que les autres sociétés dans lesquelles l'entreprise détient des actions représentant dix pour cent au moins de leur capital souscrit.

Pour chacune des sociétés sont indiqués : la dénomination et le siège; le nombre d'actions détenues directement par l'entreprise et le pourcentage que cette détention représente, ainsi que le pourcentage d'actions détenues par les filiales et sous-filiales de l'entreprise; le montant des fonds propres et le résultat net du dernier exercice dont les comptes annuels sont disponibles.

Le montant des fonds propres et le montant du résultat net du dernier exercice dont les comptes annuels sont disponibles peuvent ne pas être mentionnés si la société concernée n'est pas tenue de rendre ces indications publiques; cette exception n'est toutefois pas applicable aux filiales et sous-filiales.

Le montant des fonds propres et du résultat net des sociétés étrangères est exprimé en monnaie étrangère; cette monnaie est mentionnée.

Le nombre et la qualité des actions détenues sont, le cas échéant, mentionnés par catégories différentes d'actions émises.

III. Un état du capital, mentionnant :

A. — le montant du capital souscrit ainsi que la nature et le montant des diverses modifications de celui-ci au cours de l'exercice et le nombre d'actions concernées;

— la représentation du capital en fin d'exercice; s'il existe plusieurs catégories d'actions représentatives du capital le nombre d'actions de chaque catégorie et le montant du capital qu'elles représentent;

B. le montant du capital non appelé et du capital appelé, non versé, en regard de la liste prévue à l'article 51 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, si cette disposition est applicable à l'entreprise;

C. le nombre d'actions propres détenues respectivement par la société elle-même et par ses filiales et sous-filiales ainsi que le montant du capital que ces actions représentent;

D. les engagements d'émission d'actions suite à l'exercice de droits de conversion ou de souscription en indiquant le montant des emprunts convertibles en cours et le nombre de droits de souscription en circulation ainsi que le nombre maximum d'actions à émettre et le montant correspondant du capital à souscrire;

E. le montant du capital autorisé non souscrit;

F. le nombre de parts émises, non représentatives du capital, le nombre de voix y attachés, ainsi que le nombre de ces parts détenues respectivement par la société elle-même et par ses filiales et sous-filiales.

IV. Quant aux provisions pour risques et charges, une ventilation de ces provisions si ces provisions représentent un montant important.

V. Un état des dettes comportant :

A. une ventilation des dettes à l'origine à plus d'un an, selon que leur durée résiduelle est d'un an au plus, de plus d'un an mais de cinq ans au plus ou de plus de cinq ans;

B. le montant des dettes (rubriques VIII et IX du passif) ou de la partie de ces dettes qui sont garanties :

1° par les pouvoirs publics belges;

2° par des sûretés réelles sur les actifs de l'entreprise, constituées ou irrévocablement promises.

Ne sont pas mentionnées parmi les dettes garanties, les dettes assorties d'un privilège, sauf en ce qui concerne le privilège du vendeur. La réserve de propriété est assimilée à une garantie réelle.

Les montants visés sub 1° et 2° sont ventilés par poste prévu aux rubriques VIII et IX du passif, mais sans distinction selon leur terme.

II. De lijst van de vennootschappen waarin de onderneming een deelneming bezit in de zin van dit besluit, alsmede van de andere vennootschappen waarin de onderneming aandelen bezit ten belope van ten minste 10 procent van het geplaatste kapitaal.

Voor elk van deze vennootschappen moeten de volgende gegevens worden verstrekt : de naam en de zetel; het aantal aandelen dat rechtstreeks door de onderneming wordt gehouden, het deel van het kapitaal dat deze aandelen vertegenwoordigen alsmede het deel vertegenwoordigd door de aandelen gehouden door dochters en kleindochters van de onderneming; het bedrag van de eigen middelen en het netto-resultaat over het laatste boekjaar waarvan de jaarrekening beschikbaar is.

Het bedrag van de eigen middelen en het netto-resultaat van het laatste boekjaar waarvan de jaarrekening beschikbaar is mogen worden weggelaten indien de betrokken vennootschap deze gegevens niet moet openbaar maken; deze uitzondering geldt evenwel niet ten aanzien van de dochters en de kleindochters.

Het bedrag van de eigen middelen en van het netto-resultaat van de buitenlandse vennootschappen wordt uitgedrukt in vreemde munt; deze munt wordt vermeld.

Het aantal gehouden aandelen en het kapitaalgedeelte dat ze vertegenwoordigen worden, in voorkomend geval, aangegeven per soort uitgegeven aandelen.

III. Een staat met betrekking tot het kapitaal, die vermeldt :

A. — het bedrag van het geplaatste kapitaal, evenals de aard en het bedrag van de verschillende wijzigingen daarvan tijdens het boekjaar en het aantal daarbij betrokken aandelen;

— de samenstelling van het kapitaal bij de jaarafsluiting; indien er verschillende soorten aandelen bestaan die het kapitaal vertegenwoordigen, het aantal aandelen van elke soort en het kapitaalbedrag dat ze vertegenwoordigen;

B. het bedrag van het niet opgevraagde kapitaal en van het opgevraagde, niet gestorte kapitaal naast de bij bedoeld in artikel 51 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, indien dit artikel op de onderneming toepasselijk is;

C. het aantal eigen aandelen dat respectievelijk door de vennootschap zelf en door haar dochters en kleindochters wordt gehouden, evenals het kapitaalbedrag vertegenwoordigd door deze aandelen;

D. de verplichtingen tot uitgifte van aandelen als gevolg van de uitoefening van conversie- of inschrijvingsrechten, met vermelding van het bedrag van de lopende converteerbare leningen, van het aantal inschrijvingsrechten in omloop, van het maximum aantal uit te geven aandelen en van het overeenstemmende bedrag te plaatsen kapitaal;

E. het bedrag van het toegestane, niet geplaatste kapitaal;

F. het aantal uitgegeven aandelen buiten kapitaal, het daaraan verbonden stemrecht alsmede, in voorkomend geval, het aantal van deze aandelen dat respectievelijk door de vennootschap zelf en door haar dochters en kleindochters wordt gehouden.

IV. Een uitsplitsing van de voorzieningen voor risico's en kosten indien deze voorzieningen betrekking hebben op belangrijke bedragen.

V. Een staat van de schulden, die vermeldt :

A. een uitsplitsing van de schulden met een oorspronkelijke looptijd van meer dan één jaar, naar gelang hun resterende looptijd hoogstens één jaar, meer dan één jaar doch hoogstens vijf jaar, of meer dan vijf jaar bedraagt;

B. het bedrag van de schulden (posten VIII en IX van de passiva) of van het gedeelte van de schulden die gewaarborgd zijn door :

1° Belgische overheidsinstellingen;

2° zakelijke zekerheden gesteld of onherroepelijk beloofd op activa van de onderneming.

De bevoorrechte schulden worden niet opgenomen onder de gewaarborgde schulden tenzij het gaat om het voorrecht van de verkoper. Het eigendomsvoorbehoud wordt gelijkgesteld met een zakelijke zekerheid.

De bedragen bedoeld onder 1° en 2° worden uitgesplitst per post voorzien in de rubrieken VIII en IX van de passiva, maar zonder onderscheid naargelang van hun termijn.

C. En ce qui concerne les dettes fiscales, salariales et sociales (rubrique IX.E. du passif), le montant des dettes échues (que des délais de paiement aient ou non été obtenus), envers :

- a) des administrations fiscales;
- b) l'Office national de Sécurité sociale.

Les renseignements visés sub A. et B. 1° et 2° du présent tableau ainsi que ceux visés sub A.2. du tableau VIII, peuvent être remplacés par une énumération des dettes à plus d'un an et des dettes assorties de tiers, en mentionnant pour chacune d'elles, la nature de la dette (selon les rubriques du bilan), son échéance et les garanties dont elle est assortie.

VI. Les indications suivantes concernant le personnel et les frais de personnel :

1. l'effectif moyen du personnel pendant l'exercice;
2. la ventilation des rémunérations, charges sociales et pensions selon le schéma suivant :
 - a) rémunérations et autres avantages sociaux directs;
 - b) cotisations patronales d'assurances sociales;
 - c) primes patronales pour assurances extra-légales;
 - d) autres frais de personnel;
 - e) pensions.

VII. Les indications suivantes relatives aux résultats financiers de l'exercice et de l'exercice précédent :

A. le montant des subsides en capital et en intérêts accordés par les pouvoirs publics, imputés au résultat de l'exercice;

B. le montant des intérêts et charges financières portés à l'actif;

C. le montant des charges d'escompte de créances (effets de commerce, factures et autres créances).

VIII. Les indications suivantes relatives aux droits et engagements hors bilan :

A. 1. le montant des dettes de tiers, garanties par l'entreprise, avec mention séparée des effets de commerce en circulation endossés par l'entreprise, des effets de commerce en circulation tirés ou avalisés par l'entreprise et les autres dettes de tiers, ainsi que le montant maximum à concurrence duquel d'autres engagements de tiers sont garantis par l'entreprise;

2. le montant des garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise sur ses actifs propres, pour sûreté respectivement de ses dettes et engagements propres et des dettes et engagements des tiers, en mentionnant :

- quant aux hypothèques, la valeur comptable des immeubles grevés et le montant de l'inscription;
- quant au gage sur fonds de commerce, le montant de l'inscription;
- quant aux gages (y compris la réserve de propriété) constitués sur d'autres actifs, la valeur comptable des actifs gagés;
- quant aux sûretés constituées sur actifs futurs, le montant des actifs en cause;

B. une information au sujet des litiges importants et des autres engagements importants non visés ci-dessus.

IX. Quant aux entreprises liées, le montant en fin d'exercice des créances existant à leur charge, des garanties constituées en leur faveur et des autres engagements significatifs souscrits en leur faveur.

X. Quant aux administrateurs et gérants, le montant en fin d'exercice des créances existant à leur charge, ainsi que les garanties constituées en leur faveur et les autres engagements significatifs souscrits en leur faveur avec mention des conditions de taux et de durée de ces créances.

Art. 47. Dans l'annexe au même arrêté, le chapitre II « Définitions des rubriques » devient le chapitre III.

C. Wat de schulden met betrekking tot belastingen, bezoldigingen en sociale lasten betreft (post IX.E. van de passiva) het bedrag van de vervallen schulden (ongeacht of uitstel van betaling is verkregen) ten aanzien van :

- a) het belastingbestuur;
- b) de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid.

De inlichtingen bedoeld onder de punten A. en B. 1° en 2° van deze staat alsmede de inlichtingen bedoeld onder punt A.2. van staat VIII mogen worden verstrekt via een opsomming van de schulden op meer dan één jaar en van de gewaarborgde schulden, met vermelding voor elke schuld van haar aard (overeenkomstig de balansposten), haar vervaldag en de verstrekte waarborgen.

VI. De volgende gegevens met betrekking tot personeel en personeelskosten :

1. het gemiddeld personeelsbestand tijdens het boekjaar;
2. een uitsplitsing van de bezoldigingen, sociale lasten en pensioenen naar volgend schema :
 - a) bezoldigingen en andere rechtstreekse sociale voordelen;
 - b) patronale bijdragen voor sociale verzekeringen;
 - c) patronale premies voor buitenwettelijke verzekeringen;
 - d) andere personeelskosten;
 - e) pensioenen.

VII. De volgende gegevens betreffende de financiële resultaten van het boekjaar en van het voorafgaande boekjaar :

A. het bedrag van de kapitaal- en de interestsubsidies door de overheid toegekend en aangerekend op het resultaat van het boekjaar;

B. het bedrag van de geactiveerde interesten en financiële kosten;

C. het bedrag van het disconto ten laste van de onderneming bij de verhandeling van vorderingen (handelseffecten, facturen en andere vorderingen).

VIII. De volgende gegevens met betrekking tot niet in de balans opgenomen rechten en verplichtingen :

A. 1. het bedrag van de schulden van derden gewaarborgd door de onderneming, met afzonderlijke vermelding van de door de onderneming geëndosseerde handelseffecten in omloop, van de door de onderneming getrokken of voor aval getekende handelseffecten en van de overige schulden van derden, alsmede het maximumbedrag ten belope waarvan andere verplichtingen van derden door de onderneming gewaarborgd zijn;

2. het bedrag van de zakelijke zekerheden die door de onderneming werden gesteld of onherroepelijk beloofd op haar eigen activa a's waarborg voor eigen schulden en verplichtingen een-deels, en voor schulden en verplichtingen van derden anderdeels, met volgende vermeldingen :

- wat de hypotheek betreft, de boekwaarde van de bezwaarde activa en het bedrag van de hypotheecaire inschrijving;
- wat het pand op het handelsfonds betreft, het bedrag van de inschrijving;
- wat het pand (met inbegrip van het eigendomsvoorbehoud) betreft op andere activa, de boekwaarde van de in pand gegeven activa;
- wat de zekerheden betreft op nog door de onderneming te verwerven activa, het bedrag van de betrokken activa;

B. inlichtingen betreffende belangrijke hangende geschillen en andere belangrijke verplichtingen die hierboven niet zijn bedoeld.

IX. Wat verbonden ondernemingen betreft, het bedrag per einde van het boekjaar van de op hen uitstaande vorderingen, alsmede de in hun voordeel toegestane waarborgen en de andere betekenisvolle verplichtingen aangegaan in hun voordeel.

X. Wat bestuurders en zaakvoerders betreft, het bedrag per einde van het boekjaar van de op hen uitstaande vorderingen, alsmede de in hun voordeel toegestane waarborgen en de andere betekenisvolle verplichtingen aangegaan in hun voordeel, met vermelding van de rente en de duur van deze vorderingen.

Art. 47. In de bijlage bij hetzelfde besluit wordt hoofdstuk II « Omschrijving van de rubrieken » hoofdstuk III.

Art. 48. Dans la section I « Bilan » de ce chapitre, sont apportées les modifications suivantes :

1° La définition de la rubrique « I. Frais d'établissement » est remplacée par le texte suivant :

« Sont portés sous cette rubrique, s'ils ne sont pas pris en charge à un autre titre durant l'exercice au cours duquel ils ont été exposés, les frais qui se rattachent à la constitution, au développement ou à la restructuration de l'entreprise, tels que les frais de constitution ou d'augmentation de capital, les frais d'émission d'emprunts, les primes de remboursement, les intérêts intercalaires relatifs aux immobilisations et les frais de restructuration. »

2° Dans la définition de la rubrique « II. Immobilisations incorporelles » sont apportées les modifications suivantes :

1° au littéra b) de l'alinéa 1er et à l'alinéa 3 les mots « marques, etc. » sont remplacés par les mots « marques et autres droits similaires » ;

2° au littéra c) de l'alinéa 1er, les mots « le goodwill et les plus-values d'apport » sont remplacés par les mots « le goodwill » ;

3° à l'alinéa 1er et à l'alinéa 2 du texte français, les mots « frais de recherche et de mise au point » sont remplacés par les mots « frais de recherche et de développement » ;

4° à l'alinéa 3, les mots « ainsi que le droit de l'entreprise » sont remplacés par les mots « ainsi que la valeur d'acquisition du droit de l'entreprise » ;

5° à l'alinéa 5, les mots « Par plus-values d'apport, il y a lieu d'entendre » sont remplacés par les mots « Par goodwill, il y a lieu d'entendre également » ;

3° Dans la définition de la rubrique « III.A. Terrains et constructions », sont apportées les modifications suivantes :

1° Les mots « en tout ou en partie » sont supprimés ;

2° Un alinéa 2 nouveau est introduit, libellé comme suit :

« Sont également inscrits sous cette rubrique les autres droits réels que l'entreprise détient sur des immeubles affectés durablement par elle à son exploitation, lorsque les canons ou redevances ont été payés par anticipation au début du contrat. »

4° L'intitulé et la définition de la rubrique « III.E. Immobilisations détenues en emphytéose, location-financement ou droits similaires » sont modifiés comme suit :

« III.D. Location-financement et droits similaires.

Sont portés sous cette rubrique :

1° les droits d'usage à long terme sur des immeubles bâtis dont l'entreprise dispose en vertu de contrats non résiliables d'emphytéose, de superficie, de location-financement ou de conventions similaires, à condition :

a) que les redevances échelonnées prévues au contrat couvrent, outre les intérêts et les charges de l'opération, la reconstitution intégrale du capital investi par le donneur dans la construction, et

b) que la propriété de la construction soit, au terme du contrat, transférée de plein droit à l'entreprise ou que le contrat comporte une option d'achat pour l'entreprise ;

2° les droits d'usage sur des biens meubles dont l'entreprise dispose en vertu de contrats non résiliables de location-financement ou de conventions similaires, à condition :

a) que les redevances échelonnées prévues au contrat, majorées du montant à payer en cas de levée de l'option d'achat, couvrent, outre les intérêts et les charges de l'opération, la reconstitution intégrale du capital investi par le donneur pour l'acquisition du bien, et

b) que la propriété du bien soit, au terme du contrat, transférée de plein droit à l'entreprise ou que le contrat comporte une option d'achat pour l'entreprise. »

5° L'intitulé de la rubrique « III.F. Autres immobilisations corporelles », est remplacé par le texte suivant : « III.E. Autres immobilisations corporelles ».

6° Dans la définition des rubriques « IV.A.2. Créances sur des entreprises liées » et « IV.B.2. Créances sur des entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation », les mots « il sera fait, le cas échéant, mention distincte dans l'annexe des créances subordonnées et des créances convertibles » sont supprimés.

Art. 48. In deel I « Balans » van dit hoofdstuk worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° De omschrijving van rubriek « I. Oprichtingskosten » wordt vervangen door de volgende tekst :

« Onder die post worden vermeld, voor zover zij niet op een andere wijze ten laste van de resultatenrekening van het lopende boekjaar worden gebracht, de kosten verbonden met de oprichting, de verdere ontwikkeling of de herstructurering van de onderneming, in het bijzonder de kosten van oprichting of kapitaalverhoging, de kosten bij uitgifte van leningen, het disagio, de intercalaire interesten betreffende vaste activa en de herstructureringskosten. »

2° In de omschrijving van rubriek « II. Immateriële vaste activa » worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in littera b) van het eerste lid en in het derde lid worden de woorden « merken, enz. » vervangen door de woorden « merken en andere gelijkaardige rechten » ;

2° in littera c) van het eerste lid worden de woorden « de goodwill en de inbrengmeerwaarden » vervangen door de woorden « de goodwill » ;

3° in het eerste en het tweede lid van de Franse tekst worden de woorden « Frais de recherche et de mise au point » vervangen door de woorden « Frais de recherche et de développement » ;

4° in het derde lid worden de woorden « evenals het recht van de onderneming » vervangen door de woorden « evenals de aanschaffingswaarde van het recht van de onderneming » ;

5° in het vijfde lid worden de woorden « Onder inbrengmeerwaarde in geval van inbreng van een bedrijfsgeheel (fusie, opslorping, activiteitsbranche) wordt het verschil verstaan » vervangen door de woorden « Onder goodwill wordt eveneens verstaan, het verschil, bij inbreng van een bedrijfsgeheel (fusie, opslorping, inbreng van een onderdeel van een onderneming) ». »

3° In de omschrijving van rubriek « III.A. Terreinen en gebouwen » worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « geheel of gedeeltelijk » worden geschrapt ;

2° een nieuw tweede lid wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« Worden eveneens onder die rubriek opgenomen, de andere zakelijke rechten die de onderneming bezit op een onroerend goed dat zij bestemd heeft om duurzaam te worden gebruikt voor de bedrijfsuitoefening wanneer de vergoedingen bij aanvang van het contract werden vooruitbetaald. »

4° De benaming en de omschrijving van rubriek « III.E. In erfpacht, huurfinanciering of met gelijkaardige rechten gehouden vaste activa » worden vervangen door de volgende tekst :

« III.D. Leasing en soortgelijke rechten.

Onder die post worden opgenomen :

1° de gebruiksrechten op lange termijn betreffende bebouwde onroerende goederen waarover de onderneming beschikt op grond van erfpacht, opstal, leasing of een soortgelijke niet-opzegbare overeenkomst, op voorwaarde dat :

a) de volgens de overeenkomst te storten termijnen de gever toelaten het in het gebouw geïnvesteerde kapitaal volledig weder samen te stellen, alsmede de rentelast en de andere kosten van de verrichting te dekken, en

b) de eigendom van het gebouw, bij het einde van het contract, van rechtswege toekomt aan de onderneming, of de overeenkomst een aankoopoptie voor de onderneming bevat ;

2° de gebruiksrechten betreffende roerende goederen waarover de onderneming beschikt op grond van leasing of een soortgelijke niet-opzegbare overeenkomst, op voorwaarde dat :

a) de volgens de overeenkomst te storten termijnen, verhoogd met het voor het lichten van de koopoptie bepaalde bedrag, de gever toelaten het voor de aanschaffing van het goed geïnvesteerde kapitaal volledig weder samen te stellen, alsmede de rentelast en de andere kosten van de verrichting te dekken, en

b) de eigendom van het goed, bij het einde van het contract, van rechtswege toekomt aan de onderneming, of de overeenkomst een aankoopoptie voor de onderneming bevat. »

5° De benaming van rubriek « III.F. Andere materiële vaste activa » wordt vervangen door de volgende tekst : « III.E. Overige materiële vaste activa. »

6° In de omschrijving van de rubrieken « IV.A.2. Vorderingen op verbonden ondernemingen » en « IV.B.2. Vorderingen op ondernemingen waarmee een participatieverhouding bestaat » worden de woorden « de achtergestelde en de converteerbare vorderingen worden, in voorkomend geval, afzonderlijk in de toelichting vermeld » geschrapt.

7° Sous la rubrique « IV.C. Autres immobilisations financières », l'intitulé et la définition des sous-rubriques « 2. Titres à revenu fixe » et « 3. Autres créances et cautionnements versés en numéraire » sont modifiés comme suit :

« 2. Créances et cautionnements en numéraire.

Sont portés sous ce poste :

a) les créances incorporées ou non dans des titres, qui ont pour but de soutenir durablement l'activité d'entreprises autres que des entreprises visées aux rubriques IV.A. et IV.B.;

b) les cautionnements en numéraire versés au titre de garanties permanentes, notamment auprès d'administrations ou d'entreprises de services publics. »

8° Dans l'intitulé et la définition de la rubrique « V. Créances à plus d'un an » sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le texte néerlandais, l'intitulé est remplacé par le texte suivant :

« V. Vorderingen op meer dan één jaar »;

2° la définition de la rubrique est remplacée par le texte suivant :

« Cette rubrique regroupe les créances qui ont un terme contractuel supérieur à un an. Les créances ou la partie des créances à plus d'un an qui viennent à échéance dans les douze mois sont extraites de cette rubrique et portées, selon le cas, sous la rubrique VI.A. ou VII.B.

Sont classées sous cette rubrique, aux postes correspondants, outre les créances dont le titre juridique est né, les produits à recevoir, nés au cours de l'exercice, ou au cours d'un exercice antérieur, qui n'ont pas encore donné naissance à un titre juridique de créance, mais dont le montant est déterminé ou susceptible d'être estimé avec précision. Les prorata de produits sont toutefois portés en comptes de régularisation.

Les créances résultant pour le propriétaire ou le bailleur de contrats visés sous la rubrique III.D. de l'actif sont portés sous le poste V.B. »

9° L'intitulé et la définition de la rubrique « VI. Stocks » sont remplacés par le texte suivant :

« VI. Stocks et commandes en cours d'exécution :

VIA.1. Approvisionnements.

Sont portés sous cette rubrique les matières premières et les fournitures.

VIA.2. En-cours de fabrication.

Ne sont pas compris sous cette rubrique, les frais exposés imputables à des commandes en cours d'exécution, portées à la rubrique VIB.

VIA.4. Marchandises.

Cette rubrique comporte les marchandises acquises en vue de leur révente telles qu'elles ou sous le bénéfice de conditionnements mineurs.

VIB. Commandes en cours d'exécution.

Sont portés sous cette rubrique :

a) les travaux en cours d'exécution, effectués pour compte de tiers en vertu d'une commande, mais non encore réceptionnés;

b) les produits en cours de fabrication exécutés pour compte de tiers en vertu d'une commande, mais non encore livrés, sauf s'il s'agit de produits qui sont fabriqués en série de façon standardisée;

c) les services en cours de prestation, exécutés pour compte de tiers en vertu d'une commande, mais non encore livrés, sauf s'il s'agit de services qui sont prestés en série de façon standardisée. »

10° Dans la définition de la rubrique « VII. Créances à un an au plus » le deuxième alinéa est remplacé par la disposition suivante :

« Les alinéas 2 et 3 de la définition de la rubrique « V. Créances à plus d'un an » sont applicables aux créances à un an au plus.

Sont notamment portés sous la rubrique « B. Autres créances », les impôts récupérables à charge des administrations fiscales; toutefois, les versements anticipés et les précomptes imputables

7° In rubriek « IV.C. Andere financiële vaste activa » worden de benaming en de omschrijving van de onderrubrieken « 2. Vastrentende effecten » en « 3. Overige vorderingen en borgtochten in contanten » vervangen door de volgende tekst :

« 2. Vorderingen en borgtochten in contanten.

Onder die post worden opgenomen :

a) de vorderingen, al dan niet belichaamd in effecten, bestemd voor een duurzame ondersteuning van de bedrijfsuitoefening van andere ondernemingen dan die bedoeld onder de posten IV.A. en IV.B.;

b) de borgtochten in contanten gestort als doorlopende waarborg, onder meer aan openbare besturen of nutsbedrijven. »

8° In de benaming en de omschrijving van rubriek « V. Vorderingen op langer dan één jaar » worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de Nederlandse tekst wordt de benaming vervangen door de volgende tekst :

« V. Vorderingen op meer dan één jaar »;

2° de omschrijving van de rubriek wordt vervangen door de volgende tekst :

« Onder die post worden opgenomen de vorderingen met een contractuele looptijd van meer dan één jaar. De vorderingen of het gedeelte van de vorderingen met een looptijd van meer dan één jaar, die binnen twaalf maanden vervallen, worden uit die post gefilteerd en, al naar het geval, onder post VII.A. of VII.B. opgenomen.

Naast de vorderingen waarvoor een titel bestaat, worden eveneens onder de overeenstemmende posten van deze rubriek opgenomen, de te ontvangen opbrengsten die tijdens het boekjaar of tijdens een vorig boekjaar zijn ontstaan en waarvoor nog geen titel bestaat, indien het bedrag daarvan vaststaat of met nauwkeurigheid kan worden geschat. De pro rata van opbrengsten worden evenwel onder de overlopende rekeningen geboekt.

De vorderingen die voor de eigenaar of de verhuurder ontstaan uit de onder post III.D. van de activa bedoelde overeenkomsten worden onder post V.B. opgenomen. »

9° De benaming en de omschrijving van rubriek « VI. Voorraden » worden vervangen door de volgende tekst :

« VI. Voorraden en bestellingen in uitvoering :

VIA.1. Grond- en hulpstoffen.

Onder die post worden opgenomen de toeleveringen van grond- en hulpstoffen.

VIA.2. Goederen in bewerking.

De kosten die moeten worden toegerekend aan bestellingen in uitvoering worden niet onder deze post opgenomen maar wel onder post VIB.

VIA.4. Handelsgoederen.

Die post omvat de goederen ingekocht om zonder bewerking of na een lichte bewerking te worden verkocht.

VIB. Bestellingen in uitvoering.

Onder die post worden opgenomen :

a) het onderhanden werk dat voor rekening van een derde op bestelling wordt uitgevoerd en waarvoor nog geen oplevering is geschied;

b) de goederen in bewerking die voor rekening van een derde op bestelling worden gemaakt en die nog niet werden geleverd, tenzij het gaat om seriewerk;

c) dienstprestaties die voor rekening van een derde op bestelling worden uitgevoerd en die nog niet werden geleverd, tenzij het gaat om een standaardtype van dienstprestaties. »

10° In de omschrijving van rubriek « VII. Vorderingen op ten hoogste één jaar » wordt het tweede lid vervangen door de volgende tekst :

« Leden 2 en 3 van de omschrijving van rubriek « V. Vorderingen op meer dan één jaar » zijn van overeenkomstige toepassing op de vorderingen op ten hoogste één jaar.

Onder post « B. Overige vorderingen » worden onder meer de door belastingdiensten terug te betalen belastingen vermeld; de voorafbetalingen en de verrekenbare voorheffingen worden echter

ne sont pas portés sous cette rubrique, mais à la rubrique X du compte de résultats, sauf dans la mesure où ces versements et précomptes dépassent le montant estimé des impôts dus. »

11° L'intitulé et la définition de la rubrique « VIII. Placements de trésorerie » sont remplacés par le texte suivant :

« VIII.B. Autres placements.

Sont portées sous cette rubrique les créances en compte à terme sur des établissements de crédit ou sur des entreprises visées à l'article 1er, alinéa 2, 2° de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, ainsi que les valeurs mobilières acquises au titre de placement de fonds et qui ne revêtent pas le caractère d'immobilisations financières. Les actions et parts détenues dans des sociétés liées ou avec lesquelles il existe un lien de participation ne peuvent être portées sous ce poste que s'il s'agit de titres acquis ou souscrits en vue de leur rétrocession ou si, en vertu d'une décision de l'entreprise, ils sont destinés à être réalisés dans les douze mois. »

12° L'intitulé et la définition de la rubrique « IX. Valeurs disponibles » sont remplacés par le texte suivant :

« IX. Valeurs disponibles.

Les valeurs disponibles ne comprennent, en dehors des encaissements et des valeurs échues à l'encaissement, que les avoirs à vue sur des établissements de crédit. »

13° La définition de la rubrique « X. Comptes de régularisation » est remplacée par le texte suivant :

« Outre les montants visés à l'article 27bis, § 4, ce poste comporte :

a) les charges à reporter, c'est-à-dire les prorata de charges exposées au cours de l'exercice ou d'un exercice antérieur mais qui sont à rattacher à un ou plusieurs exercices ultérieurs;

b) les produits acquis, c'est-à-dire les prorata de produits qui n'échoueront qu'au cours d'un exercice ultérieur mais qui sont à rattacher à un exercice écoulé. »

14° L'intitulé et la définition de la rubrique « I. Capital » sont remplacés par le texte suivant :

« I.A. Capital souscrit.

Par capital souscrit il faut entendre :

a) en ce qui concerne les sociétés anonymes, les sociétés de personnes à responsabilité limitée et les sociétés en commandite par actions, le capital social souscrit;

b) en ce qui concerne les sociétés coopératives, le montant du fonds social;

c) en ce qui concerne les sociétés en commandite simple de droit belge, le montant du fonds de commandite statutaire ou, à défaut, la valeur conventionnelle des valeurs fournies ou à fournir en commandite;

d) en ce qui concerne les sociétés en nom collectif de droit belge, l'avoir social prévu par les statuts ou, à défaut, la valeur conventionnelle des apports;

e) en ce qui concerne les entreprises, personnes physiques et les succursales et sièges d'opérations en Belgique d'entreprises de droit étranger, les moyens propres affectés durablement par la personne physique à l'activité de son entreprise ou par l'entreprise étrangère à l'activité de ses succursales et sièges d'opérations en Belgique, dans la mesure où ces moyens propres ne résultent pas de bénéfices mis en réserve ou reportés et inscrits sous les rubriques IV et V.

Dans les cas visés sous c), d) et e), l'intitulé du poste « Capital souscrit » est adapté en conséquence. »

15° La définition suivante est insérée à la suite de la définition de la rubrique « I. Capital » :

« III. Plus-values de réévaluation.

Par plus-values de réévaluation il faut entendre les plus-values non réalisées, exprimées dans les comptes sur éléments de l'actif immobilisé, conformément à l'article 34. Sont également portées sous cette rubrique les reprises de réductions de valeur visées à l'article 44 ainsi que les plus-values visées à l'article 46, alinéa 4. »

niet onder deze post opgenomen, maar onder post X van de resultatenrekening, behalve het gedeelte van die voorafbetalingen en voorheffingen dat uitgaat boven het geraamde bedrag van de verschuldigde belastingen. »

11° De benaming en de omschrijving van rubriek « VIII. Theauriebeleggingen » worden vervangen door de volgende tekst :

« VIII.B. Overige beleggingen.

Onder die post worden opgenomen de vorderingen op kredietinstellingen of op ondernemingen bedoeld in artikel 1, tweede lid, 2° van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, uit termijndeposito's, alsmede de met beleggingsdoeleinden verkregen effecten die niet het kenmerk hebben van financiële vaste activa. De aandelen in verbonden ondernemingen of in ondernemingen waarmee een deelnemingsverhouding bestaat, mogen niet onder deze post worden opgenomen, tenzij het om effecten gaat die zijn verkregen of waarop is ingeschreven met het oog op de wederafstand daarvan, of tenzij ze, krachtens een beslissing van de onderneming, bestemd zijn om binnen twaalf maanden te worden gerealiseerd. »

12° De benaming en de omschrijving van rubriek « IX. Beschikbare waarden » worden vervangen door de volgende tekst :

« IX. Liquide middelen.

De liquide middelen omvatten, behalve de kasmiddelen en de te incasseren vervallen waarden, alleen de tegoeden op zicht bij kredietinstellingen. »

13° De omschrijving van rubriek « X. Overlopende rekeningen » wordt vervangen door de volgende tekst :

« Naast de bedragen bedoeld in artikel 27bis, § 4, worden onder deze post opgenomen :

a) de over te dragen kosten, dit wil zeggen de pro rata van kosten die werden gemaakt tijdens het boekjaar of tijdens een vorig boekjaar maar die ten laste van een of meerdere volgende boekjaren moeten worden gebracht;

b) de verworven opbrengsten, dit wil zeggen de pro rata van opbrengsten die slechts in de loop van een volgend boekjaar zullen worden geïnd maar die betrekking hebben op een verstreken boekjaar. »

14° De benaming en de omschrijving van rubriek « I. Kapitaal » worden vervangen door de volgende tekst :

« I.A. Geplaatst kapitaal.

Onder geplaatst kapitaal wordt verstaan :

a) wat de naamloze vennootschappen, de personenvennootschappen met beperkte aansprakelijkheid en de commanditaire vennootschappen op aandelen betreft, het bedrag van het geplaatste maatschappelijk kapitaal;

b) wat de coöperatieve vennootschappen betreft, het bedrag van het maatschappelijk kapitaal;

c) wat de gewone commanditaire vennootschappen betreft, het bedrag van het bij de statuten vastgestelde commanditaire kapitaal of, bij ontstentenis daarvan, het bedongen bedrag van de in de vennootschap ingebrachte of nog in te brengen waarden;

d) wat de vennootschappen onder firma betreft, het in de statuten bepaalde vennootschapsvermogen of, bij ontstentenis daarvan, de bedongen waarde van de inbreng;

e) wat de natuurlijke personen betreft en de bijkantoren of centra van werkzaamheden in België van ondernemingen naar buitenlands recht, de eigen middelen die door die natuurlijke personen aan de bedrijfsuitoefening van hun onderneming, of door de buitenlandse onderneming aan de bedrijfsuitoefening van hun bijkantoren of centra van werkzaamheden in België, duurzaam worden besteed, voor zover deze middelen niet hun oorsprong vinden in gerecorveerde of overgedragen winsten die zijn opgenomen onder de posten IV en V.

In de onder c), d) en e) bedoelde gevallen wordt de benaming « Geplaatst kapitaal » dienovereenkomstig aangepast. »

15° De volgende omschrijving wordt ingevoegd na de omschrijving van rubriek « I. Kapitaal » :

« III. Herwaarderingsmeerwaarden.

Onder herwaarderingsmeerwaarden moeten worden verstaan de in de rekeningen bijgeschreven, niet gerealiseerde meerwaarden op vaste activa overeenkomstig artikel 34. Worden eveneens onder deze post opgenomen, de terugnemingen van waardeverminderingen overeenkomstig artikel 44 en de herwaarderingsmeerwaarden bedoeld in artikel 46, vierde lid. »

16° L'intitulé et la définition de la rubrique « III. B. Réserves indisponibles » sont remplacés par le texte suivant :

« IV. B. Réserve indisponibles :

a) pour actions propres :

Sont mentionnées sous ce poste, les réserves indisponibles visées par l'article 52bis, § 2 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

b) Autres :

Sont classées sous cette rubrique, les réserves qui sont soustraites à la libre disposition de l'assemblée statuant aux majorités ordinaires ou sur lesquelles les associés n'ont pas de droit en cas de démission ou d'exclusion. »

17° Dans l'intitulé et la définition de la rubrique « III. C. Réserves immunisées » sont apportées les modifications suivantes :

1° l'intitulé de la rubrique est remplacé par le texte suivant : « IV. C. Réserves immunisées »;

2° dans la définition de la rubrique, l'alinéa 1er est remplacé par la disposition suivante :

« Sont classés sous cette rubrique les plus-values réalisées et les bénéfices dont l'immunisation fiscale est subordonnée à leur maintien dans le patrimoine de l'entreprise. »

18° L'intitulé et la définition de la rubrique « V. Plus-values de réévaluation » sont supprimés.

19° L'intitulé et la définition de la rubrique « VI. Subsidies reçus en capital » sont modifiés comme suit :

« VI. Subsidies en capital.

Sont portés sous cette rubrique, les subsidies en capital obtenus des pouvoirs publics en considération d'investissements en immobilisations.

Ils font l'objet d'une réduction échelonnée, par imputation à la rubrique « IV. C. Autres produits financiers », au rythme de la prise en charge des amortissements afférents aux immobilisations pour l'acquisition desquelles ils ont été obtenus, et le cas échéant, à concurrence du solde, en cas de réalisation ou de mise hors service de ces immobilisations.

Les subsidies en capital dont l'obtention n'est pas rattachée à des investissements en immobilisations, sont lors de leurs obtentions, imputés selon le cas à la rubrique « I. D. Autres produits d'exploitation » ou à la rubrique « IV. C. Autres produits financiers. »

20° La définition de la rubrique « VII. Provisions pour risques et charges », est remplacée par la disposition suivante :

« A. Pensions et obligations similaires.

Sont portées sous cette rubrique les provisions constituées par l'entreprise pour couvrir les pensions de retraite et de survie, les pré-pensions et autres pensions et rentes dont le paiement lui incombe en vertu d'engagements stipulés en faveur des membres ou anciens membres de son personnel ou en faveur de ses dirigeants ou anciens dirigeants.

B. Charges fiscales.

Sont portées sous cette rubrique les provisions constituées pour couvrir les charges fiscales pouvant résulter de la rectification de la base imposable ou du calcul d'impôt. »

21° Dans l'intitulé et la définition de la rubrique « VIII. Dettes à plus d'un an » sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le texte néerlandais l'intitulé de la rubrique est remplacé par le texte suivant :

« VIII. Schulden op meer dan één jaar »;

2° dans la définition de la rubrique les alinéas 2 à 4 sont remplacés par le texte suivant :

« Sont classées sous cette rubrique, aux rubriques correspondantes, les charges à payer nées au cours de l'exercice ou au cours d'un exercice antérieur qui n'ont pas encore donné naissance à un titre juridique d'endettement, mais dont le montant est déterminé ou susceptible d'être estimé avec précision. Les prorata de charges sont toutefois portés en comptes de régularisation.

16° De benaming en de omschrijving van rubriek « III. B. Niet beschikbare reserves » worden vervangen door de volgende tekst :

« IV. B. Onbeschikbare reserves :

a) voor eigen aandelen :

Onder die post worden de onbeschikbare reserves opgenomen, bedoeld bij artikel 52bis, § 2, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

b) Andere :

Onder die post worden de reserves opgenomen waarover de algemene vergadering volgens de statuten bij gewone meerderheid niet vrij kan beschikken of waarop de vennoten in geval van uittreding of uitsluiting geen recht hebben. »

17° In de benaming en de omschrijving van rubriek « III. C. Vrijgestelde reserves » worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de benaming van de rubriek wordt vervangen door de volgende tekst « IV. C. Belastingvrije reserves »;

2° in de omschrijving wordt het eerste lid vervangen door de volgende bepaling :

« Onder die post worden de gerealiseerde meerwaarden en de winsten opgenomen die vrijgesteld zijn van belasting, voor zover zij in het vermogen van de onderneming behouden blijven. »

18° De benaming en de omschrijving van rubriek « V. Herwaarderingsmeerwaarden » worden geschrapt.

19° De benaming en de omschrijving van post « VI. Ontvangen subsidies in kapitaal » worden vervangen door de volgende tekst :

« VI. Kapitaalsubsidies.

Onder die post worden opgenomen de kapitaalsubsidies die van overheidswege werden verkregen met het oog op investeringen in vaste activa.

Deze subsidies worden geleidelijk afgeboekt via overboeking naar post « IV. C. Andere financiële opbrengsten », volgens hetzelfde ritme als de afschrijvingen op de vaste activa voor de verwerving waarvan ze werden verkregen of, in voorkomend geval, ten belope van het saldo, bij realisatie of buitengebruikstelling van de betrokken vaste activa.

De kapitaalsubsidies die niet afhankelijk zijn van een investering in vaste activa worden bij de verkrijging geboekt onder post « I. D. Andere bedrijfsopbrengsten » of onder post « IV. C. Andere financiële opbrengsten. »

20° De omschrijving van rubriek « VII. Voorzieningen voor risico's en lasten » wordt vervangen door de volgende bepaling :

« A. Pensioenen en soortgelijke verplichtingen.

Onder die post worden opgenomen de kapitaalsubsidies die de onderneming werden gevormd om te voldoen aan de verplichtingen inzake rust- en overlevingspensioenen, brugpensioenen en andere pensioenen en renten die zij ten opzichte van haar actuele of gewezen personeels- of directieleden heeft aangegaan.

B. Belastingen.

Onder die post worden opgenomen de voorzieningen die werden gevormd met het oog op belastingverplichtingen die uit een wijziging in de belastbare basis of in de berekening van de belasting kunnen voortvloeien. »

21° In de benaming en de omschrijving van rubriek « VIII. Schulden op langer dan één jaar » worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de Nederlandse tekst wordt de benaming van de rubriek vervangen door de volgende tekst :

« VIII. Schulden op meer dan één jaar »;

2° in de omschrijving van de rubriek worden de leden 2 tot 4 vervangen door de volgende tekst :

« Worden hier onder de overeenkomstige post geboekt de te betalen kosten die in de loop van het boekjaar of van een vorig boekjaar werden gemaakt en waarvoor nog geen titel bestaat maar waarvan het bedrag vaststaat of met nauwkeurigheid kan worden geschat. De pro rata van kosten worden evenwel onder de overlopende rekeningen geboekt.

Les engagements résultant d'emprunts subordonnés, d'emprunts obligataires, de conventions de location-financement ou de conventions similaires sont inscrits sous les rubriques prévues à cet effet, lors même qu'ils seraient souscrits à l'égard d'établissements de crédit ou de fournisseurs ou seraient incorporés dans des effets de commerce.

Sont notamment classés parmi les dettes envers les établissements de crédit, les billets à ordre (promesses) souscrits par l'entreprise au nom ou à l'ordre d'un établissement de crédit, ainsi que les dettes envers des établissements de crédit du chef d'acceptations bancaires mises en circulation par l'entreprise, lors même qu'elles trouveraient leur origine dans des achats de biens ou de services.

Les dettes incorporées dans des lettres de change ou dans des billets à ordre ne sont portées sous la rubrique « B.2. Effets à payer » qui si elles trouvent leur origine dans des achats de biens ou de services. »

22° La définition de la rubrique « IX. Dettes à un an au plus » est modifiée comme suit :

« Les alinéas 2 à 4 de la définition de la rubrique « VIII. Dettes à plus d'un an » sont applicables aux dettes à un an au plus. »

23° La définition de la rubrique « X. Comptes de régularisation » est remplacée par le texte suivant :

« Outre les montants visés à l'article 27bis, § 2, ce poste comporte :

a) les charges à imputer, c'est-à-dire les prorata de charges qui n'échoieront qu'au cours d'un exercice ultérieur mais qui sont à rattacher à un exercice écoulé;

b) les produits à reporter, c'est-à-dire les prorata de produits perçus au cours de l'exercice ou d'un exercice antérieur, qui sont à rattacher à un exercice ultérieur. »

Art. 49. La section II « Comptes de résultats » de ce chapitre est remplacée par le texte suivant :

« I. A. Chiffre d'affaires.

Par chiffre d'affaires il faut entendre le montant des ventes de biens et des prestations de services à des tiers, relevant de l'activité habituelle de l'entreprise, déduction faite des réductions commerciales sur ventes (remises, ristournes et rabais); ce montant ne comprend pas la taxe sur la valeur ajoutée et les autres impôts liés directement au chiffre d'affaires.

Sont également comprises dans le chiffre d'affaires, les interventions des pouvoirs publics en compensation de moindres recettes consécutives à la politique de tarification appliquée.

Le chiffre d'affaires comprend, en ce qui concerne les commerçants, personnes physiques, les prélèvements en nature autres que pour les besoins de leur commerce.

I. D. Autres produits d'exploitation.

Sous cette rubrique sont portés les produits provenant de tiers, relatifs à l'exploitation, qui

a) ne résultent pas de la vente de biens ou de prestations de services relevant de l'activité habituelle de l'entreprise, et

b) ne relèvent pas de la catégorie des produits financiers ou des produits exceptionnels.

Sont notamment portés sous cette rubrique les subsides ou montants compensatoires à l'importation ou à l'exportation, ainsi que les subsides d'exploitation.

Sont également portées sous cette rubrique les plus-values sur réalisation de créances commerciales.

II. A. Approvisionnements et marchandises.

Sont portés sous cette rubrique, déduction faite des réductions commerciales obtenues et de la taxe sur la valeur ajoutée y afférente, dans la mesure où elle est déductible, les achats de marchandises, de matières premières et de fournitures.

Sont également inclus sous cette rubrique, les achats de services, travaux et études, dans la mesure où ces services, travaux et études, interviennent dans le coût de revient direct des fabrications, les sous-traitances générales et les achats d'immeubles destinés à la vente.

De verplichtingen die voortvloeien uit achtergestelde leningen, obligatieleningen, leasing of soortgelijke overeenkomsten, worden vermeld onder de daarvoor bestemde posten, ook al zijn zij aangegaan jegens kredietinstellingen of leveranciers of worden zij door een handelseffect vertegenwoordigd.

Onder de schulden ten aanzien van kredietinstellingen worden onder meer opgenomen de orderbriefjes (promessen) die door de onderneming werden onderschreven op naam of aan de order van een kredietinstelling, alsmede de schulden aan kredietinstellingen uit hoofde van bankaccepten die door de onderneming in omloop werden gebracht, ook al vinden zij hun oorsprong in de aankoop van goederen en diensten.

De schulden vertegenwoordigd door een wissel of een orderbriefje worden slechts onder de post « B.2. Te betalen wissels » opgenomen, wanneer zij hun oorsprong vinden in de aankoop van goederen of diensten. »

22° De omschrijving van rubriek « IX. Schulden op ten hoogste één jaar » wordt vervangen door de volgende tekst :

« De leden 2 tot 4 van de omschrijving van rubriek « VIII. Schulden op meer dan één jaar » zijn van overeenkomstige toepassing. »

23° De omschrijving van rubriek « X. Overlopende rekeningen » wordt vervangen door de volgende tekst :

« Naast de bedragen bedoeld in artikel 27bis, § 2, worden onder die post opgenomen :

a) de toe te rekenen kosten, dit wil zeggen de pro rata van kosten die pas in een later boekjaar zullen worden betaald maar die betrekking hebben op een verstreken boekjaar;

b) de over te dragen opbrengsten, dit wil zeggen de pro rata van opbrengsten die in de loop van het boekjaar of van een vorig boekjaar zijn geïnd, doch die betrekking hebben op een later boekjaar. »

Art. 49. Deel II « Resultatenrekening » van dit hoofdstuk wordt vervangen door de volgende tekst :

« I. Omzet.

Onder omzet wordt verstaan het bedrag van de verkoop van goederen en de levering van diensten aan derden, in het kader van de gewone bedrijfsuitoefening van de onderneming, onder aftrek van de op de verkoopprijs in de handel toegestane kortingen (afslag, ristorno, rabat); dit bedrag omvat niet de belasting over de toegevoegde waarde, noch enige andere rechtstreeks met de omzet verbonden belasting.

Onder die post moeten eveneens worden opgenomen de tegemoetkomingen van de overheid in het kader van een tarifieringspolitiek als compensatie voor lagere ontvangsten.

Voor de natuurlijke personen die koopman zijn, omvat de omzet ook de onttrekkingen in natura anders dan ten behoeve van hun bedrijf.

I. D. Andere bedrijfsopbrengsten.

Onder die post worden de van derden ontvangen en met de bedrijfsuitoefening verbonden opbrengsten opgenomen die,

a) niet hun oorsprong vinden in een verkoop of een dienstverlening aan derden, binnen het kader van de gewone bedrijfsuitoefening, en

b) niet als een financiële of uitzonderlijke opbrengst kunnen worden aangemerkt.

In het bijzonder worden onder die post opgenomen de subsidies of compenserende bedragen bij in- of uitvoer alsmede de exploitatiesubsidies.

Onder die post worden eveneens opgenomen de meerwaarden die worden verwezenlijkt bij de realisatie van handelsvorderingen.

II. A. Handelsgoederen, grond- en hulpstoffen.

Na aftrek van de in de handel toegestane kortingen en van de belasting over de toegevoegde waarde, voor zover deze aftrekbaar is, worden onder deze post opgenomen de inkopen van handelsgoederen, grond- en hulpstoffen.

Worden eveneens onder deze post geboekt, de ingekochte diensten, werken en studies, voor zover deze een rechtstreekse invloed hebben op de vervaardigingsprijs van de geproduceerde goederen, de algemene onderaannemingen en de inkopen van onroerende goederen bestemd voor verkoop.

II. B. Services et biens divers.

Sont portées sous cette rubrique, déduction faite des réductions commerciales obtenues et de la taxe sur la valeur ajoutée y afférente, dans la mesure où elle est déductible, les charges afférentes à des services prestés ou à des biens livrés par des tiers et relatives à l'exploitation, sauf si elles relèvent des rubriques A ou C.

II.D. Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement et sur immobilisations incorporelles et corporelles.

Sont portées sous cette rubrique les dotations d'amortissements et les réductions de valeur actées, relatives aux frais d'établissement — autres que les frais d'émission d'emprunts et les primes de remboursement — et aux immobilisations incorporelles et corporelles, à l'exception de celles qui, à raison de leur caractère exceptionnel, sont à imputer sous les charges exceptionnelles (rubrique VIII.B.).

Les reprises d'amortissements ou de réductions de valeur ne sont pas portées sous cette rubrique mais sous les produits exceptionnels (rubrique VII.B.).

II.E. Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales (dotations +, reprise —).

Sont portées sous cette rubrique les réductions de valeur actées sur les stocks, sur les commandes en cours d'exécution et sur les créances commerciales visées aux rubriques V.A. et VII.A.

Sont imputées sous cette rubrique, les reprises de réductions de valeur sur créances commerciales et sur stocks, sauf si, en ce qui concerne ces derniers, le système adopté en application de l'article 33 conduit à ce que la valorisation des sorties de stocks tienne compte des réductions de valeur actées au cours d'exercices précédents.

II.F. Provisions pour risques et charges (dotations +, utilisations et reprises —).

Sont portées sous cette rubrique :

- les provisions constituées pour rencontrer des risques et charges d'exploitation;
- les utilisations de provisions pour risques et charges constituées antérieurement, dans la mesure où ces risques ont donné lieu à des coûts d'exploitation;
- les reprises de provisions pour risques et charges constituées au cours d'exercices antérieurs pour rencontrer des risques et charges inhérents à l'exploitation normale de l'entreprise, qui se sont avérées excédentaires.

II.G. Autres charges d'exploitation.

Sous cette rubrique sont portées les charges payées ou dues à des tiers relatives à l'exploitation qui :

- ne résultent pas de prestations de services ou de livraisons de biens par des tiers, relevant de l'activité habituelle de l'entreprise et
- ne relèvent pas de la catégorie des charges financières ou des charges exceptionnelles.

Sont notamment portés sous cette rubrique au titre de charges fiscales d'exploitation, la quotité du précompte immobilier non effectivement imputable sur l'impôt sur le résultat, les taxes sur les véhicules, sur la force motrice ou sur le personnel occupé, les droits d'accises, les prélèvements à l'exportation.

Sont également portées sous cette rubrique, les moins-values sur réalisation de créances commerciales, sauf si celles-ci correspondent à un escompte; l'escompte est imputé à la rubrique « V.C. Autres charges financières ».

I.A.B. Marge brute d'exploitation (+) (—).

Cette rubrique du compte de résultat abrégé visé à l'article 7, § 2, correspond à la somme algébrique des rubriques suivantes du compte de résultats non abrégé :

I.A. Chiffre d'affaires.

I.B. Variation des en-cours de fabrication, des produits finis et

I.C. Production immobilisée.

I.C. Production immobilisée.

I.D. Autres produits d'exploitation.

II.A. Approvisionnements et marchandises.

II.B. Services et biens divers.

II. B. Diensten en diverse goederen.

Na aftrek van de in de handel toegestane kortingen en van de belasting over de toegevoegde waarde, voor zover deze aftrekbaar is, worden onder die post opgenomen de kosten verbonden met de dienstverlening of de levering van goederen door derden in het kader van de bedrijfsuitoefening, tenzij deze kosten onder rubrieken A of C moeten worden geboekt.

II.D. Afschrijvingen en waardeverminderingen op oprichtingskosten en op immateriële en materiële vaste activa.

Onder die post worden opgenomen de afschrijvingen en de waardeverminderingen die worden geboekt op oprichtingskosten — andere dan de kosten bij uitgifte van leningen en het disagio — en op immateriële en materiële vaste activa tenzij deze afschrijvingen en waardeverminderingen wegens hun uitzonderlijke aard als een uitzonderlijke kost moeten worden geboekt (post VIII.B.).

De terugnemingen van afschrijvingen of van waardeverminderingen worden niet onder deze post opgenomen maar worden geboekt onder de uitzonderlijke opbrengsten (VII.B.).

II.E. Waardeverminderingen op voorraden, op bestellingen in uitvoering en op handelsvorderingen (toevoegingen +, terugnemingen —).

Onder die post worden opgenomen de waardeverminderingen die werden geboekt op voorraden, op bestellingen in uitvoering of op handelsvorderingen bedoeld in de posten V.A. en VII.A.

De terugnemingen van op voorraden of op handelsvorderingen geboekte waardeverminderingen worden op deze post aangerekend. Wat de voorraden betreft moet deze aanrekening niet geschieden wanneer de toepassing van één der in artikel 33 bedoelde waardeeringsmethoden ertoe leidt dat bij de waardebepaling van de uitgaande voorraden wordt rekening gehouden met tijdens vorige boekjaren geboekte waardeverminderingen.

II.F. Voorzieningen voor risico's en kosten (toevoegingen +, bestedingen en terugnemingen —).

Onder die post worden opgenomen :

- de voorzieningen gevormd voor bedrijfsrisico's en -verplichtingen;
- de bestedingen van voorzieningen voor risico's en kosten die vroeger werden gevormd, in zoverre deze risico's en verplichtingen tot bedrijfskosten aanleiding hebben gegeven;
- de terugnemingen van voorzieningen voor risico's en kosten die tijdens een vorig boekjaar werden gevormd voor gewone bedrijfsrisico's en -verplichtingen en die overtollig zijn gebleken.

II.G. Andere bedrijfskosten.

Onder die post worden de aan derden betaalde of verschuldigde met de bedrijfsuitoefening verbonden kosten opgenomen, die

- niet hun oorsprong vinden in een dienstverlening of een levering door derden, binnen het kader van de gewone bedrijfsuitoefening en
- niet als een financiële of uitzonderlijke kost kunnen worden aangemerkt.

In het bijzonder worden onder die post opgenomen, de belastingen die als een bedrijfskost moeten worden aangemerkt, zoals het gedeelte van de onroerende voorheffing dat niet effectief verrekenbaar is met de winstbelasting, de belasting op de voertuigen, de belasting op drijfkracht of op tewerkgesteld personeel, de accijnsrechten en de uitvoerheffingen.

Onder die post worden eveneens opgenomen de minderwaarden die werden geboekt bij de realisatie van handelsvorderingen, tenzij deze minderwaarden gelijk zijn aan het disconto; het disconto wordt geboekt onder post « V.C. Andere financiële kosten ».

I.A.B. Brutomarge (+) (—).

Deze post uit het verkort schema van de resultatenrekening bedoeld in artikel 7, § 2, beantwoordt aan de algebraïsche som van de volgende posten uit het volledig schema van de resultatenrekening :

I.A. Omzet.

I.B. Wijziging in de voorraad goederen in bewerking en gereed produkt en in de bestellingen in uitvoering.

I.C. Geproduceerde vaste activa.

I.D. Andere bedrijfsopbrengsten.

II.A. Handelsgoederen, grond- en hulpstoffen.

II.B. Diensten en diverse goederen.

IV.B. Produits des actifs circulants.

Sont classés sous cette rubrique les produits (intérêts, dividendes, etc.) afférents aux éléments d'actif figurant aux rubriques V, VII, VIII, IX et X.

IV.C. Autres produits financiers.

Sont portés sous cette rubrique :

- 1° les plus-values sur réalisation de créances autres que commerciales, de placements de trésorerie et de valeurs disponibles;
- 2° les subsides en capital et en intérêts portés en résultats;
- 3° les différences de change et les écarts de conversion des devises sauf s'ils se rattachent de manière spécifique à d'autres résultats, auquel cas ils peuvent être portés sous le même poste ceux-ci;
- 4° tous les produits de nature financière, qui ne se rattachent pas à des éléments déterminés de l'actif.

V.A. Charges des dettes.

Sont portés sous cette rubrique :

- 1° les charges en intérêts, commissions et frais afférents aux dettes;
- 2° l'amortissement des frais d'émission d'emprunts et des primes de remboursement.

Les intérêts portés à l'actif sont déduits du montant des charges portées sous cette rubrique.

V.B. Réductions de valeur sur actifs circulants autres que visés sub II.E. (dotations +, reprises —).

Sont portées sous cette rubrique les réductions de valeur actées sur les créances autres que commerciales, sur les placements de trésorerie et sur les valeurs disponibles. Sont également imputées sous cette rubrique, les reprises de réductions de valeur afférentes à ces mêmes actifs circulants.

V.C. Autres charges financières.

Sont portées sous cette rubrique, toutes les charges de nature financière qui ne relèvent pas des rubriques V.A. ou V.B. et notamment :

- 1° les moins-values sur réalisation de créances autres que commerciales, de placements de trésorerie et de valeurs disponibles;
- 2° l'escompte à charge de l'entreprise sur la négociation de créances (lettres de change, warrants, factures, etc.);
- 3° les différences de change et les écarts de conversion des devises sauf s'ils se rattachent de manière spécifique à d'autres résultats, auquel cas ils peuvent être portés sous le même poste ceux-ci;
- 4° les charges relatives aux fonds propres (frais d'apports ou d'augmentation de capital, non portés en frais d'établissement, taxe sur les titres cotés en bourse, etc.);
- 5° les commissions et frais financiers;

VII. Produits exceptionnels.**VIII. Charges exceptionnelles.**

Sous ces rubriques doivent figurer les produits et les charges ne provenant pas de l'activité habituelle de l'entreprise.

VII.B. Reprises d'amortissement et de réductions de valeur sur immobilisations incorporelles et corporelles.

Sont portées sous cette rubrique :

- 1° les reprises d'amortissements actés à charge d'exercices antérieurs, opérés dans les conditions visées à l'article 28, § 2, alinéa 3;
- 2° les reprises de réductions de valeur sur immobilisations incorporelles et corporelles actées à charge d'exercices antérieurs, devenues excédentaires.

VII.C. Reprises de provisions pour risques et charges exceptionnelles.

Sont portées sous cette rubrique, les reprises de provisions pour risques et charges constituées au cours d'exercices antérieurs, devenues excédentaires, sauf s'il s'agit de provisions pour rencontrer des risques et charges inhérentes à l'activité habituelle de l'entreprise.

IV.B. Opbrengsten uit vlottende activa.

Onder die post worden opgenomen de opbrengsten (interessen, dividenden, enz.) uit activa opgenomen onder de posten V, VII, VIII, IX en X.

IV.C. Andere financiële opbrengsten.

Worden onder die post opgenomen :

- 1° de meerwaarden verwezenlijkt bij de realisatie van vorderingen, andere dan handelsvorderingen, van geldbeleggingen en van liquide middelen;
- 2° de als opbrengst geboekte kapitaal- en interestsubsidies;
- 3° de wisselresultaten en de resultaten uit de omrekening van vreemde valuta tenzij deze specifiek verbonden zijn met een andere post van de resultatenrekening; in dit laatste geval mogen ze onder die post worden opgenomen;
- 4° alle opbrengsten van financiële aard die geen verband houden met welbepaalde activa.

V.A. Kosten van schulden.

Worden onder die post opgenomen :

- 1° de interesten, de commissies en de kosten verbonden aan schulden;
 - 2° de afschrijving van de kosten bij uitgifte van leningen en van het disagio.
- De geactiveerde interesten worden afgetrokken van het bedrag van de onder deze post opgenomen kosten.

V.B. Waardeverminderingen op vlottende activa andere dan bedoeld onder II.E. (toevoegingen +, terugnemingen —).

Onder die post worden opgenomen de waardeverminderingen geboekt op vorderingen andere dan handelsvorderingen, op geldbeleggingen en op liquide middelen. De terugnemingen van waardeverminderingen op deze vlottende activa worden eveneens onder deze post geboekt.

V.C. Andere financiële kosten.

Onder die post worden opgenomen alle kosten van financiële aard die niet werden geboekt onder de posten V.A. of V.B. en in het bijzonder :

- 1° de minderwaarden verwezenlijkt bij de realisatie van vorderingen, andere dan handelsvorderingen, van geldbeleggingen en van liquide middelen;
- 2° het disconto ten laste van de onderneming bij het verhandelen van vorderingen (een wissel, een warrant, een faktuur, enz.);
- 3° de wisselresultaten en de resultaten uit de omrekening van vreemde valuta tenzij deze specifiek verbonden zijn met een andere post van de resultatenrekening; in dit laatste geval mogen ze onder die post worden opgenomen;
- 4° de kosten betreffende posten van het eigen vermogen (kosten bij inbreng, kosten bij kapitaalverhoging, niet opgenomen onder de oprichtingskosten, de taks op ter beurze genoteerde effecten, enz.);
- 5° de commissies en financiële kosten;

VII. Uitzonderlijke opbrengsten.**VIII. Uitzonderlijke kosten.**

Onder deze posten worden respectievelijk de opbrengsten en de kosten opgenomen die geen verband houden met de gewone bedrijfsuitoefening van de onderneming.

VII.B. Terugneming van afschrijvingen en van waardeverminderingen op immateriële en materiële vaste activa.

Onder die post worden opgenomen :

- 1° de met toepassing van artikel 28, § 2, derde lid, verrichte terugnemingen van afschrijvingen die tijdens een vorig boekjaar werden geboekt;
- 2° de terugnemingen van waardeverminderingen die tijdens een vorig boekjaar werden geboekt op immateriële en materiële vaste activa en die te hoog zijn gebleken.

VII.C. Terugneming van voorzieningen voor uitzonderlijke risico's en kosten.

Onder die post worden de terugnemingen opgenomen van voorzieningen voor risico's en kosten die tijdens een vorig boekjaar werden gevormd en die te hoog zijn gebleken, tenzij het gaat om voorzieningen die werden gevormd voor risico's en kosten die verband houden met de gewone bedrijfsuitoefening van de onderneming.

VII.D. Plus-values sur réalisation d'actifs immobilisés.

Sont classées sous cette rubrique les plus-values sur réalisation d'actifs immobilisés. Peuvent toutefois être portées sous la rubrique « I.D. Autres produits d'exploitation » les plus-values sur réalisation d'immobilisations corporelles si, eu égard à leur fréquence et à leur caractère habituel, ces réalisations s'inscrivent dans le cadre de l'exploitation normale de l'entreprise.

VIII.B. Amortissements et réductions de valeur exceptionnels sur frais d'établissement et sur immobilisations incorporelles et corporelles.

Sont portées sous cette rubrique, pour autant qu'ils revêtent un caractère exceptionnel, les amortissements et réductions de valeur visées à l'article 28, § 2, alinéa 2 et § 3 et à l'article 40.

VIII.C. Provisions pour risques et charges exceptionnels.

Sont portées sous cette rubrique, les provisions constituées pour rencontrer des risques et charge qui ne relèvent pas de l'activité habituelle de l'entreprise.

VIII.D. Moins-values sur réalisation d'actifs immobilisés.

Sont classées sous cette rubrique les moins-values sur réalisation d'actifs immobilisés. Peuvent toutefois être portées sous la rubrique « II.G. Autres charges d'exploitation », les moins-values sur réalisation d'immobilisations incorporelles et corporelles si, eu égard à leur fréquence et à leur caractère habituel, ces réalisations s'inscrivent dans le cadre de l'exploitation normale de l'entreprise.

X. Impôts sur le résultat.

Sont classés sous cette rubrique :

1° au titre d'impôts :**a) sur le résultat de l'exercice :**

— les versements anticipés, ainsi que les précomptes réels, imputables sur l'impôt, sauf dans la mesure où le montant de ces versements anticipés et de ces précomptes excède le montant estimé des impôts qui seront dus; sont également portés à l'actif, les versements anticipés d'impôts reportés à l'exercice suivant ou dont la restitution a été demandée;

— l'excédent du montant estimé des impôts qui seront dus sur le résultat de l'exercice, par rapport au montant des versements anticipés et des éléments imputables;

— les suppléments d'impôts provisionnés;

— les impôts sur le résultat payés, dus ou qui seront dus à l'étranger;

b) sur le bénéfice d'exercices antérieurs :

les suppléments d'impôts payés, dus, ou estimés ainsi que les suppléments d'impôts provisionnés,

2° au titre de régularisation d'impôts et de reprises de provisions fiscales :

les régularisations d'impôts obtenues, constatées ou estimées, par rapport aux montants d'impôts pris en charge au cours d'exercices antérieurs.

XII. Transfert aux réserves immunisées.

Cette rubrique est utilisée pour le transfert aux réserves immunisées de certains produits ou d'une fraction du bénéfice lorsque leur immunisation fiscale est subordonnée à leur maintien dans le patrimoine de l'entreprise. »

CHAPITRE III. — Dispositions diverses et transitoires

Art. 50. Dans le texte néerlandais du même arrêté sont apportées les corrections suivantes d'ordre terminologique :

1° les mots « voorziening voor risico's en lasten » sont remplacés par les mots « voorziening voor risico's en kosten » et les mots « voorzieningen voor risico's en lasten » par les mots « voorzieningen voor risico's en kosten »;

2° les mots « aandelen en deelbewijzen » sont remplacés par le mot « aandelen »;

VII.D. Meerwaarden bij de realisatie van vaste activa.

Onder die post worden de meerwaarden opgenomen die worden verwezenlijkt bij de realisering van vaste activa. Gaat het om materiële vaste activa dan mogen deze meerwaarden onder post « I.D. Andere bedrijfsopbrengsten » worden opgenomen wanneer de realisering kadert in de gewone bedrijfsuitoefening van de onderneming; dit laatste zal blijken uit de regelmaat waarmee dergelijke activa worden gerealiseerd en het normale karakter daarvan.

VIII.B. Uitzonderlijke afschrijvingen en waardeverminderingen op oprichtingskosten, op immateriële en materiële vaste activa.

Voor zover ze van uitzonderlijke aard zijn, worden onder deze post opgenomen de afschrijvingen en waardeverminderingen bedoeld in artikel 28, § 2, tweede lid, en § 3 en in artikel 40.

VIII.C. Voorzieningen voor uitzonderlijke risico's en kosten.

Onder die post worden de voorzieningen opgenomen die werden gevormd voor risico's en kosten die geen verband houden met het gewone bedrijf van de onderneming.

VIII.D. Minderwaarden bij de realisatie van vaste activa.

Onder die post worden de minderwaarden opgenomen die worden gecoekt bij de realisering van vaste activa. Gaat het om immateriële of materiële vaste activa dan mogen deze minderwaarden onder de post « II.G. Andere bedrijfskosten » worden opgenomen wanneer de realisering kadert in de gewone bedrijfsuitoefening van de onderneming; dit laatste zal blijken uit de regelmaat waarmee dergelijke activa worden gerealiseerd en het normale karakter daarvan.

X. Belastingen op het resultaat.

Onder die post worden opgenomen :

1° onder belastingen :**a) op het resultaat van het boekjaar :**

— de voorafbetalingen en de werkelijke voorheffingen die met de belasting verrekenbaar zijn, voor zover het bedrag van deze voorafbetalingen en van deze voorheffingen niet hoger is dan het geraamde bedrag van de verschuldigde belastingen; dit overschot wordt geactiveerd; geactiveerd worden eveneens de voorafbetalingen van belastingen die naar het volgende boekjaar werden overgedragen of waarvan de terugbetaling werd gevraagd;

— het verschil tussen het geraamde bedrag van de op het resultaat van het boekjaar verschuldigde belastingen en het bedrag van de voorafbetalingen en verrekenbare bestanddelen;

— de belastingsupplementen waarvoor een voorziening werd gevormd;

— de in het buitenland betaalde of verschuldigde winstbelastingen;

b) op de winst van vorige boekjaren :

de betaalde, verschuldigde of geraamde belastingsupplementen alsmede de belastingsupplementen waarvoor een voorziening werd gevormd;

2° onder regularisering van belastingen en terugnemingen van voorzieningen voor belastingen :

de verkregen, vastgestelde of geraamde regularisering van belastingen die tijdens een vorig boekjaar ten laste werden genomen.

XII. Overboeking naar de belastingvrije reserves.

Deze post wordt gebruikt voor de overboeking van bepaalde opbrengsten of een gedeelte van de winst naar de belastingvrije reserves wanneer hun fiscale vrijstelling afhankelijk is van hun behoud in het vermogen van de onderneming. »

HOOFDSTUK III. — Diverse bepalingen en overgangsbepalingen

Art. 50. In de Nederlandse tekst van hetzelfde besluit worden de volgende terminologische verbeteringen aangebracht :

1° de woorden « voorziening voor risico's en lasten » worden vervangen door de woorden « voorziening voor risico's en kosten » en de woorden « voorzieningen voor risico's en lasten » door de woorden « voorzieningen voor risico's en kosten »;

2° de woorden « aandelen en deelbewijzen » worden vervangen door het woord « aandelen »;

3° les mots « filiale » et « subsidiaire » sont remplacés par les mots « dochter » et « kleindochter » et les mots « filiales » et « subsidiaires » par les mots « dochters » et « kleindochters »;

4° le mot « participatie » est remplacé par le mot « deelneming » et le mot « participaties » par le mot « deelnemingen »;

5° les mots « ondernemingen waarmee een participatieverhouding bestaat » sont remplacés par les mots « ondernemingen waarmee een deelnemingsverhouding bestaat »;

6° le mot « rekeningstelsel » est remplacé par le mot « rekeningenstelsel »;

7° le mot « fabriekaten » est remplacé par le mot « gereed produkt »;

8° le mot « huurfinanciering » est remplacé par le mot « leasing ».

Art. 51. A l'exception des articles 35 et 52 qui entrent en vigueur dix jours après la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*, les dispositions du présent arrêté s'appliquent pour la première fois, aux comptes annuels arrêtés au terme de l'exercice prenant cours après le 31 décembre 1983.

Toutefois les dispositions du présent arrêté s'appliquent pour la première fois aux comptes annuels arrêtés au terme de l'exercice, prenant cours après le 31 décembre 1985, en ce qui concerne les commerçants, personnes physiques, les sociétés en nom collectif et les sociétés en commandite simple qui ne dépassent aucune des trois limites suivantes :

- moyenne annuelle de travailleurs occupés : 50;
- chiffre d'affaires, hors taxe sur la valeur ajoutée : 50 millions;
- total du bilan : 25 millions.

Art. 52. § 1er. Les entreprises visées à l'article 12, § 2, de la loi du 17 juillet 1975, qui sont soumises à l'arrêté royal du 8 octobre 1976, ont la faculté pour leurs comptes annuels relatifs à l'exercice prenant cours entre le 1er janvier 1983 et le 31 décembre 1983 :

a) de ne reprendre dans leur bilan et leurs compte de résultats que les rubriques prévues au schéma précédées d'un chiffre romain ou d'une lettre majuscule;

b) de regrouper au compte de résultats sous une rubrique « Résultat brut d'exploitation », les rubriques A, B, C et D, des produits et les rubriques A, B, C et E, des charges, à condition de mentionner dans l'annexe le montant total du coût des matières et des biens et services divers (rubriques I.A. et I.B. des charges);

c) de ne mentionner, parmi les états et renseignements, prévus sous les n° 1 à 20 de l'annexe, que les renseignements prévus sous les n° 5, 6 et 7, sans les distinctions qui y sont visées, 9, 10, 12, 13, 15, 16 et 17, et de ne donner séparément les renseignements prévus au n° 4 que pour les rubriques III et IV de l'actif.

§ 2. Les entreprises qui n'occupent en moyenne annuelle pas plus de cent employés ou salariés dont le chiffre d'affaires, hors taxe sur la valeur ajoutée, ne dépasse pas, pour l'exercice clôturé, cent millions de francs et dont le total du bilan au terme de cet exercice ne dépasse pas cinquante millions de francs, ont la faculté d'établir et de publier leurs comptes annuels relatifs à l'exercice prenant cours entre le 1er janvier 1983 et le 31 décembre 1983, conformément aux dispositions du § 1er, de cet article, bien qu'elles dépassent plus d'un des critères visés à l'article 12, § 2, de la loi du 17 juillet 1975.

Art. 53. Les entreprises ont la faculté :

1° de n'appliquer l'article 27bis, § 2, alinéas 2 et 3, de l'arrêté royal du 8 octobre 1976, qu'aux créances nées à partir du début de l'exercice prenant cours après le 31 décembre 1983;

2° de ne mentionner dans l'annexe les renseignements visés à l'article 28, § 2, de l'arrêté royal du 8 octobre 1976 que pour les immobilisations acquises à partir du début de l'exercice, prenant cours après le 31 décembre 1983.

3° de woorden « filiale » en « subsidiaire » worden vervangen door de woorden « dochter » en « kleindochter » en de woorden « filiales » en « subsidiaires » door de woorden « dochters » en « kleindochters »;

4° het woord « participatie » wordt vervangen door het woord « deelneming » en het woord « participaties » door het woord « deelnemingen »;

5° de woorden « ondernemingen waarmee een participatieverhouding bestaat » worden vervangen door de woorden « ondernemingen waarmee een deelnemingsverhouding bestaat »;

6° het woord « rekeningstelsel » wordt vervangen door het woord « rekeningenstelsel »;

7° het woord « fabriekaten » wordt vervangen door het woord « gereed produkt »;

8° het woord « huurfinanciering » wordt vervangen door het woord « leasing ».

Art. 51. Met uitzondering van de artikelen 35 en 52 die in werking treden tien dagen na de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*, zijn de bepalingen van dit besluit voor het eerst van toepassing op de jaarrekening over het boekjaar dat ingaat na 31 december 1983.

Ten aanzien van de natuurlijke personen die koopman zijn, de vennootschappen onder firma en de gewone commanditaire vennootschappen die geen enkel van de volgende drie criteria overschrijden :

- jaargemiddelde van het personeelsbestand : 50;
- jaarmzet, exclusief de belasting over de toegevoegde waarde : 50 miljoen frank;
- balanstotaal : 25 miljoen frank,

zijn de bepalingen van dit besluit voor het eerst van toepassing op de jaarrekening over het boekjaar dat ingaat na 31 december 1985.

Art. 52. § 1. De ondernemingen bedoeld bij artikel 12, § 2, van de wet van 17 juli 1975, die onderworpen zijn aan het koninklijk besluit van 8 oktober 1976, mogen in hun jaarrekening over het boekjaar dat ingaat vanaf 1 januari 1983 tot en met 31 december 1983 :

a) in de balans en de resultatenrekening alleen de posten opnemen die in het schema met een Romeins cijfer of een hoofdletter zijn aangeduid;

b) in de resultatenrekening in één enkele post « Brutobedrijfsresultaat » de posten A, B, C en D van de opbrengsten en de posten A, B, C en E, van de kosten samenvoeger mits in de toelichting het totaalbedrag van de kosten betreffende de grond- en hulpstoffen en de diverse goederen en diensten wordt vermeld (posten I.A. en I.B. van de kosten);

c) van de gegevens en staten genoemd onder de nrs. 1 tot 20 van de toelichting, alleen de gegevens onder de nrs. 5, 6 en 7 niet nader uitgesplitst, 9, 10, 12, 13, 15, 16 en 17, verstrekken en voor de posten III en IV aan de actiefzijde alleen de gegevens onder nr. 4 gespecificeerd opgeven.

§ 2. De ondernemingen die niet méér dan honderd werknemers als jaargemiddelde in dienst hebben, waarvan de omzet, exclusief de belasting over de toegevoegde waarde, voor het afgesloten boekjaar niet hoger is dan honderd miljoen frank en het balanstotaal aan het einde van dit boekjaar niet hoger is dan vijftig miljoen frank, mogen — ook al overschrijden zij méér dan één van de criteria bedoeld bij artikel 12, § 2, van de wet van 17 juli 1975 — hun jaarrekening over het boekjaar dat ingaat vanaf 1 januari 1983 tot en met 31 december 1983 opstellen en bekend maken, overeenkomstig het bepaalde in § 1 van dit artikel.

Art. 53. 1° ondernemingen hebben de mogelijkheid :

1° artikel 27bis, § 2, leden 2 en 3, van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 slechts toe te passen op de vorderingen ontstaan vanaf het boekjaar dat ingaat na 31 december 1983;

2° in de toelichting de in artikel 28, § 2, van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 bedoelde inlichtingen slechts te verstrekken voor de vaste activa verkregen vanaf het boekjaar dat ingaat na 31 december 1983.

Art. 54. Notre Ministre des Affaires économiques, Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances et du Commerce extérieur, Notre Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles et Notre Ministre des Travaux publics et des Classes moyennes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 septembre 1983.

BAUDOIN

Par le Roi :
Le Ministre des Affaires économiques,
M. EYSKENS

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances
et du Commerce extérieur,
W. DE CLERCQ

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice
et des Réformes institutionnelles,
J. GOL

Le Ministre des Travaux publics et des Classes moyennes,
L. OLIVIER

F. 63 — 1604

12 SEPTEMBRE 1983

Arrêté royal déterminant la teneur et la présentation
d'un plan comptable minimum normalisé

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises, notamment l'article 4, alinéa 6;

Vu l'avis du Conseil central de l'Economie;

Vu l'avis de la Commission des Normes comptables;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires économiques, de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances et du Commerce extérieur, de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles, de Notre Ministre des Travaux publics et des Classes moyennes et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Sont soumises aux dispositions du présent arrêté, les entreprises visées à l'article 1er de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises à l'exception :

- 1° des personnes physiques ayant la qualité de commerçant et des sociétés en nom collectif ou en commandite simple, visées à l'article 5 de cette loi;
- 2° des entreprises visées à l'article 16, § 1er, de cette loi;
- 3° des entreprises d'assurances et de réassurances.

Art. 2. Le plan comptable visé à l'article 4, alinéa 5, de la loi du 17 juillet 1975, doit être conforme dans sa teneur, sa présentation et sa numérotation, au plan comptable minimum normalisé annexé au présent arrêté.

Art. 3. Le libellé des comptes prévus au plan comptable minimum normalisé peut être adapté aux caractéristiques propres de l'activité, du patrimoine et des produits et charges de l'entreprise.

Les comptes prévus au plan comptable minimum normalisé qui sont sans objet pour une entreprise ne doivent pas figurer dans son plan comptable.

Art. 4. Les entreprises doivent mettre leur plan comptable en conformité avec le plan comptable minimum normalisé, annexé au présent arrêté à dater du début de l'exercice prenant cours après le 31 décembre 1983.

La date du 31 décembre 1983 visée à l'alinéa précédent est toutefois remplacée par la date du 31 décembre 1984 en ce qui

Art. 54. Onze Minister van Economische Zaken, Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën en van Buitenlandse Handel, Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie en Institutionele Hervormingen en Onze Minister van Openbare Werken en Middenstand zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 september 1983.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Economische Zaken,
M. EYSKENS

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën
en van Buitenlandse Handel,
W. DE CLERCQ

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie
en Institutionele Hervormingen,
J. GOL

De Minister van Openbare Werken en Middenstand,
L. OLIVIER

N. 83 — 1604

12 SEPTEMBER 1983

Koninklijk besluit tot bepaling van de minimumindeling
van een algemeen rekeningstelsel

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen, inzonderheid op artikel 4, zesde lid;

Gelet op het advies van de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven;

Gelet op het advies van de Commissie voor Boekhoudkundige Normen;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Economische Zaken, van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën en van Buitenlandse Handel, van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie en Institutionele Hervormingen, van Onze Minister van Openbare Werken en Middenstand en op advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De bepalingen van dit besluit gelden voor de ondernemingen bedoeld in artikel 1 van de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen, met uitzondering van :

- 1° de natuurlijke personen die koopman zijn, de vennootschappen onder firma en de gewone commanditaire vennootschappen, bedoeld in artikel 5 van deze wet;
- 2° de ondernemingen bedoeld in artikel 16, § 1, van deze wet;
- 3° de verzekerings- en herverzekeringsondernemingen.

Art. 2. Het rekeningstelsel bedoeld in artikel 4, vijfde lid, van de wet van 17 juli 1975, moet worden ingericht en genummerd overeenkomstig de minimumindeling van het algemeen rekeningstelsel, gevoegd bij dit besluit.

Art. 3. De omschrijving van de rekeningen van het algemeen rekeningstelsel mag worden aangepast aan de bijzondere aard van het bedrijf, van het vermogen en van de opbrengsten en kosten van de onderneming.

De rekeningen van het algemeen rekeningstelsel die voor een onderneming niet dienstig zijn, moeten niet in haar rekeningstelsel voorkomen.

Art. 4. De ondernemingen moeten hun rekeningstelsel in overeenstemming brengen met het algemeen rekeningstelsel dat bij dit besluit is gevoegd, bij het begin van het boekjaar dat ingaat na 31 december 1983.

De datum van 31 december 1983 bedoeld in het vorige lid wordt evenwel vervangen door de datum van 31 december 1984